

RAPPORT ANNUEL 2018 / 2019



MISSION



Fondation favorise le maintien, la création d'emplois ainsi que la participation des travailleuses et des travailleurs québécois à la définition, à l'organisation et au contrôle de leur travail dans un environnement correspondant aux objectifs de développement durable.

Fondation contribue à développer des entreprises, à préserver et à créer des emplois de qualité, tout en encourageant les acteurs sociaux à débattre ensemble tant du partage des gains de productivité que du partage du travail.

Fondation, en tant que partenaire de l'économie sociale, investit au moins 60% de son actif dans des entreprises québécoises, principalement celles inscrites dans un processus de gestion participative, entreprises autocontrôlées, coopératives ou autres, prévoyant dans leur charte une répartition égale du droit de vote entre les actionnaires ou les membres, ou qui sont des entreprises dont les décisions ou activités contribuent à la protection ou à l'amélioration de la qualité de l'environnement.

Les investissements de Fondation prennent la forme de prise de participation en capital-actions ou au capital social, de prêt ou de garantie de prêt. Dans le but d'obtenir le capital nécessaire permettant d'agir pour le développement d'emplois de qualité, Fondation recueille, principalement à partir d'une structure militante, des épargnes en vue de la retraite, surtout auprès des travailleuses et des travailleurs regroupés en syndicats ou au sein d'une caisse d'économie et aussi auprès du grand public.

Axées sur une accumulation prudente en vue de la retraite et sur une rentabilité adéquate, ces épargnes sont investies sous la forme d'actions de catégories A et B. Les actions de catégorie A constituent les parts générales de Fondation. De plus, Fondation pourra autoriser et émettre des actions de catégorie B afin de faciliter la cueillette d'épargne reliée à des projets spécifiques, en collaboration avec des partenaires de l'économie sociale et en appui aux expressions de solidarité locale.

■ L'emploi constitue le premier moyen de participer à la création et à la redistribution de la richesse, de s'intégrer à la société, d'assurer la vitalité régionale et de contribuer à l'épanouissement des personnes.

■ L'obtention par les travailleuses et les travailleurs de plus de responsabilités dans l'entreprise n'a pas pour seule finalité de la rendre plus productive ou compétitive.

■ Le passage à de nouveaux rapports de démocratisation et de coopération doit être facilité afin de pouvoir définir les conditions d'une productivité renouvelée en vue d'un développement responsable.



TABLE DES MATIÈRES

2	Message du président du conseil d'administration
3	Message du président-directeur général
4	Conseil d'administration
5	Comité des opérations
6	Portrait de l'actionnariat
8	La référence en finance durable au Québec
13	Portrait de l'investissement
22	Distinctions et accomplissements
24	Impacts économiques directs et indirects
25	Plus de capital pour la retraite
26	RAPPORT DE GESTION ANNUEL
27	Faits saillants
30	Contexte économique et financier
34	Analyse de la performance financière par la direction
51	Rendement passé
52	Aperçu du portefeuille
54	ÉTATS FINANCIERS
92	RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT
104	RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ)
118	RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ)



MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



AGIR POUR L'AVENIR DES PERSONNES ET POUR NOTRE DEVENIR COLLECTIF

Fondaction rend accessible, principalement à partir des lieux de travail, une épargne-retraite qui contribue à l'amélioration des conditions de vie à la retraite. Depuis ses débuts, le Fonds intègre les principes de développement durable dans l'ensemble de ses activités et dans les relations qu'il entretient avec ses parties prenantes internes et externes au sein d'un véritable écosystème de la finance responsable, en mesure de répondre aux besoins des personnes et des entreprises.

Au 31 mai 2019, ce sont 170 631 actionnaires-épargnants, dont 19 500 nouveaux à qui je souhaite d'ailleurs la bienvenue, qui cotisaient à Fondaction et qui ont contribué à ce que l'actif net franchisse le cap des 2 milliards de dollars.

En tant qu'acteur financier à qui une épargne-retraite est confiée, Fondaction agit avec une perspective de moyen et long terme. Il a pour tâche de faire fructifier l'argent des épargnants à travers des investissements directs en entreprises, y compris d'économie sociale, des investissements dans des fonds partenaires et des investissements dans des fonds spécialisés. Au cours de l'année 2018-2019, les seuls investissements directs en entreprise ainsi que dans nos fonds partenaires ont contribué au maintien et à la création de plus de 39 500 emplois au Québec.

Fondaction considère que l'emploi constitue un moyen essentiel de participer à la création et à la redistribution de la richesse, de s'intégrer à la société, d'assurer la vitalité régionale, de contribuer à l'épanouissement des personnes et à la réduction des inégalités.

Cette vision s'incarne, entre autres, par l'importance accordée au développement d'entreprises inscrites dans un processus de gestion collaborative, d'entreprises d'économie sociale (autocontrôlées, coopératives ou autres formes), ainsi qu'au développement d'entreprises dont les décisions ou activités contribuent à la protection ou à l'amélioration de la qualité de l'environnement.

Fondaction soutient l'émergence de l'économie circulaire au Québec en tant qu'application de la dimension économique du développement durable. À titre d'exemple, des entreprises du portefeuille comme Enerkem, Ecotuned, Viandes biologiques de Charlevoix et Usinage BDCM s'inscrivent dans cette dynamique. Un projet comme le développement de l'ancien site de la raffinerie Shell dans l'est de Montréal, revalorisé par Groupe C. Laganière, un fleuron de l'industrie et du génie environnemental québécois en est aussi une illustration.

L'approche de gestion globale de Fondaction l'amène à contribuer positivement à la transformation de l'économie du Québec dans une perspective de développement durable. C'est en étant animé par cet engagement que le CA s'assure de la bonne marche des opérations courantes et de la santé financière de l'organisation en congruence avec les orientations stratégiques de Fondaction et les balises éthiques de sa gouvernance.

Je tiens à remercier les actionnaires, les membres du conseil d'administration, les membres des comités ainsi que l'équipe de Fondaction incluant son président-directeur général pour cette contribution à notre devenir collectif !

Jacques Létourneau

Président du conseil d'administration

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



UNE RÉFÉRENCE EN FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'actif net de Fondation est en hausse de 10,7 % sur un an et poursuit sa croissance pour dépasser le cap des 2 milliards de dollars. En franchissant cette étape, Fondation a non seulement l'expertise, mais aussi plus de moyens pour influencer positivement sur l'ensemble de l'économie québécoise.

Fondation offre une solution d'épargne-retraite sur une base individuelle et collective. Ce type d'épargne est rendue accessible aux Québécoises et Québécois qui désirent améliorer leur situation personnelle à la retraite ainsi que l'environnement social, naturel et économique dans lesquels ils vivent et qu'ils légueront aux générations futures.

Selon nous, il est impératif par exemple d'innover et de développer de nouvelles formes d'accès à la propriété, aux terres cultivables et à l'entrepreneuriat féminin. Il nous apparaît tout aussi essentiel de soutenir l'agroalimentaire durable, la transition énergétique et les nouvelles technologies qui contribuent au bien commun.

Un rendement positif pour une septième année consécutive

La valeur de l'action a été portée à 12,15 \$, ce qui représente une augmentation de 0,33 \$ par rapport à l'exercice financier précédent dont 0,31 \$ pour le deuxième semestre. Fondation a atteint en 2018-2019 un rendement annuel à l'actionnaire de 2,8 %, avant la prise en compte des crédits d'impôt. Pour cette même période de référence, le taux d'inflation était de 2,4 %.

Sur 10 ans, lorsqu'on tient compte des crédits d'impôt exclusifs appliqués selon les différentes périodes, un actionnaire ayant souscrit à Fondation par épargne systématique aurait bénéficié au 31 mai 2019 d'un rendement composé annuel équivalent à 12,9 %.

La notion de richesse collective inclut nécessairement la réduction des inégalités et une intensification de la lutte contre les changements climatiques. L'équipe de Fondation compte plus de 170 personnes qui croient en ce qu'elles font, qui croient qu'il est possible de changer les choses pour le mieux dans une perspective de développement durable.

Chaque financement a de l'impact. Chaque investissement a des conséquences. C'est dans cette optique que nous accompagnons l'entrepreneuriat québécois à la grandeur du territoire, en soutenant la création et le maintien d'emplois et en épaulant des PME qui partagent la vision d'un développement économique plus juste, plus équitable et plus vert.

Totalisant 1,45 milliard de dollars au 31 mai 2019, nos investissements en capital de développement déboursés et engagés ont généré un rendement brut de 8,8 %. Parmi ceux-ci, nos investissements directs en entreprises ont généré, avec les fonds spécialisés, un rendement de 11,8 %, ce qui démontre la grande qualité de notre portefeuille et de nos interventions.

Quant aux placements sur les marchés financiers (autres investissements) où Fondation a maintenu une approche prudente et socialement responsable, ceux-ci ont généré un rendement brut de 3,3 %. Grâce à l'adoption de l'indice de référence MSCI ACWI sans énergie fossile ni transformation de charbon, Fondation a réduit entre 2015 et 2018 son empreinte carbone de 51 % sur les marchés boursiers.

Voilà comment de l'actionnaire à la planète, des entreprises à la création et au maintien d'emplois, Fondation s'efforce de donner du sens à l'argent et devient une référence majeure en financement du développement durable.

Je souhaite remercier tous nos actionnaires pour la confiance qu'ils nous démontrent, l'équipe de Fondation ainsi que les membres du conseil d'administration et son président pour la qualité d'engagement dont ils font preuve.

Merci !

Léopold Beaulieu

Président-directeur général



CONSEIL D'ADMINISTRATION

(de gauche à droite)

LOUISE ST-JACQUES*^A

Retraitée de la Coopérative des travailleurs de La Puce Ressource Informatique et de La Puce communautaire inc.

JEAN-PIERRE REVÉRET*^{D F}

Professeur associé, ESG-UQAM, Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale

MICHEL TÉTREAU^E

Trésorier de la Fédération de l'industrie manufacturière (CSN)

PIERRE PATRY^D

Secrétaire-trésorier du conseil d'administration de Fondation Trésorier de la Confédération des syndicats nationaux

LÉOPOLD BEAULIEU^A

Président-directeur général de Fondation

JACQUES LÉTOURNEAU^{A G}

Président du conseil d'administration de Fondation Trésorier de la Confédération des syndicats nationaux

CLÉMENT GUIMOND*^B

Vice-président du conseil d'administration de Fondation Retraité de la Caisse d'économie solidaire Desjardins

NICOLE FONTAINE*^D

Retraitée de la présidence de l'Office de la protection du consommateur

THIERRY C. PAUCHANT*^G

Professeur titulaire, HEC Montréal

DIANE BEAUDRY*^{B C}

Présidente de Conseil Projection inc.

CLAUDE DEMERS*^B

Retraité de la Caisse Desjardins du Secteur industriel de Montréal

PIERRETTE POIRIER*^H

Retraitée du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) du Suroît

PIERRE B. LAFRENIÈRE*^{A G}

Vice-président exécutif de Oaklins Canada Est inc.

MARC PICARD*^A

Directeur général de la Caisse d'économie solidaire Desjardins

MICHEL TREMBLAY^E

Retraité du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Montérégie Ex-président de la Fédération des professionnelles (CSN)

* Membre indépendant du conseil d'administration

A Membre du comité exécutif

B Membre du comité d'audit

C Membre du comité d'évaluation

D Membre du comité de gouvernance et d'éthique

E Membre du comité de placement (autres investissements)

F Membre du comité du portefeuille d'entreprises québécoises de petite capitalisation (EQPC)

G Membre du comité de ressources humaines

H Membre du comité des achats de gré à gré



COMITÉ DES OPÉRATIONS

- 1 **LÉOPOLD BEAULIEU**
Présidence-direction générale

- 2 **FÉLICIA AMILCAR**
Conformité, gestion des risques et sécurité des opérations¹

- 3 **PATRICK CABANA**
Finances

- 4 **JASMINE HINSE**
Affaires juridiques corporatives

- 5 **JULIEN LAMPRON**
Développement corporatif et affaires publiques²

- 6 **JEAN MARCOTTE**
Analyse financière, redressement, registrariat, conseils juridiques et immeubles

- 7 **PATRICK MEUNIER**
Ressources humaines

- 8 **STEPHAN MORENCY**
Investissement

- 9 **CLAUDE NORMANDIN**
Amélioration continue et responsabilité sociétale³

- 10 **JULIEN SEGUIN**
Actifs informationnels et systèmes d'information

- 11 **ALAIN VALLIÈRES**
Souscription

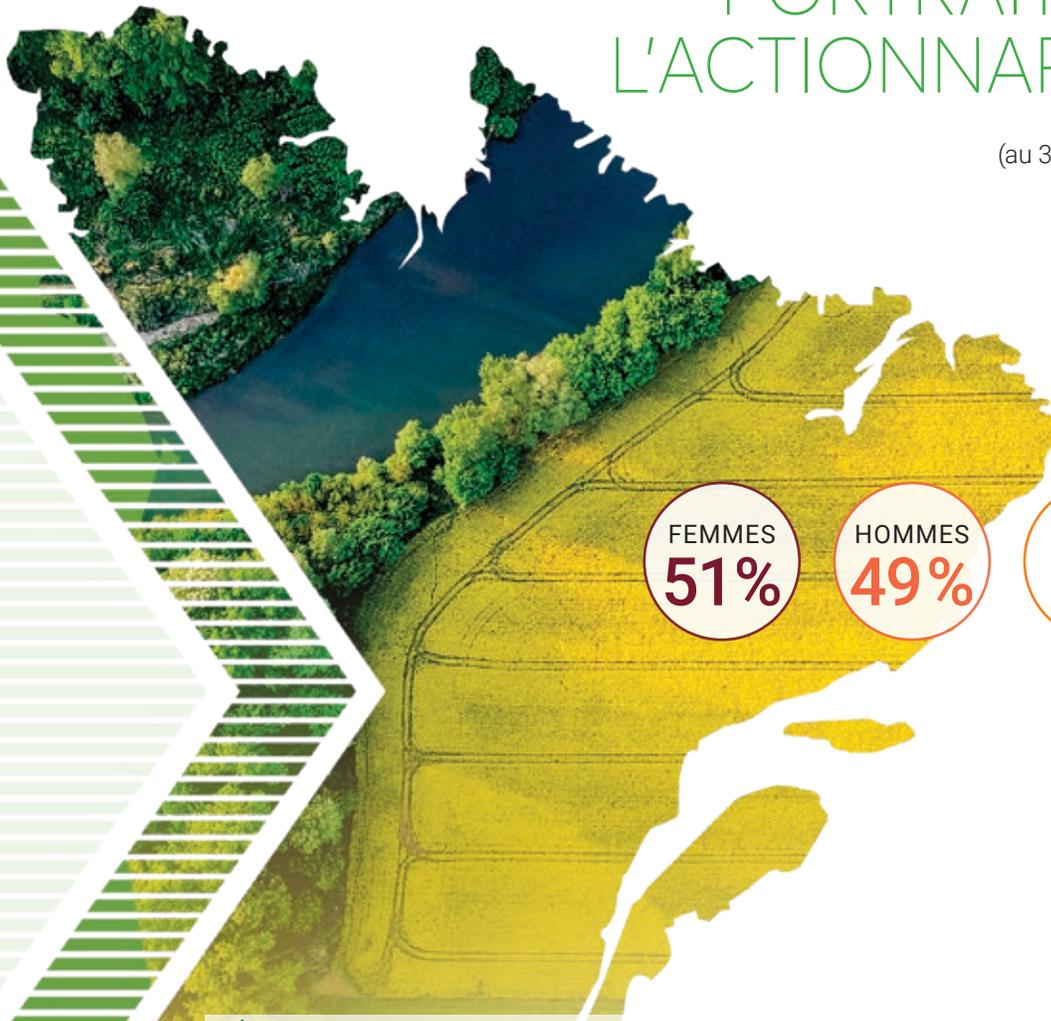
- 12 **LUC VERVILLE**
Placement



1. Anciennement Conformité et gestion des risques
2. Anciennement Affaires publiques
3. Anciennement Développement organisationnel et systèmes d'information

PORTRAIT DE L'ACTIONNARIAT

(au 31 mai 2019)



FEMMES
51%

HOMMES
49%

ÂGE MOYEN
49

RÉPARTITION DES ACTIONNAIRES DE FONDATION PAR RÉGIONS ADMINISTRATIVES

RÉPARTITION DE LA POPULATION DU QUÉBEC (2018)¹

Région administrative	Actionnaires de fondation (%)	Population (%)
Abitibi-Témiscamingue	1,9 %	1,8 %
Bas-Saint-Laurent	2,5 %	2,3 %
Capitale-Nationale	11,8 %	8,9 %
Centre-du-Québec	3,2 %	2,9 %
Chaudière-Appalaches	5,9 %	5,1 %
Côte-Nord	1,9 %	1,1 %
Estrie	5,3 %	3,9 %
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1,5 %	1,1 %
Lanaudière	8,0 %	6,0 %
Laurentides	7,7 %	7,3 %
Laval	4,2 %	5,2 %
Mauricie	3,3 %	3,2 %
Montérégie	18,5 %	18,5 %
Montréal	15,0 %	24,2 %
Nord-du-Québec	0,2 %	0,5 %
Outaouais	2,7 %	4,7 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6,4 %	3,3 %

¹ Institut de la statistique du Québec
Le bilan démographique du Québec – Édition 2018

Un véhicule d'épargne socialement responsable qui gagne des adeptes

Le nombre d'actionnaires est passé de 156 723 au 31 mai 2018 à 170 631 au 31 mai 2019, en hausse de 8,9%. Les émissions d'actions ont atteint 272,7 millions de dollars au cours de l'exercice. Au cours de cette période, Fondation a ainsi recueilli des souscriptions atteignant un sommet historique en s'appuyant notamment sur le dynamisme de centaines de militantes et de militants œuvrant dans des milieux de travail situés partout au Québec.

CHIFFRES
AU 31 MAI 2019

TAUX D'ÉVOLUTION
SUR UN AN

Nombre total
d'actionnaires

170 631

+ 8,9%

Pourcentage des actionnaires
ayant cotisé par épargne
systématique durant l'année

67%

+ 10,1%¹

Montant des cotisations
par épargne systématique

154,2 M\$

+ 10,6%

COTISATIONS
Montant total annuel

272,7 M\$

+ 1,9%

ACTIF NET

2,18 G\$

+ 10,7%

VALEUR DE L'ACTION
12,15\$

RENDEMENT ANNUEL À L'ACTIONNAIRE
2,8%

1. Variation du nombre d'actionnaires ayant cotisé par épargne systématique

RÉPARTITION DES RACHATS ET ACHATS DE GRÉ À GRÉ (POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2019)

CRITÈRES	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANTS (en milliers de dollars)	POURCENTAGES DU MONTANT TOTAL
Retraite et préretraite	7 798	98 642	80,8 %
Accession à la propriété	1 367	12 784	10,5 %
Décès, invalidité, rachat 60 jours	440	5 284	4,3 %
Situation exceptionnelle	649	3 397	2,8 %
Autres critères	140	1 429	1,2 %
Retour aux études	63	473	0,4 %
TOTAL	10 457	122 009	100 %



**PRÈS DE
120 M\$**

de placements en obligations vertes au 31 mai 2019



**100 %
DES ÉMISSIONS
DE GES DE
FONDATION**

sont compensées par l'achat de crédits-carbone



0 TITRE

d'entreprises détenant des réserves d'énergie fossile au 31 mai 2019



**RÉDUCTION DE
51 %**

de l'empreinte carbone des placements sur les marchés boursiers entre 2015 et 2018¹



**PLUS DE
39 500**

emplois maintenus ou créés en 2018-2019



**PLUS DE
3 000**

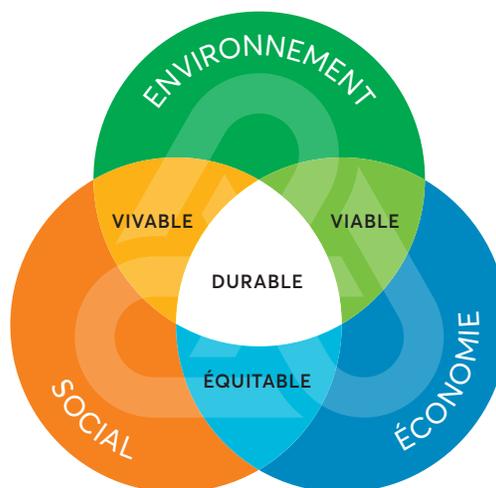
activités d'information en milieu de travail au cours de la dernière année



Assemblée générale annuelle 2018 : niveau 4 (norme atteinte en gestion responsable d'événements)

LA RÉFÉRENCE EN FINANCE DURABLE AU QUÉBEC

Fondation est le plus important fonds dédié au développement durable au Québec. Pour nous, la finance innove quand elle répond à une pluralité de besoins tout en conjuguant progrès technique et progrès humain. C'est dans cet esprit que Fondation soutient l'économie circulaire, imagine de nouveaux modèles fonciers et consacre 30 % de ses investissements directs, incluant ceux effectués par Filaction, à des entreprises d'économie sociale. C'est la même dynamique qui nous porte à initier des fonds spécialisés afin de réunir des capitaux et des expertises permettant d'agir avec encore plus d'impact sur de nombreuses thématiques comme la préservation des sols, la transition énergétique et l'accessibilité des femmes à l'entrepreneuriat. Par son approche de gestion globale, Fondation mobilise l'épargne des personnes pour améliorer leur situation à la retraite tout en contribuant à l'avenir des générations futures.



1. Grâce à l'adoption d'indices excluant les énergies fossiles et le charbon, dont l'indice, MSCI ex-fossile, ex-charbon, créé à la demande de Fondation.

LA DIMENSION ÉCONOMIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Fondation soutient l'émergence de l'économie circulaire¹ au Québec en tant que dimension économique du développement durable auquel il se consacre.

Un bon exemple de cet engagement est celui des **Viandes biologiques de Charlevoix** (VBC). Le renouvellement du patrimoine bâti de VBC, auquel Fondation apporte son soutien, inclut un volet de chauffe à la biomasse pour les nouveaux bâtiments. En remplaçant une source d'énergie fossile non renouvelable par une source renouvelable, VBC diminue ses émissions de GES. Pour ses besoins, ce type de chauffage produit une meilleure qualité d'air, réduit l'humidité ambiante et permet d'assécher et de valoriser à un coût raisonnable l'okara de soya, un résidu alimentaire provenant de la fabrication de lait de soya. Ainsi, à l'aide d'un « déchet », soit la biomasse forestière résiduelle, on transforme un autre « déchet », l'okara, en une alimentation riche en protéines et en fibres pour les animaux.

Autre exemple de circularité soutenu par Fondation : le réusinage des mandrins de carton utilisés pour le bobinage de papier fin par Domtar. Après leur utilisation, les rouleaux de 7,8 m de longueur et 15 cm de diamètre étaient autrefois simplement recyclés. Plus maintenant ! Située à moins de 8 km de l'usine Domtar à Windsor, **Usinage BDCM** a mis au point une technique permettant de produire, à partir de sections de rouleaux récupérés, un mandrin aussi long et solide qu'un original. Cette innovation donne lieu à une boucle industrielle qui inclut le tri des extrants provenant de l'usine Domtar, l'usinage des mandrins et le compactage des déchets aux fins de recyclage sélectif.

Grâce à la participation de Fondation au sein de **Groupe C. Laganière**, l'entreprise a acquis des terrains de l'ancienne raffinerie Shell le long du boulevard Métropolitain afin d'y implanter le plus vaste centre de traitement de sols au Québec. Le Complexe Environnemental Montréal-Est (CEME) utilise une technologie qui réhabilite les sols contaminés aux hydrocarbures par biodégradation selon une approche circulaire. Il est notamment prévu d'utiliser la chaleur produite en trop par l'usine voisine, Parachem, pour alimenter les « biopiles », ce qui permettra de poursuivre le processus de bioremédiation durant l'hiver. Le rejet de l'une deviendra ainsi l'intrant de l'autre. Par ailleurs, une autre entreprise voisine, Lafarge, participe aussi à la circularité. Lorsque les chantiers de construction qu'elle approvisionne possèdent des sols contaminés, les camions vont d'abord décharger ces derniers au CEME avant de prendre livraison des granulats à la carrière de Lafarge, ce qui évite les voyages à vide et réduit significativement l'émission de gaz à effet de serre. Une fois décontaminés au CEME, les sols restaurés seront utilisés pour revaloriser et reverdir le site de 10 millions de pieds carrés de l'ancienne raffinerie et serviront aussi pour le remblai futur de la carrière de Lafarge. L'entente conclue pour les 50 prochaines années contribuera à la transformation d'une cicatrice industrielle en réaménagement durable du territoire et du milieu urbain.



1



2



3

1 Viandes biologiques de Charlevoix

2 Usinage BDCM

3 Groupe C. Laganière

1. « Système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, dans une logique circulaire, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités ». Source : Pôle de concertation québécois sur l'économie circulaire (avril 2016).

DES MODÈLES FONCIERS INNOVANTS

C'est en partenariat avec la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) que Fondaction a collaboré à la mise en œuvre du **Fonds Coop Accès Proprio (FCAP)**, un OBNL qui donne accès à une nouvelle forme de propriété immobilière coopérative, notamment pour les jeunes familles. Ce nouveau modèle fait en sorte qu'on sépare la propriété physique du droit d'usage d'un lieu de vie. Ainsi, le FCAP se porte acquéreur d'un terrain sur lequel il permet à une coopérative d'habitation, dûment formée, d'acquérir ou de construire un bâtiment possédant plusieurs unités résidentielles. Seuls les membres de la coopérative peuvent faire l'achat du droit d'usage et d'usufruit d'une unité. Remboursable à un coût très raisonnable, 30 % moins cher en moyenne qu'il en coûte pour un condo, ce droit d'occupation devient, contrairement à un loyer, un actif pouvant être racheté à sa juste valeur par la coopérative si le membre la quittait, ce qui évite toute forme de spéculation. La coopérative reste en tout temps propriétaire du bâtiment, tandis que le FCAP, gardien du modèle, demeure propriétaire du fonds de terrain.

La **Fiducie Immobilière Angus** est un autre exemple d'innovation foncière auquel Fondaction a contribué. C'est pour renforcer le caractère étanche de sa gouvernance et assurer la pérennité de son modèle que le Technopôle Angus l'a créé avec l'aide de Fondaction.

Cette fiducie foncière d'utilité sociale protège le patrimoine immobilier du Technopôle Angus de la spéculation. Sa valeur d'usage, qui est la création et le maintien d'un environnement de vie incluant une mixité d'usages commercial et résidentiel et le maintien de services de proximité, est ainsi assurée par la fiducie dont la gestion est indépendante de tout intérêt financier. La fiducie n'existant que pour l'accomplissement de finalités sociales pour lesquelles elle est mise sur pied, la richesse qui sera créée permettra un niveau plus élevé de réinvestissement dans la communauté alors que l'atténuation des risques commerciaux, due notamment à la stabilité du modèle, bénéficiera aux entreprises qui occupent le site.

La Fiducie immobilière Angus, d'utilité sociale, protège le patrimoine immobilier du Technopôle Angus de la spéculation.

Photo : © Société de développement Angus



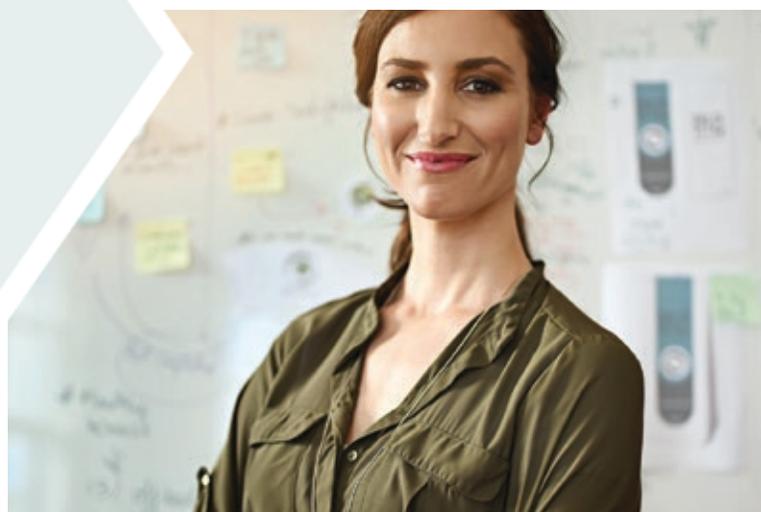
DES FONDS PARTENAIRES ET SPÉCIALISÉS COMME VECTEURS DE CHANGEMENT

Grâce à une solution de financement et d'accompagnement technique adaptée, le **Fonds Biomasse Énergie** facilite la conversion d'un système de chauffage utilisant l'énergie fossile à un système utilisant la biomasse forestière résiduelle. Cette initiative permet de dégager d'importants bénéfices environnementaux, économiques et sociaux. C'est le cas dans la communauté de Whapmagoostui, premier village autochtone au nord du 55^e parallèle ayant décidé de se tourner vers la biomasse forestière. Par l'entremise de l'entreprise Nimschu Iskudow, qui a fait appel à Fondation et au Fonds Biomasse, Whapmagoostui recourt à la biomasse pour chauffer son aréna, une infrastructure essentielle à sa vie sociale, et ainsi réduire sa dépendance aux énergies fossiles.

La mise en œuvre des activités d'**URAPI** par Fondation est l'aboutissement d'une vision interdisciplinaire du développement. URAPI relie l'agroforesterie durable, le financement public et privé, le microcrédit, l'économie sociale et la lutte contre les changements climatiques en un tout cohérent, véritable ouvrage d'orfèvrerie financière. Avec l'expertise d'Ecotierra, une entreprise de Sherbrooke qui conçoit et gère des projets d'agroforesterie durable, le Fonds URAPI permet le développement et la réalisation de tels projets en Amérique latine. Cette approche freine la déforestation, la dégradation des sols et les émanations de GES dues à la culture sur brûlis. Elle permet aussi à plus de 2 000 cultivateurs de café d'obtenir une juste rémunération grâce à la structure coopérative mise en place.

Fondation, Femmessor et Investissement Québec soutiennent le **Fonds pour les femmes entrepreneures FQ**. Celui-ci rend possible la réalisation de projets de démarrage, de croissance et d'acquisition d'entreprise par des femmes entrepreneures dans toutes les régions du Québec. Devenue entrepreneure en faisant l'acquisition de Frengo, première boutique d'aliments en vrac à avoir prôné le zéro déchet à Montréal, Sarah Legris est l'une de celles-là. Le fonds a complété en 2019 un investissement dans une 200^e entreprise détenue ou dirigée par une femme.

Cofondé par Fondation et Coop Carbone, le **Fonds Inlandsis** contribue au développement des marchés du carbone et à la transition énergétique en Amérique du Nord. Les structures financières innovantes développées par Inlandsis permettent aux entreprises de moderniser plus facilement leurs installations et de réduire considérablement leurs émissions de GES. Par exemple, l'entreprise Bluesource a lancé un programme novateur de réduction du méthane que finance Inlandsis en échange de crédits compensatoires que le fonds revend sur les marchés du carbone. Destiné à l'industrie pétrolière et gazière de l'Alberta, le programme de Bluesource permettra d'éliminer plus de 3 millions de tonnes équivalent CO₂ en cinq ans.





« Depuis près de 50 ans, nos artisans puisent leur inspiration dans le climat et le territoire québécois pour fabriquer des manteaux qui protègent des conditions les plus arides. Fondation a tout de suite compris comment s'était forgée l'identité de Kanuk et a saisi l'importance de poursuivre notre développement ici afin de continuer de proposer un produit 100 % québécois. C'est en toute confiance que nous collaborons avec Fondation, un allié qui partage notre attachement au Québec et notre vision d'un développement durable. »

Richard Laniel
Directeur général de Kanuk



PORTRAIT DE L'INVESTISSEMENT

Notre équipe de l'investissement accompagne l'entrepreneuriat québécois à la grandeur du territoire dans une approche de développement durable. En plus d'un rendement financier recherché, chaque investissement est examiné en fonction de retombées économiques, sociales, et environnementales concrètes et positives.

C'est aussi dans cette perspective que nos investissements en entreprise et à travers des fonds partenaires ou spécialisés participent à de grands enjeux sociétaux.



**LA LUTTE CONTRE LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**



LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES



L'AGROALIMENTAIRE DURABLE



« En m'appuyant dans mes ambitions entrepreneuriales, Fondation permet la pérennisation des activités de BDCM et de sa technologie. Grâce à ce financement, je peux me concentrer à faire croître BDCM dans notre région tout en déployant notre vision conjointe d'un développement durable. »

David Charrette
Propriétaire Usinage BDCM

Un employé de l'usine Domtar de Windsor, partenaire d'Usinage BDCM
Photo : © DOMTAR

LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

BIOMONT

Le projet Biomont, une centrale de cogénération de 4,8 MW en plein cœur de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, consiste à valoriser, grâce à une technologie de pointe, un gaz qui serait sans cela plus nocif pour l'environnement que le CO₂. Sur le site du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), l'usine produit de l'électricité à partir des biogaz émanant du site d'enfouissement de l'ancienne carrière Miron. Elle fournit aussi le chauffage à la Tohu et au Cirque du Soleil à partir de la seule chaleur résiduelle de ses génératrices. Fondation est fier d'accompagner des entrepreneurs visionnaires dans cet audacieux projet énergétique et de réduction de GES.

ÉLECTROBAC

Premier recycleur de téléphones intelligents au Canada, Électrobac permet aux particuliers et aux entreprises de se séparer de leurs petits objets électroniques de manière responsable pour l'environnement et sécuritaire pour leurs données personnelles. S'inscrivant dans une démarche d'économie circulaire et grâce notamment à 230 bacs de collecte, l'entreprise québécoise facilite le recueil, la remise à neuf ou le recyclage des petits appareils électroniques, autrement destinés aux sites d'enfouissement. Elle œuvre ainsi pour la réduction de l'empreinte environnementale d'un secteur en proie à la surconsommation. Avec le soutien de Fondation, Électrobac continue de grandir à l'échelle nationale. Depuis sa création en 2013, Électrobac a étendu son réseau aux villes d'Ottawa et de Toronto.

ENERKEM

Leader mondial dans le secteur des technologies propres et des énergies renouvelables, Enerkem produit des biocarburants et des produits chimiques verts (éthanol et méthanol) en transformant des déchets non recyclables tels que des ordures ménagères, des débris de démolition ainsi que des vieux poteaux d'électricité. L'entreprise a remporté de nombreux prix au Canada et sur la scène internationale.

CONSTRUCTION PROSPÈRE

Située à Saint-Prime, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, Construction Prospère est une entreprise spécialisée dans l'écoconstruction de maisons préfabriquées, de minimaisons et de produits uniques et performants (CoolBox). Fondation soutient ainsi la croissance d'une entreprise québécoise qui a le souci d'offrir des maisons performantes sur le plan énergétique à des prix raisonnables. L'écoconstruction a un impact environnemental indéniable, en plus de maximiser les retombées économiques et sociales.

FONDS LDN

(LAND DEGRADATION NEUTRALITY)

Fondation est le premier investisseur nord-américain privé à participer à ce fonds dédié à la réhabilitation des sols mis en place conjointement par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) et Mirova. Il s'agit d'un des 12 projets dits transformatifs devant contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Ce fonds investit lui aussi dans URAPI. (voir page 11)

IMPRIMERIE BBM-LANCTÔT

BBM-Lanctôt, anciennement Imprimerie BBM, est spécialisée dans l'impression traditionnelle, offset et numérique et propose d'autres services tels que la reliure et l'expédition. Avec le soutien et l'accompagnement de Fondation, cette petite entreprise familiale québécoise a accéléré son développement et renforcé sa position sur le marché, en faisant l'acquisition de l'imprimerie Lanctôt en 2018. Membre certifié du Forest Stewardship Council (FSC) et de la Rainforest Alliance, l'entreprise se distingue par son engagement responsable pour la protection des écosystèmes forestiers. Sa démarche écoresponsable s'affirme aussi par l'utilisation d'un procédé d'impression innovant.

USINAGE BDCM

Usinage BDCM est une société spécialisée dans le recyclage de papier. Installée sur 12 000 pi² au parc industriel de Windsor depuis 2015, l'entreprise trie et revalorise plus de 5 400 t de coupe-vapeur, papiers blancs, mandrins et cartons. Par son financement du transfert de l'entreprise, Fondation encourage cette stratégie d'économie circulaire dont les retombées touchent tout autant les emplois locaux que l'économie de Windsor.



« Durant tout le processus visant à assurer la relève et l'accélération de la croissance de ProContact, Fondation s'est comporté comme le partenaire financier robuste, compétent et à l'écoute dont nous avions besoin. Son niveau d'accompagnement était fluide et les idées proposées démontraient une grande compréhension du modèle d'affaires et de notre vision. »

Jonathan Legault
Président de ProContact

DÉVELOPPER ET REVITALISER LES TERRITOIRES

ATMANCO

Division de la société ATW Tech, l'entreprise montréalaise AtmanCo a développé une solution innovante pour optimiser les processus de recrutement de personnel et de rétention d'employés. À l'aide de tests et de données psychométriques, elle permet également aux entreprises de favoriser la cohésion de leurs équipes de travail. Grâce à l'investissement de Fondation, AtmanCo peut se tourner vers de nouveaux marchés et passer à une nouvelle étape de son développement.

BRAULT & BOUTHILLIER

Brault & Bouthillier est le plus grand distributeur de matériel éducatif de langue française au Québec. L'entreprise fondée en 1944 offre également formations et conseils et joue un rôle important dans l'apprentissage des jeunes au Québec. Avec son investissement, Fondation assure le maintien de la propriété québécoise de l'entreprise établie à Montréal et lui permet de poursuivre sa croissance pour un rayonnement de son savoir-faire sur d'autres marchés.

GRYB

Fondé en 2007, GRYB est devenu un acteur fort dans le secteur des machineries lourdes en proposant la fabrication et la vente d'attachements adaptés à tous types de modèles. En 2019, avec l'appui de Fondation, l'entreprise de Victoriaville fait l'acquisition de Modern Fabrication Inc. (Bateman Manufacturing) pour diversifier son offre de services et s'ouvrir à de nouveaux marchés à l'échelle nationale. Une stratégie qui rend possible le maintien des emplois actuels et la création de nouveaux postes, pour des retombées concrètes au Québec et au Canada. L'engagement de GRYB pour un développement durable l'a par ailleurs conduit à s'investir dans le secteur du recyclage.

LB LASER

Lévis LB Laser (LB) est spécialisée dans la découpe au laser et le pliage de métal en feuille. Fondée en 2015, l'entreprise se distingue par sa gouvernance et ses pratiques responsables. LB a ainsi opté pour un mode de découpe qui réduit les émanations et poussières toxiques, une approche soucieuse de l'environnement qui profite tout autant à la santé et sécurité au travail des employés.

O MILE-EX

En participant au financement du projet O Mile-Ex, Fondation a permis la fusion et la revitalisation durable de deux immeubles industriels déployés sur plus de 370 000 pi², donnant lieu à un véritable centre d'excellence de l'économie du savoir. Le projet se démarque par son caractère durable, mais aussi par sa capacité d'attirer des entreprises qui créent des emplois de qualité dans des domaines de pointe au Québec comme ceux de l'intelligence artificielle, du multimédia et des neurosciences.

POLYRIX

Depuis 2005, les logiciels de la québécoise Polyrix, de Saint-Augustin-de-Desmaures, permettent aux entreprises manufacturières de détecter rapidement les imperfections dans les pièces usinées, pour correction. Un gage de conformité et de qualité qui a, en outre, pour effet de réduire les rejets industriels. Avec l'accompagnement de Fondation, Polyrix poursuit sa démarche de modernisation des chaînes d'approvisionnement et des unités d'assemblage automobiles, aéronautiques et médicales.

PROCONTACT

ProContact est une entreprise qui occupe un rôle de leader en infrastructure informatique et architecture technologique. Faisant partie du portefeuille de Fondation qui est l'un de ses principaux partenaires financiers, l'entreprise a renforcé sa gouvernance et a démocratisé sa capitalisation en y intégrant une relève de haut niveau dont l'expertise constitue déjà un actif pour sa croissance.

SIM-COGNIBOX

Établie au Québec depuis 1972, SIM-Cognibox est une entreprise experte dans la gestion de la qualification des fournisseurs, ce qui permet aux donneurs d'ouvrage de réduire les risques et d'améliorer leurs performances en santé et sécurité au travail. Son approche en conformité et gestion des risques s'appuie sur une solution novatrice qui combine logiciel, formation et soutien administratif. En compagnie d'autres investisseurs, Fondation soutient l'entreprise de Shawinigan dans sa volonté de s'établir comme un fleuron de l'industrie québécoise dont l'expertise est reconnue internationalement.

« PRANA, qui signifie énergie vitale en sanskrit, est une entreprise sociale qui redéfinit le succès en affaires en mesurant autant sa performance économique que sa performance socioenvironnementale. Fondation a une mission claire qui va au-delà de la maximisation des rendements pour ses investisseurs et est financé par un très grand nombre d'actionnaires. Il est un partenaire unique pour PRANA puisqu'il est aligné avec nos valeurs d'entreprise en plus d'offrir du capital patient.»

Marie-Josée Richer
Co-fondatrice de Prana

Photo : Prana

FAVORISER L'ESSOR DE L'AGROALIMENTAIRE DURABLE

AGROBORÉAL

Pour promouvoir et maintenir les filières agroalimentaires durables au Québec, Fondation s'allie au Créneau d'excellence AgroBoréal. Une plateforme d'investissement de 20 millions de dollars consacrée aux entreprises de Saguenay-Lac-Saint-Jean permet de concrétiser diverses initiatives d'amélioration, portant par exemple sur le bien-être animal ou sur le profil nutritionnel des produits. Avec cette entente, Fondation démontre son engagement et son soutien pour une agriculture responsable et durable, un secteur porteur d'innovation et de croissance.

LA MAISON LE GRAND

Fondée en 1997, La Maison Le Grand est une entreprise familiale pionnière en matière d'alimentation durable au Québec. Attentifs aux questions écologiques et en faveur d'une alimentation saine, les fondateurs Bernard Le Grand et Tatiana Bossy proposent des produits préparés à partir d'ingrédients frais, entiers et de qualité supérieure. Par son investissement en collaboration avec InvestEco, un fonds ontarien spécialisé en alimentation durable, Fondation permet à La Maison Le Grand de poursuivre sa mission pour l'environnement et le bien-être des consommateurs.

MORILLE QUÉBEC

Morille Québec est un grossiste en champignons, fruits et plantes sauvages. Fondée en 2005, l'entreprise de Saguenay-Lac-Saint-Jean réalise la récolte, la transformation et la distribution de ses produits. L'approche de Morille Québec vise la valorisation des produits du terroir. Dans le cadre du programme Créneau d'excellence AgroBoréal (volet Jeune Pousse), Fondation investit dans l'entreprise pour soutenir sa croissance, notamment par l'acquisition d'une nouvelle usine.

PRANA

Avec ses collations et ingrédients biologiques, PRANA fait la promotion d'un mode de vie sain par une bonne alimentation. Ses pratiques responsables sont également visibles sur le plan de sa gouvernance et de ses liens avec ses partenaires, ce qui en fait un acteur fort du secteur de l'agroalimentaire durable au Québec. Aux côtés de Renewal Funds, une société qui investit dans les PME œuvrant pour le développement durable, Fondation soutient cette démarche commune en contribuant au développement international de PRANA, aux États-Unis notamment.

PIERRE DU MOULIN

En 2015, réunis par leur engagement écologique, des entrepreneurs et experts du secteur agricole créent l'entreprise Pierre Du Moulin, à Charlevoix, se donnant pour mission de valoriser des terres non cultivées en y produisant des grains et céréales biologiques. Il s'agit également de donner un nouvel élan à l'agriculture équitable et responsable dans la région, notamment en amenant les jeunes à investir dans les fermes, pour une revitalisation économique de Charlevoix.

RISE KOMBUCHA

RISE Kombucha est une pionnière en matière d'alimentation durable au Québec. Depuis 2009, elle produit à Montréal un thé fermenté appelé kombucha. Préoccupée d'écologie, l'entreprise s'efforce de réduire son empreinte carbone, d'abord en la mesurant puis en s'associant à Éco Entreprises Québec pour recycler ses bouteilles en verre. Son engagement sociétal tient également au transfert de compétences et au partage d'expérience avec des organismes communautaires, pour un entrepreneuriat plus responsable et l'adoption de saines habitudes alimentaires. Pour l'accompagner dans sa croissance, notamment sur le marché américain où RISE Kombucha est présent depuis 2018, Fondation s'est naturellement associé à RISE Kombucha pour sa démarche et les valeurs qu'ils partagent.

VIANDES BIOLOGIQUES DE CHARLEVOIX

Les Viandes Biologiques de Charlevoix compte parmi les plus importants transformateurs et producteurs de viandes biologiques au Québec. L'entreprise familiale affirme son implication grâce à plusieurs initiatives. Ainsi, elle cultive des grains et céréales en majorité biologiques principalement destinés à nourrir les animaux, pour une meilleure qualité nutritionnelle des viandes. Elle a également troqué les combustibles fossiles pour la biomasse forestière résiduelle pour chauffer ses bâtiments, diminuant ainsi ses émissions de GES. Avec son investissement dans l'entreprise de Saint-Urbain, Fondation contribue au développement d'une autre agriculture et au rayonnement du patrimoine agricole du Québec.



INVESTISSEMENTS DE FILACTION

Filaction est un fonds de développement qui soutient des PME québécoises, notamment de la diversité, de l'économie sociale, de la culture et du tourisme. Travaillant en étroite collaboration avec les acteurs du développement local et régional, il contribue à la gestion et à la capitalisation de fonds dédiés à différentes clientèles ciblées d'entrepreneurs, par exemple les femmes et les communautés culturelles ainsi que des secteurs d'activité moins bien desservis. Par l'entremise de ces fonds, Filaction soutient également plusieurs PME et micro-entreprises issues de collectivités.

Filaction a été créé en 2001 à l'initiative de Fondation, d'où proviennent ses capitaux investis, et partage ses objectifs de démocratisation économique, de solidarité et de développement durable.

BIOTEPP

Situé à Cap-Chat en Gaspésie, BioTEPP a conçu et produit un biopesticide à base d'œufs de papillon qui s'attaque aux larves d'insectes responsables de la destruction des récoltes de pommes. Ce produit homologué à travers le monde se veut une réponse à la résistance des larves aux pesticides chimiques. Le financement de Filaction, en partenariat avec Produits naturels Canada, a permis à BioTEPP de poursuivre sa croissance et d'augmenter sa capacité de production.

BISCUIT ET CASSONADE

Biscuit et Cassonade sont des personnages en peluche évoluant dans l'univers de livres pour enfants créé par l'auteure et photographe Caroline Munger. Ces personnages stimulent l'imaginaire et la sensibilité d'enfants d'âge préscolaire et les initient à la découverte du monde. Grâce à l'investissement de Filaction, l'entrepreneure a pu développer du contenu web qui prolonge son offre et donne une seconde vie aux deux personnages.

COMPAGNIE CANYON SAINTE-ANNE

Après 46 ans de gestion de la compagnie Canyon Sainte-Anne, la famille Mc Nicoll souhaite prendre sa retraite et a informé Développement Côte de Beaupré de ses intentions. La région s'est organisée et la Corporation Canyon Sainte-Anne est née. Cet OBNL détiendra 100 % des actions de la Compagnie Canyon Sainte-Anne inc. Dans cette transaction, Filaction a agi en tant que partenaire financier pour permettre de préserver l'attractivité et l'élan de développement de ce site naturel d'exception, joyau de l'industrie touristique au pays.

COMPLEXE ÉQUESTRE BÉCANCOUR

En combinant un club de golf et un centre équestre, les promoteurs du Complexe équestre Bécancour et Club de golf Gentilly contribuent à revitaliser le tourisme dans le centre du Québec. L'expérience est d'autant plus complète grâce à un resto-bar offrant des produits locaux. L'investissement de Filaction est venu compléter la ronde de financement afin de développer le projet.

FEMMESSOR

Lancée en 2002 par Filaction, en partenariat avec le Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE), Femmessor est une initiative qui vise à réduire les contraintes d'accès au financement rencontrées par les entrepreneures du Québec. Son offre de financement conjuguée à une expérience d'accompagnement adaptée aux besoins des entrepreneures permet à ces dernières de bâtir des entreprises durables et prospères. Femmessor est l'un des trois partenaires, avec Fondation et Investissement Québec, ayant contribué à la constitution du Fonds pour les femmes entrepreneures FQ.

FESTIVAL DU CIRQUE DES ÎLES

Pour perpétuer une tradition des arts circassiens, dont sont issus notamment Jeannot Painchaud et Daniel Cyr, fondateurs du Cirque Éloize, un OBNL porté par des acteurs du milieu crée le Festival de Cirque des Îles, premier festival dédié à cet art aux Îles de la Madeleine. Par son financement, Filaction contribue à la tenue de cette première édition qui représente une occasion pour les étudiants de l'école de partager leurs passion avec des artistes professionnels.

FONDS D'EMPRUNT QUÉBEC

Entreprise collective donnant accès au microcrédit, le Fonds d'emprunt Québec s'adresse à une clientèle entrepreneuriale qui ne se reconnaît pas dans les milieux institutionnels de formation, de développement et de financement. Il propose une démarche intégrée de réflexion et d'action qui jumelle des processus de formation de groupe et d'accompagnement individuel. De cette manière, on favorise la mise en œuvre complète de leurs projets. Par son soutien, Filaction contribue à faire de ce fonds un acteur-clé de l'économie sociale et de la microfinance solidaire dans la région de la Capitale-Nationale.

FONDS MOSAÏQUE ET FONDS AFRO-ENTREPRENEURS

Le Fonds Mosaïque se veut un instrument financier souple et accessible permettant aux entrepreneurs issus de la diversité ethnique de concrétiser leurs projets d'affaires. Le Fonds Afro-Entrepreneurs poursuit des objectifs similaires. Il s'adresse aux propriétaires et gestionnaires d'entreprises issus des communautés noires afin de leur fournir les moyens de leurs ambitions. L'approche personnalisée et les outils de financement flexibles de Filaction constituent de véritables incitatifs pour les gens d'affaires issus des communautés culturelles du Québec à participer activement à la vie économique d'ici.

MAREIWA CAFÉ COLOMBIEN

Mareiwa Café Colombien est une entreprise spécialisée dans l'importation de grains de café verts haut de gamme ainsi que dans la torréfaction et transformation locale du produit. Avec son financement, Filaction a permis à la promotrice de développer un nouveau produit : son propre café infusé à froid.

Filaction
Fonds de développement

DISTINCTIONS ET ACCOMPLISSEMENTS

ÉCOLE CHAMPLAIN

Prix de reconnaissance en environnement de la CSDM 2018-2019

Située en milieu défavorisé dans le quartier Centre-Sud de Montréal, l'école Champlain a reçu son prix pour le travail exemplaire du personnel et des élèves qui œuvrent à la construction d'un monde meilleur dans leur quartier. Depuis plus de cinq ans, enseignants et élèves sensibilisent leur milieu aux enjeux environnementaux et à l'importance d'avoir une alimentation saine et durable. Voisin de l'école, Fondation a fait don de 30 jardinières et a soutenu un programme d'animation permettant aux jeunes de s'initier aux principes de l'agriculture écologique en circuit court. (Photo 1)

ÉNERGÈRE (CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST)

Prix Novae 2018 – Catégorie Énergie

Grâce à l'expertise d'Énergère, le CISSS de la Montérégie-Ouest a été l'organisation couronnée dans la catégorie Énergie des prix Novae 2018 pour son vaste projet d'efficacité énergétique qui fait de l'Hôpital Anna-Laberge un bâtiment performant et durable.

ENERKEM

Finaliste pour le Prix Tech Disruptor – The Circulars 2019

The Circulars, aussi appelés Circular Economy Awards, sont remis par le Forum économique mondial et le Forum des jeunes leaders mondiaux. Enerkem était l'un des finalistes de ce concours international dans la catégorie « Tech Disruptor » pour la conception et le déploiement d'une technologie propre et innovante permettant de bâtir une économie circulaire. (Photo 2)

GROUPE C. LAGANIÈRE

EnviroLys 2018 - Prix Santé et sécurité au travail

Groupe C. Laganière est le lauréat de ce prix qui récompense une entreprise en environnement qui se distingue par ses pratiques innovantes en santé et sécurité au travail (SST). L'entreprise de Montréal-Est célèbre cette année un record de 15 ans sans accident, une performance hors du commun dans ce secteur d'activité.

Prix Construire de l'ACQ 2019 – Région métropolitaine

Groupe C. Laganière figure parmi les entreprises de la construction au Québec récompensées par l'Association de la construction du Québec (ACQ).

KATIE BUSSIÈRES, PDG DE NUBIK

Finaliste pour le Prix PDG de l'année AQT-Investissement Québec 2019

Katie Bussières a été l'une des trois finalistes du prestigieux concours PDG de l'année AQT-Investissement Québec 2019. (Photo 3)

LA COOP FÉDÉRÉE

Les meilleurs employeurs de Montréal (2019) – Canada's Top 100 Employers

La Coop fédérée s'est classée parmi les 50 meilleurs employeurs de Montréal pour une 2^e année consécutive. Ce concours est une initiative de Mediacorp Canada et il reconnaît les employeurs du Grand Montréal offrant des milieux de travail exceptionnels. La Coop fédérée investit dans le perfectionnement continu des employés. Elle privilégie les initiatives qui favorisent la santé physique et mentale, la promotion de modes de vie sains et la lutte contre la pauvreté. En plus d'aider les employés à économiser pour l'avenir, La Coop fédérée fournit de l'aide pour la planification de la retraite.

PROCONTACT

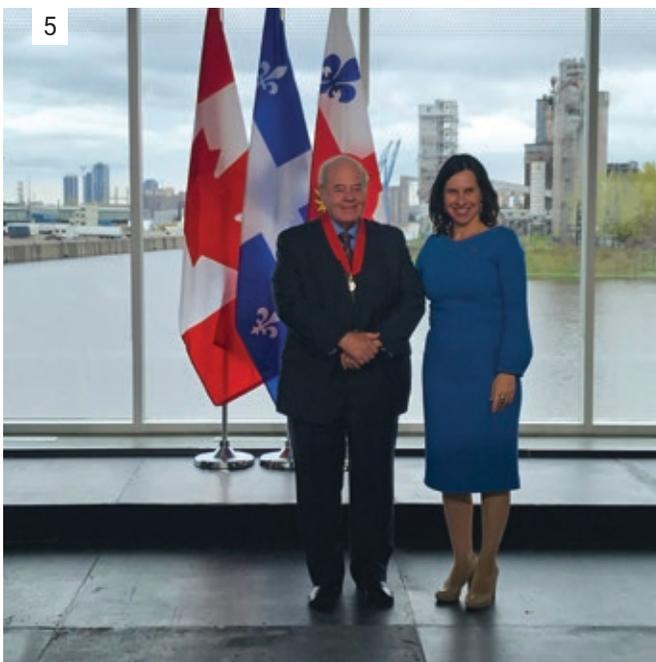
Les médaillés de la relève 2019 – Prix Relève entrepreneuriale Or

ProContact, leader en infrastructures technologiques au Québec, a été sacré lauréat Or de la relève entrepreneuriale, au palmarès des Médaillés de la relève, qui célèbre les entreprises québécoises qui ont achevé leur processus de relève avec succès. ProContact figure également au plus récent palmarès *Growth 500* (autrefois *Profit 500*) du magazine *Canadian Business*. (Photo 4)



 **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ANGUS – ÉCOQUARTIER DU TECHNOPOLE ANGUS**
Prix du développement durable – Conseil régional de l’environnement de Montréal

La Société de développement Angus et son partenaire Provencher_Roy ont remporté les honneurs dans la catégorie Entreprises et institutions des Prix du développement durable remis dans le cadre de la 13^e édition du Gala Montréal durable, organisé en avril par le Conseil régional de l’environnement de Montréal en collaboration avec la Ville de Montréal. Ce prix récompense la phase II du plan de développement du Technopôle Angus, un projet certifié LEED ND Platine et qui devrait permettre d’accueillir 500 résidents supplémentaires et la création de 2 000 emplois.



 **LÉOPOLD BEAULIEU**
CHEVALIER DE L'ORDRE DE MONTRÉAL

Leopold Beaulieu, fondateur et président-directeur général de Fondation, a été nommé Chevalier de l'Ordre de Montréal. L'Ordre de Montréal vise à reconnaître et honorer les femmes et les hommes d'exception qui contribuent de manière remarquable au développement et au rayonnement de la métropole. Il s'agit de la plus haute distinction honorifique montréalaise. « C'est avec beaucoup d'émotion que je reçois cette marque de reconnaissance qui rejaillit sur toute mon équipe. Se consacrer à quelque chose de plus grand que soi, c'est ce qui anime plusieurs d'entre nous qui cherchons par la finance socialement responsable à créer davantage d'équité sociale et de richesse collective », a exprimé le récipiendaire. (Photo 5)

LES PRIX CRÉATEURS D'EMPLOIS DU QUÉBEC

Sur la scène nationale, les grands récipiendaires de la 2^e édition sont :

Grand prix Manufacturier innovant et Créateur d'emplois du Québec
LM Wind Power

Grand Prix Créateur d'emplois et de prospérité du Québec
Olymel

Grand prix Coup de cœur et Créateur de prospérité du Québec
Miralis



LE PLUS IMPORTANT RENDEZ-VOUS NATIONAL SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS

En tant que fonds de travailleurs, Fondation est fier d'agir comme partenaire majeur des Prix Créateurs d'emplois du Québec. Ces prix célèbrent annuellement, dans le cadre d'un gala qui se tient à Québec, la création et le maintien d'emplois de qualité sur tout le territoire québécois dans une perspective de développement durable.

Cet événement d'envergure souligne, au terme d'un processus de candidature et d'évaluation exhaustif, la contribution et le dynamisme des entreprises québécoises créatrices d'emplois qui innovent, exportent et s'attaquent aux enjeux d'aujourd'hui, tels les défis de l'intégration et du vieillissement de la population. Des enjeux pour lesquels le développement durable propose des réponses concrètes et inspirantes.

Pour chacune des 17 régions administratives du Québec, deux Prix Créateurs d'emplois du Québec sont décernés. À ces 34 prix régionaux qui reconnaissent la croissance responsable, s'ajoutent trois autres distinctions d'envergure nationale.

IMPACTS ÉCONOMIQUES DIRECTS ET INDIRECTS

Recourant à une méthode d'évaluation des retombées économiques inspirée de celle utilisée par Investissement Québec, chaque année Fondation effectue une étude d'impact des retombées directes et indirectes de ses activités d'investissement en incluant celles réalisées par Filaction, dont le capital provient entièrement de Fondation. Depuis plusieurs années, l'étude est confiée à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC). Cette méthode a pour objectif de cerner la part des retombées économiques attribuables aux interventions de Fondation et de Filaction. Le risque financier, l'importance du projet et les perspectives de croissance du secteur d'activité sont les variables utilisées et les données recueillies font l'objet de simulations économétriques par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le portefeuille d'entreprises visées par l'étude pour l'année 2018-2019 compte 242 PME¹, entreprises privées, coopératives ou OBNL dans tous les secteurs d'activité et dans toutes les régions du Québec². On estime que ce sont 898,4 millions de dollars qui étaient investis dans les entreprises et les fonds ayant fait l'objet de l'étude d'impact réalisée par l'IREC. (Cette dernière ne comptabilise pas l'impact positif sur les finances publiques des investissements réalisés dans les entreprises québécoises de petite capitalisation (EQPC) ni dans la plupart des fonds spécialisés.)

La méthodologie utilisée par l'IREC détermine que la part des recettes fiscales et parafiscales pour le gouvernement du Québec attribuables à Fondation s'élève respectivement à 71,3 millions de dollars et à 104,5 millions de dollars, ce qui totalise 175,8 millions de dollars. Les mêmes ratios sont appliqués aux recettes du gouvernement fédéral qui permettent d'attribuer aux investissements de Fondation

des recettes fiscales de 43,4 millions de dollars et des recettes parafiscales de 17,7 millions de dollars, totalisant 61,1 millions de dollars.

Le gouvernement du Québec offre un crédit d'impôt de 20 % aux épargnants qui cotisent au Fonds. L'émission d'actions à Fondation s'étant élevée à 272,7 millions de dollars pour l'année 2018-2019, la dépense fiscale a représenté 54,5 millions de dollars. Puisque les retombées fiscales et parafiscales attribuables à Fondation (incluant Filaction) sont de 175,8 millions de dollars, le ratio avantages-coûts pour le gouvernement du Québec par rapport aux activités de Fondation s'établit à 3,23 pour l'année financière 2018-2019.

Le gouvernement fédéral octroyait, quant à lui, un crédit d'impôt de 15 % en 2018. Pour l'année financière 2018-2019, le crédit d'impôt fédéral a représenté une dépense de 40,9 millions de dollars. Avec des retombées fiscales et parafiscales attribuables à Fondation (incluant Filaction) de 61,1 millions de dollars, le ratio avantages-coûts pour le gouvernement fédéral a été de 1,49.

Ainsi, pour chaque dollar en crédit d'impôt accordé aux épargnants de Fondation en 2018-2019, le gouvernement du Québec a récupéré 3,23 \$ et le gouvernement du Canada 1,49 \$ en revenus fiscaux et parafiscaux. L'étude démontre clairement que les deux paliers de gouvernement ont récupéré, dans la même année, beaucoup plus en recettes fiscales et parafiscales résultant des interventions de Fondation que le coût des crédits d'impôt octroyés aux épargnants.

1. Comparativement à 205 entreprises en 2017-2018.

2. La majorité des investissements de Fondation sont au Québec. De ce fait les retombées hors-Québec ne sont pas considérées significatives.

RATIOS AVANTAGES-COÛTS POUR LES DEUX PALIERS DE GOUVERNEMENT EN 2018-2019

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	
Recettes fiscales et parafiscales ¹ attribuables à Fondation	175,8 M\$
Dépenses fiscales	54,5 M\$
Ratio avantages-coûts	3,23

GOUVERNEMENT DU CANADA	
Recettes fiscales et parafiscales ² attribuables à Fondation	61,1 M\$
Dépenses fiscales	40,9 M\$
Ratio avantages-coûts	1,49

1. Comprend les impôts sur salaires, taxes de vente et taxes spécifiques et RRQ, CNESST, RQAP et FSS

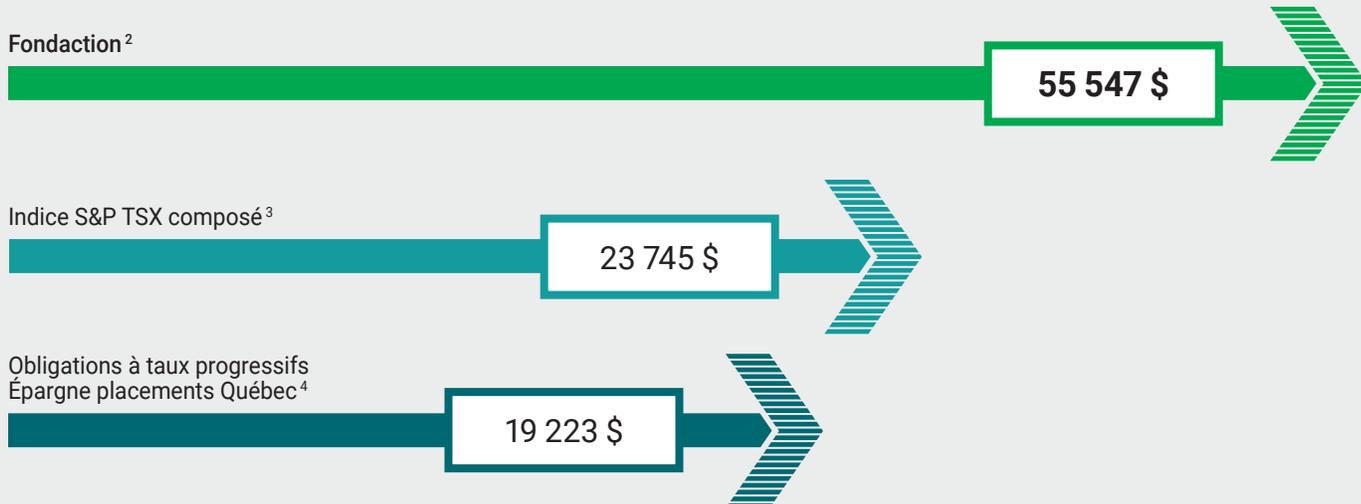
2. Comprend les impôts sur le salaire, taxe de vente et taxes et droits d'accise et assurance-emploi.

Une fois entièrement réalisés les projets d'investissements comptabilisés dans l'exercice, on évalue que Fondation et Filaction S.E.C. auront maintenu ou créé 38 857 emplois. En y ajoutant une estimation des retombées issues des investissements réalisés par les fonds partenaires ou spécialisé (pour un total de 898,4 M\$), l'IREC conclut que les activités de Fondation ont contribué à maintenir ou à créer un total 39 553 emplois au cours de l'exercice financier s'étant terminé le 31 mai 2019.

EMPLOIS MAINTENUS OU CRÉÉS (AU 31 MAI)	2019			2018
	DIRECTS	INDIRECTS	TOTAUX	TOTAUX
Fondation et Filaction	28 139	10 718	38 857	43 892
Fonds partenaires ou spécialisés	504	192	696	693
Totaux	28 643	10 910	39 553	44 585

PLUS DE CAPITAL POUR LA RETRAITE

COMPARAISON DE LA VALEUR ACCUMULÉE AU REER AU 31 JUILLET 2019 10 cotisations annuelles effectuées¹



1. Investissement annuel réalisé au 1^{er} janvier de chaque année nécessitant un déboursé net de 1 000 \$ après avantages fiscaux. Le premier investissement a été réalisé le 1^{er} janvier 2010 et le dernier le 1^{er} janvier 2019. Le taux marginal d'imposition utilisé est de 40 %. Les calculs sont réalisés avec les valeurs réelles de l'action au moment de l'investissement.

2. Les crédits d'impôt sont de 40 % de 2010 à 2014 et de 35 % pour 2015 à 2019. Les calculs sont réalisés avec les valeurs réelles de l'action au moment de l'investissement.

3. Valeur accumulée calculée avec les rendements annuels de chaque année complète et le rendement à jour pour la fraction d'année écoulée depuis la dernière cotisation. Source des rendements : Bloomberg.

4. Source : Épargne Placements Québec selon l'émission en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année. Les obligations sont détenues jusqu'à l'échéance. Les obligations échues durant la période sont renouvelées avec la série émise l'année de l'échéance.

Il s'agit d'un placement dont la valeur et le rendement fluctuent; le passé n'est pas garant du futur. Ces titres sont placés au moyen d'un prospectus contenant de l'information détaillée importante à leur sujet, notamment sur les frais. Avant d'investir, veuillez consulter le prospectus : www.fondaction.com. La propriété des actions d'un fonds d'investissement donne lieu à des frais permanents. Le fonds d'investissement doit établir des documents renfermant des renseignements essentiels et dans lesquels on peut trouver de l'information plus détaillée sur le fonds. Chaque taux de rendement indiqué est un taux de rendement total composé annuel historique qui tient compte des fluctuations de la valeur des actions et du réinvestissement de tous les dividendes ou distribution, le cas échéant et ne tient pas compte de frais de rachat ou de frais optionnels, le cas échéant, ou de l'impôt sur le revenu payables par un porteur, qui auraient pour effet de réduire le rendement.

RAPPORT DE GESTION ANNUEL

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2019

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (Fondation ou le Fonds). Il explique, du point de vue de la direction, les résultats que Fondation a obtenus au cours de l'exercice visé par les états financiers ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les états financiers annuels complets peuvent être obtenus gratuitement, sur demande, en appelant au 514 525-5505 ou au 1 800 253-6665, en nous écrivant au 2175, boulevard De Maisonneuve Est, bureau 103, Montréal (Québec) H2K 4S3, en consultant notre site Internet www.fondaction.com ou le site Internet de SEDAR www.sedar.com. Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information intermédiaire.



Fondaction est assujéti aux exigences du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* publié par l'Autorité des marchés financiers et en applique les exigences notamment dans ce rapport de gestion. Ce règlement définit différentes normes de divulgation d'information dans les états financiers annuels et intermédiaires, les rapports de gestion, ainsi que les relevés et le répertoire liés à ceux-ci. De plus, il encadre le processus d'évaluation des investissements en capital de développement.

Les pages qui suivent présentent une analyse des états financiers de Fondaction pour l'exercice terminé le 31 mai 2019, ainsi que des données sur le contexte économique et financier qui prédominait au cours de cet exercice. Elles visent à permettre aux lecteurs de comprendre et d'apprécier l'évolution de Fondaction ainsi que les changements survenus au cours de cette période.

Certaines informations prospectives peuvent figurer dans ce rapport de gestion. Ces informations reposent sur des hypothèses. Leur réalisation est intrinsèquement soumise à l'évolution des marchés et du contexte économique, ainsi qu'à des événements ou changements pouvant survenir indépendamment de la volonté de Fondaction.

CRÉDITS D'IMPÔT AUX PERSONNES QUI SOUSCRIVENT À FONDATION

Les fonds de travailleurs constituent un outil de développement économique important pour le Québec. Ils contribuent au financement des PME québécoises de tous les secteurs de l'économie et favorisent la création et le maintien d'un grand nombre d'emplois dans les régions du Québec.

L'appui des gouvernements prend la forme d'avantages fiscaux consentis aux contribuables lors de l'achat d'actions par l'octroi de crédits d'impôt. De plus, l'achat de ces actions est admissible au régime enregistré d'épargne-retraite. Le 27 mars 2018, le gouvernement du Québec a confirmé le maintien, jusqu'au 31 mai 2021, du taux de crédit exclusif d'impôt de 20 % consenti aux actionnaires souscrivant à Fondaction. En épargnant avec Fondaction, les contribuables québécois peuvent donc profiter de crédits d'impôt de 35 % (20 % du gouvernement du Québec et 15 % du gouvernement fédéral).

De plus, le plafond de ses émissions annuelles d'actions s'établit à 250 M\$ pour son exercice financier se terminant au 31 mai 2019 et augmentera à 275 M\$ pour les deux années subséquentes. La portion non utilisée du plafond des émissions annuelles d'une année donnée continue de s'ajouter au plafond des émissions annuelles de l'année suivante.

FAITS SAILLANTS

Au cours de son exercice 2018-2019, le rendement à l'actionnaire a été de 2,8 % (0,2 % au premier semestre et 2,6 % au deuxième semestre), comparativement à 5,3 % pour son exercice 2017-2018 (3,2 % au premier semestre et 2,1 % au deuxième semestre). La valeur de l'action a ainsi progressé pour s'établir à 12,15 \$ au 31 mai 2019, comparativement à 11,82 \$ au 31 mai 2018.

Au cours de l'exercice, Fondaction a généré un résultat global de 60,5 M\$, comparativement à un résultat global de 97,6 M\$ au cours de l'exercice précédent. Cet écart dans le résultat s'explique principalement par les rendements plus faibles générés par les investissements dont la valeur est corrélée avec les marchés boursiers et l'impact négatif de la réévaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs.

Les émissions d'actions au cours de l'exercice totalisent 272,7 M\$, comparativement à 267,5 M\$ au cours de l'exercice précédent, en hausse de 1,9 %.

Les rachats et achats de gré à gré s'établissent à 122,0 M\$, comparativement à 105,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2018, en hausse de 16,2 %.

Au 31 mai 2019, l'actif net a atteint 2,18 G\$, en hausse de 10,7 % par rapport à l'actif net de 1,97 G\$ au 31 mai 2018.

Le nombre d'actionnaires est passé de 156 723 au 31 mai 2018, à 170 631 au 31 mai 2019, en hausse de 8,9 %.

Fondaction a cessé d'accepter des souscriptions par montant forfaitaire dès le 8 février 2019, lors de la dernière campagne REER, afin de respecter la limite imposée par le plafond d'émissions annuelles d'actions autorisé par le gouvernement du Québec. Ce mode d'épargne est à nouveau accessible depuis le 1^{er} juin 2019.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant Fondation et ont pour objectif d'aider à comprendre ses résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers audités du Fonds.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION DE CATÉGORIE A

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars)	2019	2018	2017	2016	2015
Actif net par action de catégorie A au début de l'exercice	11,82	11,22	10,43	10,23	9,69
Augmentation (diminution) provenant des activités opérationnelles ¹					
Produits : intérêts, dividendes et distributions, honoraires et autres revenus	0,53	0,45	0,39	0,58	0,44
Gains (pertes) réalisés	0,38	0,30	0,09	(0,17)	0,16
Gains (pertes) non réalisés	(0,16)	0,15	0,59	0,07	0,24
Charges opérationnelles	(0,31)	(0,26)	(0,26)	(0,23)	(0,24)
Provision liée aux éventualités	–	–	(0,06)	–	–
Impôts sur le résultat	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,02)
Augmentation (diminution) provenant de l'autre élément du résultat global					
Réévaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts	(0,08)	(0,01)	0,06	(0,03)	(0,04)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,02)	(0,02)	(0,01)	(0,01)	0,00
Actif net par action de catégorie A à la fin de l'exercice²	12,15	11,82	11,22	10,43	10,23

1. L'augmentation provenant des activités opérationnelles est fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice considéré.

2. L'actif net par action est fonction du nombre réel d'actions en circulation au moment considéré.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

Exercices terminés les 31 mai

(en millions de dollars, sauf si autrement spécifié)	2019	2018	2017	2016	2015
Produits	130,3	141,8	158,0	67,5	107,3
Résultat net	73,8	99,4	111,1	34,6	74,5
Résultat global	60,5	97,6	119,9	29,9	69,4
Juste valeur des investissements en capital de développement, incluant les engagements, garanties et cautionnements	1 450,9	1 265,1	1 179,2	1 002,7	866,7
Actif net	2 182,2	1 971,1	1 710,9	1 490,1	1 361,8
Émissions d'actions	272,7	267,5	202,6	191,3	192,1
Rachats d'actions	122,0	105,0	101,8	92,8	80,0
Actions de catégorie A en circulation (nombre, en millions d'actions)	179,6	166,8	152,5	142,9	133,2
Actionnaires (nombre, en milliers)	170,6	156,7	137,6	131,4	128,7
Ratio des charges opérationnelles ¹ (%)	2,56	2,21	2,30	2,22	2,29
Ratio des frais de transaction ² (%)	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Taux de rotation du portefeuille ³ :					
Investissements en capital de développement (%)	18,82	17,57	13,10	12,41	13,70
Autres investissements ⁴ (%)	302,89	113,15	167,04	127,36	160,40

1. Le ratio des charges opérationnelles est calculé en divisant les charges opérationnelles avant impôts par la moyenne de l'actif net des fins de semestres de l'exercice concerné. Ce calcul exclut l'autre élément du résultat global et la provision reliée aux éventualités.

2. Le ratio des frais de transaction, qui inclut les commissions et autres frais de transaction du portefeuille, est calculé et présenté de la même façon que le ratio des charges opérationnelles.

3. Le taux de rotation du portefeuille reflète le nombre de changements apportés à la composition du portefeuille; un taux de 100 % signifiant que l'équivalent d'une fois le portefeuille a été acheté et vendu au cours de l'exercice. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement du Fonds.

4. Un des gestionnaires du portefeuille de titres à revenu fixe a transigé de façon plus importante qu'au cours des exercices antérieurs afin de procéder à certains ajustements de son portefeuille.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

À L'INTERNATIONAL

L'année 2018-2019 a été marquée par des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, une négociation difficile pour le nouvel Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), une plus grande volatilité des marchés financiers ainsi que des tensions politiques autour de la question de l'Union européenne. La sensibilité croissante concernant les enjeux environnementaux se fait ressentir dans les débats publics et politiques créant une pression favorable à l'adoption dans le monde de programmes environnementaux plus ambitieux. Néanmoins, les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris demeurent insuffisants et plusieurs gouvernements songent à déclarer une urgence climatique. Si rien n'est fait pour accélérer les mesures d'adaptation et d'atténuation, les conséquences pourraient être dangereuses pour l'équilibre des sociétés.

Le Fonds monétaire international (FMI) a calculé une croissance économique mondiale de 3,6 % en 2018, niveau le plus élevé enregistré depuis 2011. Toutefois, il a fallu composer avec une volatilité accentuée des marchés boursiers au cours de la dernière année. À titre illustratif, et bien qu'ils aient repris de la vigueur par la suite, les indices Dow Jones et Standard & Poor's 500 (S&P 500) ont perdu respectivement 18,77 % et 19,63 % de leur valeur entre le 3 octobre et le 24 décembre 2018. Si nous passons en revue le mouvement de ces deux indices entre le 1^{er} juin 2018 et le 31 mai 2019, nous constatons que le Dow Jones a connu une progression de 0,73 % dans cette période et le S&P 500 de 0,66 %.

Selon l'Organisation internationale du Travail, la croissance mondiale des salaires réels (corrigés de l'inflation) a ralenti, passant de 2,4 % en 2016 à 1,8 % en 2017, son taux le plus bas depuis 2008. Selon le FMI, le taux de chômage des économies avancées en 2018, en pourcentage de la population active, est de 5,1 % en baisse comparativement à 5,6 % en 2017 et 6,2 % en 2016. Pour 2019, le FMI prévoit un taux de chômage de 5,0 % pour l'ensemble des économies avancées.

Le 6 novembre 2018, les élections de mi-mandat ont eu lieu aux États-Unis. Les démocrates ont obtenu une majorité à la chambre des représentants alors que les républicains ont conservé leur majorité au Sénat. Il y a maintenant un nouvel équilibre des pouvoirs au sein du gouvernement des États-Unis. Une section de l'opposition démocrate fait



désormais la promotion d'un «*Green New Deal*», qui viserait un financement de la transition énergétique et de la lutte aux inégalités par l'État fédéral.

En mai 2019, les élections européennes ont eu lieu dans un contexte où la Grande-Bretagne n'a pas réussi à s'entendre sur les modalités de son retrait de l'Union européenne. Le Parti populaire européen et les sociaux-démocrates demeurent les deux partis principaux, mais perdent des sièges au profit des écologistes et des eurosceptiques.

L'escalade des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis commence à se faire ressentir sur le développement de l'économie mondiale. Les barrières tarifaires affectent près de 50 % des exportations de la Chine vers les États-Unis. Il est à noter que la Chine ne dépend plus autant des exportations pour le développement de son économie et que depuis 2015, une part importante de la croissance de l'économie chinoise provient de la demande intérieure.

Des vagues de chaleur et des ouragans violents ont caractérisé l'été 2018 notamment en Grèce, en Suède, en Californie et au Japon. Les inondations dans différentes régions du Québec ont forcé l'évacuation de bon nombre de personnes de leur résidence au printemps 2019. Au rythme actuel, sans une réduction à court terme beaucoup plus importante des émissions de gaz à effet de serre (GES), il sera impossible de contenir le réchauffement climatique global sous le seuil de 1,5°C. Selon un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC), les scientifiques et experts du climat démontrent qu'en dépassant ce seuil, certains impacts seront irréversibles.

AU QUÉBEC, AU CANADA

Avec un taux de chômage bas, une croissance continue et un taux d'endettement qui se stabilise, l'économie du Québec et celle du Canada se portent bien.

Selon les dernières données publiées, leurs croissances économiques sont positives, mais celle du Québec a été plus forte que celle du Canada. Le produit intérieur brut (PIB) réel du Québec, aux prix du marché, a augmenté de 0,6 % au premier trimestre de 2019 par rapport au trimestre précédent et la demande intérieure finale a augmenté de 0,9 % durant la même période. Le PIB réel du Canada, aux prix du marché, s'est accru de 0,1 % au premier trimestre de 2019, une progression similaire à celle du dernier trimestre de 2018.

En octobre 2018, la Banque du Canada a annoncé une hausse d'un quart de point de son taux directeur, s'établissant à 1,75 %. Cette hausse suit celle de 0,25 % entrée en vigueur en juillet 2018. Le taux directeur est à son niveau le plus élevé depuis décembre 2008.

Le 31 mai 2019, le taux de change du dollar canadien et américain s'établissait à 0,74 \$ US, relativement stable par rapport à l'année dernière. Les cours du Brent ont clôturé à 64,49 \$ US le 31 mai 2019, en baisse de 11,4 % depuis décembre 2018. Les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, mais également entre Washington et Mexico auraient contribué à cette baisse. Il est à noter que l'approvisionnement en pétrole du Québec provenant du Canada est en nette progression au cours des dernières années.

En mai 2019, le taux de chômage est à 5,4 % au Canada et à 5,0 % au Québec. Il s'agit d'un creux cyclique pour le Canada, considéré comme une période de plein-emploi et un marché du travail aux prises avec un besoin croissant de main-d'œuvre. Les augmentations salariales au Québec ont ralenti. La rémunération horaire moyenne a été augmentée de 1,7 % en 2018, alors qu'elle avait atteint des hausses de 2,9 % en 2017 et de 2,8 % en 2016. Le taux d'épargne des ménages demeure relativement bas alors que le taux d'endettement des ménages reste élevé. Les hausses du taux directeur semblent toutefois avoir un effet stabilisateur sur la dette des ménages : le taux d'endettement sans

hypothèque au Canada (dette sur le marché du crédit/revenu disponible) est passé de 171,8 % au premier trimestre de 2018 à 173,0 % au premier trimestre de 2019.

Au Québec, le nouveau gouvernement devra soutenir une vitalité économique, alors que le vieillissement démographique, les évolutions technologiques, la réforme fiscale américaine et la transition énergétique font partie de la conjoncture. En mars 2019, lors du dépôt du budget du Québec, le gouvernement a annoncé qu'il mettrait sur pied des incitatifs fiscaux qui encouragent les travailleurs d'expérience, c'est à dire ceux âgés de 60 ans et plus, à rester sur le marché du travail.

En octobre 2018, le Canada et les États-Unis ont conclu une nouvelle entente commerciale qui vient remplacer l'Accord de libre-échange nord-américain : l'ACEUM. Les aspects importants de l'accord ont notamment donné aux producteurs laitiers américains un plus grand accès au marché canadien affaiblissant ainsi la gestion de l'offre. L'Accord a été signé à Buenos Aires le 30 novembre 2018, mais est toujours en attente de ratification par les pays concernés.

En juin 2018, un nouveau gouvernement ontarien a été élu. Une de ses premières actions politiques a été de retirer l'adhésion de l'Ontario du marché du carbone en plus d'annuler les programmes publics financés grâce à ses recettes. En avril 2019, un nouveau gouvernement albertain était également élu. Le nouveau premier ministre de l'Alberta a alors annoncé que le premier projet de loi de son gouvernement serait d'éliminer la taxe carbone et a aussi promis de mettre fin à la plupart des programmes de réduction d'émissions de GES.

Pour assurer la résilience et la compétitivité de l'économie du Canada en réponse à la baisse des impôts des sociétés aux États-Unis, le gouvernement fédéral a annoncé, dans le cadre de son énoncé économique du 21 novembre 2018, des changements temporaires au régime fiscal pour de nouveaux investissements. Ces mesures représentent en moyenne des dépenses de 2,7 G\$ par année pour les cinq prochaines années. Cette façon de faire permet d'éviter la réduction permanente de revenus fiscaux que des baisses d'impôt auraient causés.

Montréal continue de se positionner comme un pôle incontournable de l'intelligence artificielle. Un fonds de capital de risque de la Silicon Valley s'est établi dans la métropole québécoise en janvier 2019. Des entreprises venant des États-Unis et d'autres, originaires du Québec, créent des emplois dans le domaine.

En octobre 2018, le cannabis a été légalisé au Canada et au Québec. Il y a maintenant un nouveau marché et secteur formel à comptabiliser dans le PIB avec de nouveaux revenus pour l'État.



PERSPECTIVES

Plusieurs éléments sont en mouvance dans l'économie et dans la politique pour l'année financière 2019-2020.

Le 21 octobre prochain, les élections générales fédérales seront tenues au Canada. Les enjeux environnementaux et fiscaux seront sans doute au cœur des débats. Aux États-Unis, les élections présidentielles auront lieu en novembre 2020. Dans le cadre des débats qui auront lieu durant l'année qui précède ces élections, les questions politiques, sociales, environnementales et économiques qui sont en jeu seront certainement traitées dans l'espace public.

Souhaitons que le Sommet du G20, qui a eu lieu à Osaka en juin dernier, ait contribué à diminuer les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, de façon à faciliter le commerce international dans les prochaines années. Une guerre commerciale mettrait à risque l'économie mondiale. Le Québec et le Canada seraient aussi, fort probablement, affectés négativement par une guerre commerciale entre ces deux géants puisque la croissance de ces économies est de plus en plus liée aux exportations. Une guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis pourrait augmenter les probabilités d'une récession.



Un autre enjeu qui sera discuté au Sommet du G20 sera la taxation du numérique. Il sera question de discuter le fait de taxer les géants du numérique non pas en fonction de leur présence physique, mais bien selon le lieu où ils enregistrent leurs revenus, en vue de mettre en place une plus grande justice fiscale. Un indicateur à regarder de près pour bien comprendre l'évolution de l'économie numérique pour la prochaine année sera la valeur en Bourse des géants du web.

L'instabilité guette l'Europe, notamment considérant les incertitudes autour du Brexit, comme le démontre la démission de la Première ministre britannique en mai dernier, à la suite des difficultés entourant la mise sur pied d'un accord. La manière dont se fera le Brexit pourra transformer les modalités du commerce et les relations internationales pour les prochaines années puisqu'il pourrait confirmer ou invalider les arguments des eurosceptiques.

Montréal va sans doute continuer à solidifier son positionnement en tant que pôle du développement de l'intelligence artificielle. L'entreprise Samsung a annoncé qu'elle allait installer son laboratoire en intelligence artificielle à Montréal au sein de l'Institut québécois d'intelligence artificielle dans le quartier Mile-Ex. L'entreprise vise le développement de la reconnaissance vocale, de la traduction automatique ainsi que du développement du langage naturel.

Plus que jamais, la finance doit assumer un rôle essentiel dans l'atteinte des objectifs de développement durable des Nations Unies. À cet égard, Fondation est déterminé à apporter sa contribution et à demeurer un chef de file en la matière à travers ses investissements.

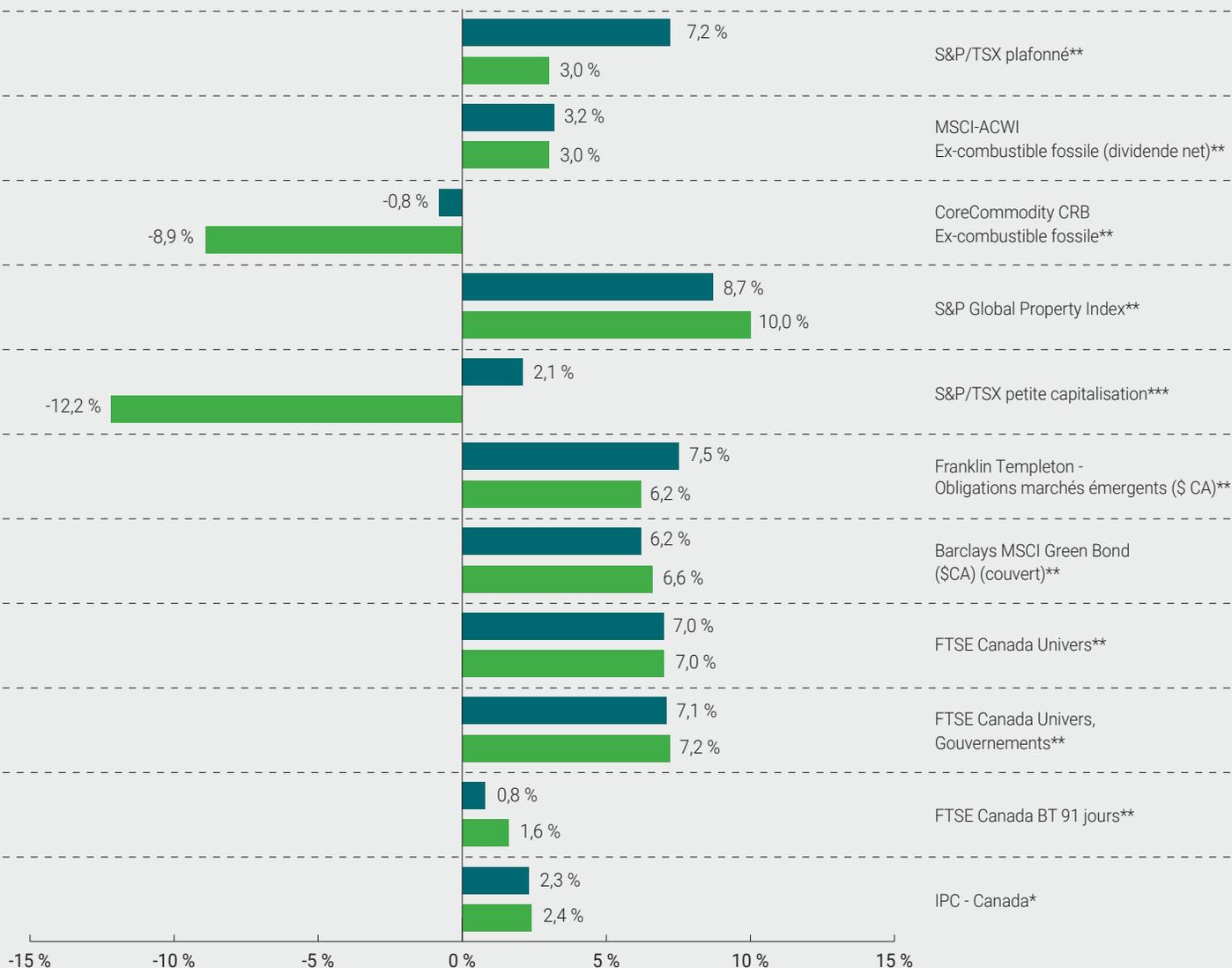
Au cours de l'exercice, Fondation a présenté les résultats reliés à son engagement, auprès du gouvernement du Québec, à financer des projets, des entreprises ou des fonds qui participent à la lutte contre les changements climatiques. Les sommes ainsi engagées, entre le 1^{er} juin 2016 et le 31 mai 2018, totalisaient 60,4 M\$. On estime que ces investissements auront pour effet de réduire l'équivalent de 612 000 tonnes d'émissions de CO₂ par année à travers le monde, ce qui équivaldrait à retirer plus de 200 000 voitures des routes.

De plus, l'adoption d'indices de référence excluant les énergies fossiles, dont l'indice de référence MSCI ACWI sans énergie fossile et transformation de charbon, créé à la demande de Fondation, a permis de réduire, selon MSCI, de 51 % l'empreinte carbone de Fondation sur les marchés boursiers dans les dernières années.

Dans un contexte où les inégalités continuent à croître, avec une urgence climatique qui se fait ressentir, et dans lequel certaines relations internationales contribuent à la déstabilisation de l'économie globale, Fondation continue d'offrir un produit d'épargne accessible et avantageux pour les travailleuses et travailleurs du Québec. Fondation poursuit ses investissements en maintien et création d'emplois dans une perspective de développement durable et contribue à démontrer que le développement durable se conjugue en intégrant les dimensions sociales, économiques et environnementales dans le meilleur intérêt des parties prenantes.

PERFORMANCES DES MARCHÉS FINANCIERS

Voici quelques indices de référence qui ont eu cours pour les périodes de six mois et un an en date du 31 mai 2019.



* IPC d'ensemble pour le Canada, non désaisonné, publié par Statistique Canada

** AON Hewitt inc.

*** Bloomberg

■ 6 mois ■ 1 an

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

MISSION, ORIENTATION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES

RÉSUMÉ DE LA MISSION

Pour Fondation, l'emploi constitue le premier moyen de participer à la création et à la redistribution de la richesse, de s'intégrer à la société, d'assurer la vitalité régionale et de contribuer à l'épanouissement des personnes.

En tant que fonds de travailleurs, Fondation agit en faveur de la canalisation de l'épargne en vue de la retraite vers des projets d'investissement permettant le développement d'entreprises opérant au Québec. Par ses investissements dans les entreprises québécoises, Fondation contribue au maintien et à la création d'emplois ainsi qu'à l'implication des travailleuses et des travailleurs en ce qui a trait à l'organisation et au contrôle de leur travail. L'obtention de plus de responsabilités par les travailleuses et les travailleurs au sein de l'entreprise n'a pas pour unique finalité une augmentation de la productivité ou de la compétitivité. Le passage à de nouveaux rapports de démocratisation et de coopération doit être facilité afin de pouvoir définir les conditions d'une productivité renouvelée en vue d'un développement plus responsable et plus durable.

Fondation tient compte de la conjugaison de chacune des dimensions du développement durable avant d'investir dans une entreprise. Fondation se rend notamment plus particulièrement disponible auprès des entreprises inscrites dans un processus de gestion participative, des coopératives et autres entreprises de l'économie sociale ainsi qu'auprès des PME dont les décisions ou activités contribuent à la protection ou à l'amélioration de la qualité de l'environnement. Dans le but d'obtenir le capital nécessaire, Fondation recueille des épargnes en vue de la retraite. Fondation encourage l'épargne systématique en offrant la retenue sur le salaire dans les milieux de travail ainsi que le débit préautorisé. Fondation s'adresse à l'ensemble des travailleuses et des travailleurs québécois, syndiqués ou non, et à la population en général.

En rendant accessible une épargne-retraite peu coûteuse, Fondation contribue à l'amélioration des conditions financières à la retraite d'un grand nombre de québécois.

Plusieurs valeurs déterminent les modes de gouvernance, de gestion et de fonctionnement du Fonds. Parmi celles-ci se trouvent l'intégrité, le respect, l'authenticité, l'audace et l'engagement.

OBJECTIFS ET PRINCIPALES STRATÉGIES DE GESTION

Dans le cadre de l'actualisation annuelle de son intention stratégique pour trois ans, Fondation a réaffirmé trois enjeux centraux :

1. **affirmer la pertinence et la distinction de Fondation;**
2. **assurer une croissance soutenue de l'actif; et,**
3. **optimiser la rentabilité globale.**

Fondation offre aux travailleuses et aux travailleurs québécois, un produit d'épargne accessible, permettant de donner du sens à leur argent tout en accumulant du capital pour leur retraite.

Fondation se distingue par une vision globale où les fonctions de cueillette d'épargne, de dialogue avec les partenaires et d'investissement, y compris les entreprises d'économie sociale, sont les trois fondements opérationnels de sa pertinence et de son impact pour la société. Par sa présence en tant qu'acteur du développement durable, Fondation contribue bien au-delà de son poids économique à la détermination de la société québécoise.

Fondation soutient le développement économique du Québec en conjuguant dans ses opérations, ses objectifs et son mode de gestion, les dimensions économique, sociale, culturelle, environnementale ainsi que le rendement financier. Il contribue à la création d'activités économiques durables sur le territoire, génératrices d'équité et d'emplois de qualité. Le Fonds soutient des approches collectives de propriété et de gestion ainsi que la lutte aux changements climatiques et la préservation de la biodiversité.

Fondation s'assure de respecter le seuil minimal d'investissements (Norme d'investissement) à impact économique québécois fixé par la loi l'ayant constitué. Une saine diversification est recherchée quant aux secteurs d'activité, aux stades d'évolution des entreprises ainsi qu'en ce qui concerne les produits utilisés.

Le portefeuille des autres investissements vise à compléter l'actif de manière à optimiser la relation rendement-risque de l'ensemble du Fonds sur un horizon de dix ans. Des efforts particuliers sont consacrés à diminuer le risque de rendement négatif à court terme. Fondation exige de ses conseillers en valeurs externes qu'ils intègrent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs processus de placement.

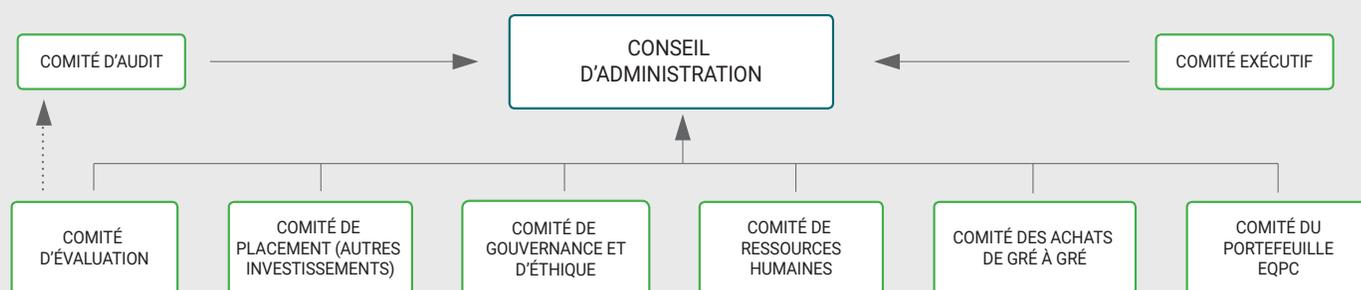
Fondation conjugue son expertise, ses valeurs, ses activités et sa force économique au service de la transformation positive de l'économie québécoise. Il accompagne ou réunit actionnaires, partenaires, entreprises et salariés qui partagent une vision commune dans une offre de savoirs et de propositions financières innovantes et distinctives. Cette vision suppose une approche patiente et une considération élargie des risques en vue de créer, à travers les cycles du marché et les aléas de la conjoncture, une valeur durable, au bénéfice des actionnaires et de l'ensemble de l'économie québécoise.

GESTION DES RISQUES

GOUVERNANCE

Fondation dispose depuis plusieurs années d'une ligne directrice en matière de gouvernance, recommandée par le comité de gouvernance et d'éthique et adoptée par le conseil d'administration. En plus d'établir les rôles et responsabilités du conseil d'administration, elle vise à apporter des précisions, entre autres, sur la composition et l'indépendance du conseil, d'établir et de prévoir l'évaluation périodique de la performance du conseil, de réaffirmer l'engagement des membres en vertu du code de conduite et d'éthique. La ligne directrice en matière de gouvernance fait aussi état des dispositions à prendre lors de l'élection ou de la désignation des membres, de la *Politique de jetons de présence et de remboursement de dépenses des membres du conseil d'administration et des comités*, de même que des processus de formation continue.

Le rôle du conseil d'administration est d'assurer un suivi des activités et de la situation financière de Fondation avec la distance qu'impose une distinction claire entre la gouvernance et les opérations courantes dont il s'assure de la reddition de comptes. Les politiques, le budget annuel et les orientations stratégiques de Fondation sont adoptés par le conseil d'administration qui maintient une vision globale des activités et supervise le travail de la direction. L'assurance du respect de l'application de chacune des politiques est confiée au conseil d'administration, lequel a créé des comités pour l'assister dans son travail afin de faciliter et d'assurer un suivi régulier de l'application des codes, des normes et des politiques. Ces comités ont pour tâche de formuler des recommandations au conseil, le comité exécutif ayant, de plus, un pouvoir décisionnel. Les comités sont composés de membres du conseil d'administration et, lorsque requis, de membres externes reconnus pour leurs expertises. L'organigramme suivant présente les comités créés par le conseil d'administration.



Les responsabilités de ces comités formés par le conseil d'administration sont les suivantes :

Comité exécutif : Composé du président du conseil d'administration, du président-directeur général et de trois autres membres du conseil d'administration, ce comité exerce les pouvoirs et responsabilités du conseil d'administration entre les réunions du conseil. La composition de ce comité doit être constituée d'une majorité de personnes indépendantes. À ce jour, les activités de ce comité ont été concentrées principalement sur l'autorisation d'investissements et l'autorisation des déboursements relatifs aux investissements consentis par le conseil ou le comité exécutif. Le comité exécutif autorise les investissements de 5,0 M\$ et moins. Il est informé du suivi de l'évolution du portefeuille d'investissement direct en entreprise.

Comité d'audit : Composé de membres du conseil d'administration, ce comité voit au respect des pratiques comptables et des exigences légales et réglementaires. Il prend connaissance et examine les perspectives financières triennales et les prévisions budgétaires annuelles ainsi que tous les documents y étant reliés préparés par la direction. Il surveille les travaux d'audit des états financiers ainsi que les processus de communication de l'information financière.

Comité d'évaluation : Composé d'un membre du conseil d'administration et de deux membres externes, ce comité fait rapport au comité d'audit à titre de comité consultatif quant à l'évaluation de la juste valeur des investissements en capital de développement réalisés par Fondation, et il est consulté relativement à la *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement* et aux méthodes utilisées lors de l'évaluation semestrielle des investissements en capital de développement.

Comité de placement (autres investissements) : Ce comité est composé de trois membres dont deux membres du conseil d'administration et un membre externe, assure le suivi régulier de la gestion des autres investissements par les conseillers en valeurs externes retenus à cette fin et, au besoin, formule des recommandations au conseil d'administration sur la *Politique de placement (autres investissements)* ou sur le choix du ou des conseillers en valeurs externes.

Comité de gouvernance et d'éthique : Composé de membres du conseil d'administration qui ne font pas partie de la direction de Fondation et, en majorité, de membres indépendants, ce comité aide le conseil d'administration à remplir son rôle de supervision de la direction de Fondation et lui formule des recommandations sur la gouvernance de Fondation notamment en ce qui a trait au profil global des compétences et des expériences recherchées au sein du conseil, à la procédure à suivre pour l'examen des antécédents, à la *Politique relative à la détermination d'une personne indépendante* et au processus de mise en candidature pour l'élection de membres du conseil d'administration par l'assemblée générale des actionnaires. Il donne également au conseil d'administration son appréciation sur la qualification d'une personne comme personne indépendante et il veille à l'application du code de conduite et d'éthique. Le comité ne peut délibérer ou prendre de décision qu'en présence d'une majorité de personnes indépendantes.

Comité de ressources humaines : Ce comité est composé de trois membres du conseil d'administration, dont la présidence du conseil. La majorité des membres doit être indépendante et le comité ne peut délibérer ou prendre de décision qu'en présence d'une majorité de personnes indépendantes. Le comité élabore et recommande au conseil d'administration un profil de compétence et d'expérience pour la nomination de la présidence-direction générale. Il élabore et propose les critères pour évaluer la performance de la présidence-direction générale de Fondation et fait des recommandations au conseil d'administration concernant ses modalités d'emploi dont sa rémunération.

Comité des achats de gré à gré : Composé d'un membre du conseil d'administration et de deux membres externes, ce comité est responsable de l'application de la *Politique d'achat de gré à gré des actions de catégorie A* et de la *Politique de transfert des actions ou des fractions d'action de catégorie A*.

Comité du portefeuille d'entreprises québécoises de petite capitalisation (EQPC) : Composé d'un membre du conseil d'administration et de deux membres externes, ce comité assure le suivi régulier du portefeuille investi dans des entreprises québécoises de petite capitalisation et formule périodiquement au conseil d'administration des recommandations concernant ce type d'investissement.

Tous les comités ci-haut mentionnés rendent compte annuellement au conseil d'administration.

D'autres comités à caractère opérationnel, créés par le président-directeur général, participent aussi à la gestion des différents risques auxquels Fondation est exposé, dont :

Comité de l'investissement : Présidé par la direction de l'investissement et composé de membres de la direction et de deux membres externes, ce comité formule au conseil d'administration ou au comité exécutif les recommandations concernant les investissements en capital de développement et voit au suivi régulier des investissements réalisés.

Comité de l'investissement – régions ressources : Présidé par la direction adjointe de l'investissement, régions de la Capitale-Nationale, du Centre et de l'Est-du-Québec et composé de membres de la direction et de membres externes représentant les régions ressources, ce comité formule au conseil d'administration ou au comité exécutif les recommandations concernant les investissements en capital de développement sur le territoire des régions ressources.

Comité des opérations : Présidé par le président-directeur général et regroupant les membres de la direction, ce comité assure l'alignement des opérations avec les orientations stratégiques et assure le suivi de l'atteinte des résultats attendus y compris le budget annuel et les résultats financiers. Il favorise également la circulation de l'information entre les modules et s'assure des interactions entre ceux-ci.

Comité de développement corporatif : Présidé par la direction des affaires publiques et composé de la présidence-direction générale et de membres de la direction (développement organisationnel, souscription, investissement, finances et analyse financière, redressement, registrariat, conseils juridiques et immeubles), ce comité assure le suivi des dossiers gouvernementaux, l'alignement des opérations avec les thématiques et les orientations stratégiques, ainsi que des autres projets ayant un impact potentiel sur la pérennité de Fondation.

Comité des grands chantiers, des projets et du registre des initiatives : Présidé par la direction du développement organisationnel, et composé des membres requis selon les projets, ce comité effectue le suivi de la réalisation des chantiers, projets et registre des initiatives.

Comité de sécurité des opérations : Présidé par le président-directeur général, ce comité, créé au cours de l'exercice et composé de membres de la direction, détermine le plan d'actions portant sur les enjeux en matière de cybersécurité et en assure la réalisation. Il assure également une veille des systèmes d'alertes et de défense du réseau et des infrastructures dans une perspective d'amélioration continue.

STRATÉGIES

Fondation a adopté une approche globale de gestion des risques. La *Politique de gestion intégrée des risques* adoptée par le conseil d'administration du Fonds précise que l'objectif de la gestion des risques est de donner l'assurance raisonnable que les risques encourus n'excèdent pas les seuils acceptables. S'adressant à l'ensemble des employés et dirigeants ainsi qu'à tous les secteurs d'activité, cette politique réitère la responsabilité de chacun des employés et modules dans la gestion des risques qui les concernent. Enfin, la politique rappelle le rôle central du conseil d'administration en ce qui concerne l'adoption et le suivi de la *Politique de gestion intégrée des risques* ainsi que de la tolérance aux risques de Fondation.

NOTE

Les sections suivantes, intitulées *Risque de marché*, *Risque de crédit et de contrepartie*, *Risque de concentration* et *Risque de liquidité*, font partie intégrante des états financiers de Fondation pour l'exercice terminé le 31 mai 2019 qui ont été auditées par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. Elles doivent être lues conjointement avec ces états financiers audités pour obtenir un portrait complet des informations rendues disponibles au sujet de la gestion des risques financiers. Ces sections visent à fournir des informations complémentaires sur les risques découlant des instruments financiers utilisés par Fondation et les mesures mises en place pour gérer ces risques, conformément à l'IFRS 7 - *Instruments financiers : informations à fournir* du Manuel de CPA Canada.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que Fondation subisse une perte financière en raison de l'évolution défavorable d'un ou de plusieurs éléments de conjoncture. Le risque de marché inclut trois principaux types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque lié aux marchés boursiers.

Fondation tient compte de ces risques dans le choix de sa répartition globale d'actifs. Plus spécifiquement, il en atténue les effets par une diversification de ses actifs entre plusieurs marchés financiers (obligations, investissements directs dans les entreprises ou les fonds partenaires ou spécialisés, les marchés boursiers, etc.), différents produits dont les profils de risque varient (titres participatifs, à revenu fixe ou à rendement absolu) ainsi qu'entre les secteurs d'activité (manufacturier et primaire, services et commerce, technologies avancées, fonds diversifiés, etc.).

Les investissements en capital de développement étant par nature concentrés au Québec, le Fonds recherche une certaine diversification géographique en négociant une portion des autres investissements (placements) sur les marchés mondiaux. Cette diversification représente 30,9 % de l'actif net au 31 mai 2019 (29,7 % au 31 mai 2018).

Enfin, en investissant régulièrement chaque année, tant dans les entreprises directement que dans les fonds partenaires ou spécialisés, Fondation diminue l'impact des variations de conjoncture sur le prix payé à l'entrée dans les dossiers de capital de développement de façon à ce que le rendement obtenu à la sortie repose sur la valeur réelle ajoutée.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a une incidence directe sur la juste valeur des titres à échéance déterminée dans le portefeuille des autres investissements. Ce risque est atténué par une gestion active du portefeuille par laquelle la répartition des échéances des obligations est régulièrement révisée en fonction de l'anticipation du mouvement des taux d'intérêt. Des instruments financiers dérivés peuvent également être utilisés pour protéger la valeur du portefeuille ou profiter des fluctuations de taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente l'incidence sur les résultats du Fonds, avant impôts, d'une augmentation ou d'une baisse immédiate et soutenue de 1 % des taux d'intérêt sur la valeur du portefeuille d'obligations détenu en date des 31 mai 2019 et 2018.

SENSIBILITÉ DES RÉSULTATS À UNE VARIATION DES TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ OBLIGATAIRE

Impact sur le résultat avant impôts (en millions de dollars)	31 MAI 2019	31 MAI 2018
Hausse de 1 % des taux d'intérêt	- 28,3	- 25,1
Baisse de 1 % des taux d'intérêt	+ 28,6	+ 25,8

Le rendement généré par d'autres actifs pourrait aussi être influencé par une variation de taux d'intérêt, notamment le rendement des actions non participantes, des prêts et des avances consentis aux entreprises du portefeuille des investissements en capital de développement. L'impact de cette variation sur la juste valeur serait cependant tributaire d'autres facteurs, dont le risque de crédit, rendant moins pertinente une analyse de sensibilité reliée à cette seule variable pour ces actifs. Fondation a donc fait le choix de ne pas présenter d'analyse de sensibilité à cet égard puisque plusieurs contrats de prêt et avances consentis comportent des clauses d'ajustement périodique de taux d'intérêt, notamment lorsqu'ils sont consentis pour des périodes à long terme.

Par conséquent, il est important de noter que dans la mesure où Fondation conserve ces actifs jusqu'à leur échéance, les variations des taux d'intérêt du marché n'auront pas d'impact significatif sur le rendement à terme. À titre indicatif, nos analyses de sensibilité nous amènent à conclure qu'une variation du taux de rendement exigé de $\pm 0,50\%$ entraînerait une variation de la juste valeur peu significative en regard du résultat net et du total des actifs et passifs.

Risque de devise

Les fluctuations du taux de change affectent la valeur des titres libellés en devises étrangères que peut détenir Fondation ainsi que celle des parts de fonds communs qui, bien que libellés en dollars canadiens, peuvent détenir des titres en devises étrangères se rapportant à des marchés internationaux. La gestion de ces fonds communs est confiée à des conseillers en valeurs externes dont certains ont la possibilité de couvrir leurs différents risques de devises, cette décision pouvant constituer une source de valeur ajoutée. En accord avec la *Politique de gestion des devises* adoptée par le conseil d'administration, Fondation utilise des produits dérivés pour couvrir de manière plus ou moins importante selon les circonstances, l'exposition du Fonds au dollar américain, diminuant ainsi la sensibilité des résultats aux variations de cette devise. Fondation est peu exposé aux risques de fluctuations d'autres devises étrangères, écartant ainsi la nécessité d'élargir la portée des opérations de couverture à ces autres devises.

Au 31 mai 2019, une variation de 5 % du dollar canadien par rapport au dollar américain sur le portefeuille directement ou indirectement détenu par le Fonds en devise américaine aurait affecté les résultats avant impôts de 7,4 M\$, à la hausse comme à la baisse (7,9 M\$ au 31 mai 2018). Ce calcul tient compte des outils de couverture en place au 31 mai 2019 et 2018, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée.

Risque lié aux marchés boursiers

Parce qu'une partie des actifs de Fondation se négocie sur différents marchés boursiers, allant des entreprises québécoises de petite capitalisation publiques aux actions mondiales de grandes sociétés, la volatilité de ces marchés boursiers influence donc la valeur des actions du Fonds. Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % du cours de tous les titres cotés en Bourse détenus directement ou indirectement par le Fonds au 31 mai 2019, aurait augmenté ou diminué ses résultats avant impôts de 68,0 M\$, comparativement à 61,3 M\$ au 31 mai 2018.

L'évaluation des instruments financiers non cotés du portefeuille des investissements en capital de développement repose sur l'utilisation de techniques d'évaluation approuvées et reconnues. Celles-ci s'appuient sur un ensemble d'hypothèses qui tient compte des conditions du marché, telles que la croissance économique et les écarts de crédit à la date d'évaluation. Les hypothèses utilisées ayant un degré important d'interaction entre elles, une analyse de sensibilité isolant l'effet d'une de ces variables sur le portefeuille de titres non cotés n'est pas considérée par Fondation comme une représentation fidèle de la sensibilité des résultats.

Fondation est d'avis qu'une analyse de sensibilité au risque lié aux marchés boursiers sur le prix des titres privés de son portefeuille d'actions des investissements en capital de développement ne serait pas représentative du risque inhérent à cet instrument financier.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Le risque de crédit et de contrepartie correspond à la possibilité de subir des pertes financières découlant de l'incapacité d'une entreprise, d'un émetteur ou d'une contrepartie d'honorer ses engagements financiers envers Fondation. Ce risque est particulièrement présent dans le portefeuille des investissements en capital de développement puisque l'évolution des entreprises et des fonds d'investissement dans lesquels Fondation investit est sujette à différents risques qui peuvent les empêcher de respecter leurs engagements. Au nombre de ceux-ci, notons l'évolution du cycle économique, le risque d'exploitation, la volatilité des marchés financiers, les risques technologiques et l'introduction, la modification ou l'abolition de mesures législatives ou réglementaires.

L'adéquation des critères d'analyse et de sélection, la qualité de l'accompagnement des entreprises dans leur évolution ainsi que la constance du suivi des investissements directs en entreprise ou des fonds partenaires ou spécialisés sont les facteurs clés qui contribuent à atténuer ce risque pour chacun des investissements. La diversification du portefeuille par secteur d'activité, par stade de développement, et ce, au sein de différentes entreprises contribue également à diminuer la volatilité liée au risque de difficultés financières dans le portefeuille des investissements. Le Fonds n'a que très rarement recours à la prise de garanties pour sécuriser ses investissements en capital de développement. La présence d'une garantie disqualifie un investissement aux fins du calcul de la Norme d'investissement décrite davantage ultérieurement dans ce rapport.

Une cote de risque interne est systématiquement attribuée à chacun des investissements en capital de développement puis révisée périodiquement par la suite. Les cotes de 1 à 4 constituent une gradation d'un niveau de risque à l'intérieur de ce qui est perçu comme acceptable. La cote 5 est attribuée aux entreprises dont le risque est plus élevé à cause des difficultés qu'elles traversent ou parce qu'elles se situent à un tournant de leur développement. Les cotes 6 et 7 qualifient les entreprises dont la situation financière est précaire ou qui sont en situation d'insolvabilité. Au 31 mai 2019, les entreprises bénéficiant d'une cote de 1 à 4 représentent 95,1 % du portefeuille des investissements en capital de développement alors qu'au 31 mai 2018, elles en constituaient 90,9 %.

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (INCLUANT LES ENGAGEMENTS, GARANTIES ET CAUTIONNEMENTS) PAR COTE

(en millions de dollars)	31 MAI 2019	31 MAI 2018
Cotes 1 à 4	1 380,1	1 149,4
Cote 5	70,8	115,7
Cotes 6 et 7	0,0	0,0

En ce qui concerne le portefeuille des autres investissements, Fondation ne transige qu'avec des contreparties de bonne qualité, principalement de grandes banques canadiennes. La *Politique de placement (autres investissements)* limite l'exposition par émetteur et par secteur dans le portefeuille obligataire, en plus d'imposer des normes minimales de cotes de crédit. La cote de crédit d'un titre est déterminée selon la méthodologie de l'indice de référence. On entend par cote de crédit l'évaluation d'un titre de dette émise par Dominion Bond Rating Service (DBRS), Standard & Poor's (S&P) ou Moody's.

Advenant le cas où des cotes de crédit ont été émises par deux agences de notation, l'évaluation la plus basse sera considérée. Par ailleurs, advenant le cas où des cotes de crédit ont été émises par les trois agences de notation, l'évaluation majoritaire de la cote de crédit sera considérée ou si toutes les évaluations sont différentes, l'évaluation médiane sera considérée.

Au 31 mai 2019, la répartition présentée ci-dessous regroupe le portefeuille obligataire, des instruments financiers dérivés et des instruments de marché monétaire et elle est conforme à la *Politique de placement (autres investissements)*. Ce portefeuille est constitué à 94,0 % d'actifs cotés A ou mieux (93,8 % au 31 mai 2018).

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE OBLIGATAIRE, DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET DES INSTRUMENTS DU MARCHÉ MONÉTAIRE PAR COTE DE CRÉDIT

(en millions de dollars)	31 MAI 2019	31 MAI 2018
AAA	62,0	62,8
AA	117,2	105,1
A	74,7	72,4
BBB	16,3	15,8

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration correspond à la probabilité qu'une portion importante de l'encours des engagements financiers de Fondation soit attribuable à une seule entreprise, à un seul produit financier ou à un seul secteur économique ou géographique, ce qui pourrait rendre Fondation vulnérable aux difficultés de cette entreprise, de ce produit ou de ce secteur.

La section *Risque de marché* présentée précédemment fait déjà état des efforts de Fondation pour diversifier son actif entre différents marchés financiers, produits, secteurs d'activité ainsi que la diversification géographique au sein du portefeuille des autres investissements. Le tableau suivant présente le poids en pourcentage de l'actif net de Fondation, des cinq participations les plus importantes de chacun des portefeuilles des investissements en capital de développement et des autres investissements.

CONCENTRATION PAR ÉMETTEUR

(en % de l'actif net)	31 MAI 2019	31 MAI 2018
Poids des cinq plus importantes participations du portefeuille des investissements en capital de développement	12,6 %	14,2 %
Poids des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements	20,2 %	25,0 %

Du côté des investissements en capital de développement, 16,3 % des sommes investies au 31 mai 2019 dans les cinq principaux émetteurs étaient investies dans des sociétés qui sont elles-mêmes diversifiées entre plusieurs investissements ou actifs immobiliers (16,7 % au 31 mai 2018). Puisque les déboursés reliés aux engagements liés à ces investissements peuvent généralement s'étaler sur un horizon de dix ans, Fondation les exclut de ces calculs afin de ne pas fausser l'analyse présentée.

Il est à noter que 16,2 % des sommes investies dans les cinq plus importants émetteurs du portefeuille des autres investissements étaient garanties par les gouvernements au 31 mai 2019, comparativement à 12,8 % au 31 mai 2018.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Ce risque se rapporte à la capacité de Fondation d'effectuer des déboursements au fur et à mesure que ceux-ci sont requis sans devoir recourir à des méthodes coûteuses et inopportunes. Les principales sorties de fonds pouvant être requises concernent les investissements en capital de développement, particulièrement les déboursements liés aux sommes engagées, le paiement des charges ainsi que l'achat de gré à gré et le rachat des actions détenues par les actionnaires.

Fondation dispose des actifs liquides requis pour faire face à ses engagements, d'autant plus qu'année après année, les nouvelles émissions de capital demeurent supérieures aux rachats et que le Fonds n'a aucune dette à long terme. La composition du portefeuille des autres investissements constitue une protection puisqu'on y retrouve essentiellement des titres liquides : encaisse, marché monétaire, obligations et titres cotés. Le portefeuille des investissements en capital de développement contient également certains titres cotés liquides. Au 31 mai 2019, les titres liquides des deux portefeuilles, incluant l'encaisse et les équivalents de trésorerie, totalisaient 57,5 % de l'actif net (56,7 % au 31 mai 2018).

Fondation a également à sa disposition une marge de crédit de 5,5 M\$ lui permettant de faire face aux besoins temporaires de liquidité immédiate. Cette marge n'a pas été utilisée au cours des exercices terminés les 31 mai 2019 et 2018.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Ce risque est lié à la possibilité que l'insuffisance des processus mis en place, les facteurs humains ou technologiques ou toute autre défaillance des opérations entraînent des pertes pour Fondation. Ce risque est atténué par les politiques, normes et procédures mises en place, l'amélioration des systèmes d'information, de gestion et de contrôles, la compétence du personnel et le maintien d'une culture d'intégrité. La participation à des fonds partenaires ou spécialisés ainsi que le recours à des conseillers en valeurs externes qualifiés ont pour effet de diversifier les responsabilités liées à la gestion des actifs, contribuant à atténuer ce risque.

Soulignons que Fondation assure lui-même la gestion de ses actifs et est inscrit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement en vertu du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*. De plus, Fondation est assujéti à différentes lois, normes et réglementations de même qu'à certaines obligations spécifiques liées à son statut de fonds de travailleurs.

RISQUES EXTERNES

Fondation reconnaît également être exposé à différents risques externes sur lesquels son contrôle est plus limité. Parmi ces risques nous retrouvons notamment la conjoncture économique, ainsi que la réglementation, qu'il s'agisse de la loi constituant Fondation, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la réglementation en valeurs mobilières, des normes comptables ou autres incluant la concurrence.

Fondation maintient une veille sur ces aspects et incorpore une analyse de l'environnement externe à son processus annuel de planification stratégique.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

À la date d'approbation de ces états financiers, de nouvelles normes ont été publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB), mais ne sont pas encore en vigueur. La norme susceptible d'être pertinente pour les états financiers de Fondation, décrite en détail à la note 2.16 des états financiers de l'exercice terminé le 31 mai 2019, concerne le sujet suivant :

CONTRATS DE LOCATION

L'IFRS 16, publiée en février 2016, précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. Le Fonds a évalué l'incidence de cette norme et ne prévoit pas que son adoption ait un impact significatif sur ses résultats, sa situation financière et ses états financiers. La norme est entrée en vigueur pour les exercices comptables ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Pour le Fonds, cette norme entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2019.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RENDEMENT ANNUEL BRUT PAR TYPE D'ACTIVITÉS ET CATÉGORIE D'ACTIFS

Exercices terminés les	31 MAI 2019			31 MAI 2018		
	Actif pondéré sous gestion	Pondération	Rendement	Actif pondéré sous gestion	Pondération	Rendement
	(M\$)	%	%	(M\$)	%	%
Investissements en capital de développement						
Titres privés et fonds partenaires ou spécialisés	898,4	44,0	11,8	801,0	44,5	11,8
Titres cotés	219,6	10,8	-3,6	199,0	11,0	6,8
	1 118,0	54,8	8,8	1 000,0	55,5	10,8
Autres investissements						
Titres à revenu fixe	377,6	18,5	7,3	351,1	19,5	0,2
Actions et autres titres	543,5	26,7	0,6	450,1	25,0	7,1
	921,1	45,2	3,3	801,2	44,5	4,1
Rendement brut			6,3			7,8

Le rendement brut généré par les actifs sous gestion s'est élevé à 6,3 % durant l'exercice, comparativement à 7,8 % au cours de l'exercice précédent. Ce rendement s'explique principalement par la performance des titres privés et fonds partenaires ou spécialisés. En effet, ceux-ci ont permis d'éponger les rendements plus faibles générés globalement par les catégories d'investissement dont la valeur est corrélée avec les marchés boursiers.

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (ICD)

Les investissements en capital de développement, au cœur de la mission de Fondaction, sont axés sur l'activité économique réelle des PME québécoises et sont réalisés essentiellement auprès d'entreprises cotées et non cotées ainsi que des fonds partenaires ou spécialisés. Ces investissements se composent principalement de prêts généralement non garantis, d'actions et de parts dans des fonds permettant une saine diversification du portefeuille.

Les investissements en capital de développement ont généré un rendement brut de 8,8 % pour l'exercice, comparativement à 10,8 % pour la même période l'année précédente. Cette performance s'explique par :

- la bonne performance du portefeuille de titres privés et de fonds partenaires ou spécialisés où tous les secteurs d'activités dans lesquels Fondaction a investi ont contribué au rendement positif brut généré. Celui-ci s'établit à 11,8 % au cours de l'exercice, soit un rendement équivalent à celui généré au cours de l'exercice précédent;

Atténuée en partie par :

- le rendement négatif brut de 3,6 % généré par le portefeuille de titres cotés au cours de l'exercice alors qu'il fut positif à 6,8 % durant la même période l'année dernière. Cette catégorie d'investissement est principalement composée de titres détenus par des entreprises québécoises de petite capitalisation plus volatils qui ont moins bien performé au cours de l'exercice.

AUTRES INVESTISSEMENTS

Les autres investissements sont principalement composés des portefeuilles d'obligations, d'actions et de divers fonds canadiens et mondiaux ainsi que du marché monétaire et des instruments financiers dérivés. Ils permettent de diversifier le portefeuille des investissements en capital de développement tout en assurant la disponibilité des liquidités nécessaires au maintien des activités du Fonds.

Les autres investissements ont généré un rendement brut de 3,3 % au cours de l'exercice, comparativement à un rendement brut de 4,1 % pour l'exercice précédent. Cette baisse de rendement s'explique par :

- la baisse du rendement brut généré par les actions et autres titres qui s'établit à 0,6 % pour l'exercice en cours et qui a été affectée par les rendements négatifs générés par les fonds investis en classes alternatives d'actifs, comparativement à un rendement brut de 7,1 % durant l'exercice précédent;

Atténuée en partie par :

- la hausse du rendement brut généré par les titres à revenu fixe incluant des obligations et des dettes de marchés émergents, hausse observée également du côté des indices de référence de cette catégorie. Le rendement brut généré dans cette catégorie d'actifs a atteint 7,3 % pour l'exercice terminé le 31 mai 2019, comparativement à 0,2 % au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2018.

CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles sont principalement constituées des frais encourus afin d'assurer le service aux actionnaires, incluant les activités de souscription et de registrariat, des frais liés au processus d'investissement dans les entreprises et les fonds partenaires ou spécialisés, à l'accompagnement et au suivi de ceux-ci, aux frais relatifs à la gestion des autres investissements, aux frais liés à l'administration et à la gouvernance.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2019, les charges opérationnelles ont totalisé 53,8 M\$, comparativement à 41,7 M\$ au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2018. Cette hausse de 12,1 M\$ est essentiellement due à :

- une hausse des traitements et charges sociales de 5,1 M\$ due principalement à la croissance interne de Fondation qui se poursuit, ainsi qu'au versement d'un ajustement des traitements consentis à la suite du renouvellement de la convention collective des employés en mai 2019;
- une hausse des charges d'amortissement de 2,2 M\$, causée principalement par l'accélération de la passation en charge de la valeur nette du bâtiment lié à un projet de reconstruction annoncée l'année dernière et qui a été suspendu avant la fin de l'exercice terminé au 31 mai 2019;
- aux frais encourus de 2,3 M\$ liés au projet de reconstruction de l'immeuble de Montréal. Au 31 mai 2019, tous les frais découlant des engagements liés à ce projet ont été constatés au résultat net, étant donné la suspension du projet; et,
- aux frais non récurrents liés au retrait du régime de retraite à entités multiples totalisant 0,7 M\$.

Le ratio des charges opérationnelles, calculé conformément au mode de calcul prescrit par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*, se situe à 2,56 % pour l'exercice terminé le 31 mai 2019, comparativement à 2,21 % pour l'exercice précédent.

En excluant les frais non récurrents liés aux projets spéciaux décrits précédemment, soit le projet de reconstruction d'un immeuble et le retrait du régime de retraite, le ratio des charges opérationnelles aurait été de 2,23 % pour l'exercice terminé le 31 mai 2019.

ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE GLOBAL D'ACTIFS SOUS GESTION

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Chacun des investissements de Fondation vise à promouvoir, soutenir et encourager le développement durable en privilégiant les investissements qui ont des retombées sociétales importantes. Parmi ceux-ci, Fondation s'est engagé auprès du gouvernement du Québec à investir sur une période de trois ans débutant le 1^{er} juin 2018, un minimum de 100 M\$ dans des projets, des fonds ou des entreprises, qui contribuent plus spécifiquement à :

- la lutte contre les changements climatiques et la préservation des ressources naturelles;
- rendre le développement plus équitable et inclusif, notamment en économie sociale; et,
- la réussite des stratégies de développement des créneaux et pôles d'excellence des différentes régions du Québec.

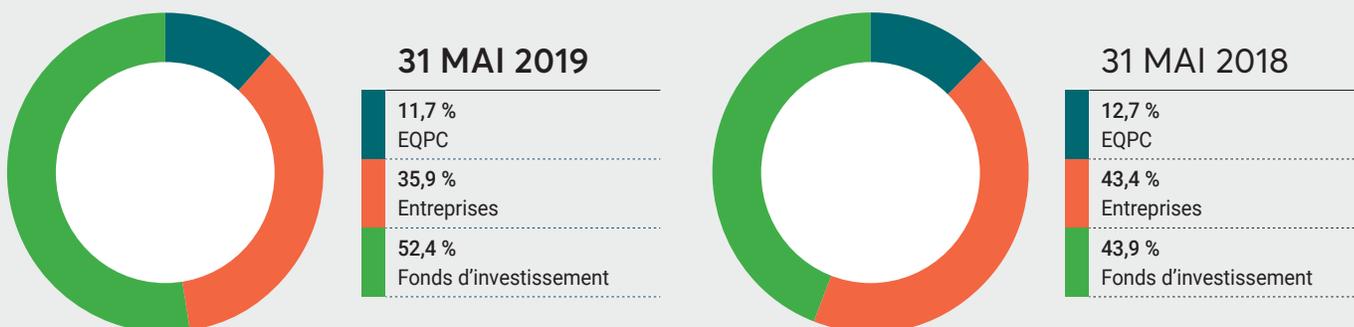
Au 31 mai 2019, Fondation a déjà investi 35,2 M\$ relativement à cet engagement.

Les investissements en capital de développement, excluant les engagements, garanties et cautionnements, totalisent 1,16 G\$ au 31 mai 2019, soit 53,2 % du portefeuille global d'actifs sous gestion, comparativement à 1,07 G\$ au 31 mai 2018 (54,1 % du portefeuille). La pondération est demeurée relativement stable, comparativement à celle de l'exercice précédent.

En considérant les engagements, garanties et cautionnements, les investissements en capital de développement sont passés de 1,27 G\$ au 31 mai 2018 à 1,45 G\$ au 31 mai 2019, représentant une hausse de 14,7 %. Les analyses qui suivent, en lien avec la répartition du portefeuille d'ICD, tiennent compte des engagements, garanties et cautionnements.

La répartition du portefeuille d'ICD varie d'un exercice à l'autre en fonction des objectifs établis par le Fonds, des opportunités qui se matérialisent, du niveau des engagements, garanties et cautionnements, des désinvestissements et des variations enregistrées de la juste valeur de chacun des investissements.

Répartition par catégorie d'investissements



Les investissements en capital de développement se subdivisent en trois catégories : les participations directes en entreprises (Entreprises), un portefeuille de titres d'entreprises québécoises de petite capitalisation cotées en Bourse (EQPC) et les souscriptions à des fonds partenaires ou spécialisés (Fonds d'investissement). La hausse en termes de pourcentage dans les investissements dans les fonds partenaires ou spécialisés ainsi que la baisse des investissements dans des participations directes en entreprises sont principalement attribuables à de nouvelles opportunités d'investissements dans des fonds partenaires ou spécialisés ainsi que des désinvestissements dans les participations directes en entreprises.

Participations directes en entreprises

Les participations directes en entreprises qui constituent du capital patient où prime particulièrement le développement et la création de valeur réelle sur un horizon de cinq à dix ans correspondent à 35,9 % du portefeuille d'ICD au 31 mai 2019, comparativement à 43,4 % au 31 mai 2018. Cette catégorie est composée de 117 investissements au 31 mai 2019 (107 au 31 mai 2018).

Entreprises québécoises de petite capitalisation (EQPC)

Les investissements dans 42 titres d'entreprises québécoises de petite capitalisation correspondent à 11,7 % du portefeuille d'ICD au 31 mai 2019, comparativement à 40 titres pour 12,7 % du portefeuille au 31 mai 2018.

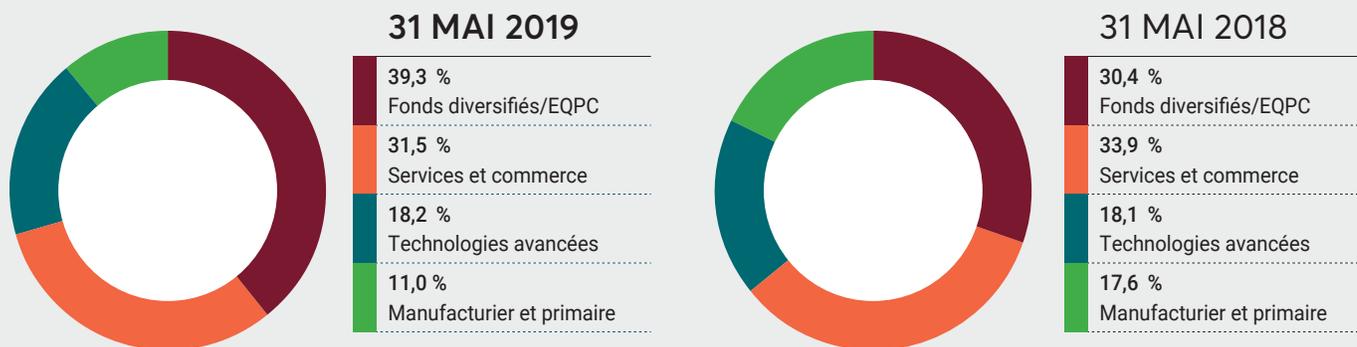
Ce portefeuille vise l'appréciation du capital à moyen et à long terme par la gestion active de titres de sociétés publiques québécoises, tout en tentant de limiter la volatilité, notamment par une sous-pondération des titres reliés aux secteurs plus cycliques.

Fonds partenaires ou spécialisés

Afin de rendre possible une offre adaptée de produits financiers pour différents secteurs ou clientèles, de diversifier l'actif et de partager une expertise et des réseaux, Fondation souscrit à différents fonds partenaires ou spécialisés. Dans ses choix d'investissement à cet égard, Fondation tient compte de la complémentarité des fonds avec sa propre activité d'investissement direct, que ce soit en matière de stades de développement ou de secteurs d'activité financés ainsi que des effets bénéfiques potentiels de son association avec ces fonds et leurs réseaux pour ses entreprises partenaires. Des investissements, réalisés dans des sociétés qui développent ou détiennent un portefeuille immobilier, dans un fonds alternatif ainsi qu'un fonds traditionnel, sont aussi inclus dans cette catégorie.

Au 31 mai 2019, les 70 investissements dans ces fonds correspondent à 52,4 % du portefeuille d'ICD, comparativement à 65 investissements ou 43,9 % du portefeuille au 31 mai 2018.

Répartition par secteurs d'activité



Le poids relatif des investissements dans le secteur des fonds diversifiés/EQPC s'est accru, comparativement à l'exercice précédent, alors que le poids relatif des investissements dans le secteur manufacturier et primaire a diminué. Ces variations sont principalement attribuables à de nouvelles opportunités d'investissements dans des fonds partenaires ou spécialisés ainsi que des désinvestissements dans les participations directes en entreprises faisant parties du secteur manufacturier et primaire.

Manufacturier et primaire

Ce secteur est, entre autres, caractérisé par une recherche d'amélioration de la productivité et le développement de nouveaux marchés de façon à maintenir des emplois de façon durable. Les initiatives les plus prometteuses sont fréquemment reliées à des investissements importants dans la modernisation des équipements ainsi que dans le développement de nouvelles technologies plus performantes et plus respectueuses de l'environnement. Les entreprises du secteur manufacturier et primaire représentent 11,0 % du portefeuille d'ICD avec 159,2 M\$ en investissements et engagements financiers (222,0 M\$ pour 17,6 % du portefeuille au 31 mai 2018).

Services et commerce

Bénéficiant d'un marché souvent plus local, les entreprises de services et de commerce subissent moins les contrecoups de la conjoncture et ont un effet généralement stabilisateur sur le portefeuille. Les investissements et les engagements financiers pour ce secteur totalisent 457,8 M\$, soit 31,5 % du portefeuille (428,9 M\$ représentant 33,9 % du portefeuille au 31 mai 2018).

Technologies avancées

Les investissements dans cette économie de l'avenir sont concentrés dans des entreprises de technologies de l'information et technologies propres susceptibles de générer des plus-values importantes et de nouveaux emplois de qualité dans l'avenir, dont notamment les biotechnologies. Secteur plus volatil où il est plus complexe d'identifier et d'appuyer les projets les plus porteurs, Fondation y investit surtout par l'entremise de fonds spécialisés appuyés par des équipes et des réseaux avec lesquels des relations de confiance ont déjà été établies grâce à des investissements déjà réalisés.

Les entreprises du secteur des technologiques avancées représentent des investissements et des engagements financiers totalisant 264,3 M\$, soit 18,2 % du portefeuille (229,4 M\$ représentant 18,1 % du portefeuille au 31 mai 2018).

Fonds diversifiés/EQPC

Le secteur Fonds diversifiés/EQPC regroupe les fonds qui s'adressent à plusieurs secteurs à la fois.

Les investissements et les engagements financiers dans celui-ci qui incluent également les fonds et les actifs immobiliers totalisent 569,6 M\$, soit 39,3 % du portefeuille d'ICD, comparativement à 384,8 M\$ représentant 30,4 % du portefeuille au 31 mai 2018.

Investissements hors Québec

Certaines entreprises ou certains fonds qui ont ou auront un impact sur l'augmentation ou le maintien du niveau d'emploi ou d'activité économique au Québec peuvent avoir des activités hors Québec. En s'associant à ces entités hors Québec, Fondation contribue à la venue de fonds étrangers au Québec et facilite l'accès pour les entreprises de son portefeuille à une expertise et des réseaux précieux pour leur expansion éventuelle sur les marchés extérieurs.

C'est pourquoi la *Politique d'investissement hors Québec*, adoptée par Fondation, permet ce type d'investissement. En vertu de cette politique, quatre types d'investissements hors Québec sont admissibles, soit les investissements dans :

- des entreprises, qui de l'avis de la direction de Fondation, ont ou auront un impact économique au Québec;
- des entreprises qui réinvestissent les fonds dans une filiale québécoise ou un projet d'investissement au Québec;
- des fonds privés hors Québec qui ont ou auront des retombées favorables suffisantes au Québec; et,
- des immeubles neufs ou faisant l'objet de rénovations importantes qui sont situés hors Québec, mais qui ont ou visent des retombées suffisantes au Québec.

À ce jour, Fondation a investi dans un seul type d'investissement hors Québec, soit dans des fonds privés spécialisés. Les analyses effectuées et les engagements obtenus de ceux-ci permettaient d'anticiper qu'ils investiraient tous dans des entreprises québécoises un montant au minimum équivalant à ceux investis par Fondation dans leurs fonds. Au 31 mai 2019, Fondation détient des participations dans 15 fonds hors Québec correspondant à des investissements et engagements totalisant 100,6 M\$ (15 fonds au 31 mai 2018 totalisant 95,6 M\$).

Au 31 mai 2019, les retombées immédiates au Québec de ces investissements hors Québec totalisaient 80,6 M\$ dans des entreprises québécoises, comparativement à 172,5 M\$ au 31 mai 2018. Cette variation est expliquée par le désinvestissement, survenu en cours d'exercice, dans un fonds qui avait investi plus de 73,1 M\$ dans des entreprises québécoises au 31 mai 2018.

Nonobstant ce qui précède, la Loi limite à 10 % de l'actif net du fonds en date de fin d'exercice précédent les investissements pouvant être ainsi inclus à la Norme d'investissement traité plus amplement dans une section subséquente.

AUTRES INVESTISSEMENTS

(en milliers de dollars)	31 MAI 2019	31 MAI 2018
Titres à échéance non déterminée		
Actions, parts et autres titres de participation	755 630	647 878
Titres à échéance déterminée		
Obligations	260 636	246 567
Instruments financiers dérivés	3 141	2 765
Marché monétaire	6 431	6 767
	270 208	256 099
Total des autres investissements	1 025 838	903 977

Les sommes qui ne sont pas investies dans du capital de développement sont placées dans les marchés financiers avec comme objectifs principaux la diversification du portefeuille global, la préservation du capital et le maintien de liquidités permettant de répondre promptement aux engagements du Fonds en matière d'investissements en capital de développement et de rachats d'actions. En adéquation avec la mission du fonds qui recherche des investissements à haut rendement sociétal, le portefeuille des autres investissements exclut les entreprises détenant des réserves d'énergies fossiles.

Ce portefeuille totalise 1 025,8 M\$ et représente 46,8 % du portefeuille global d'actifs sous gestion au 31 mai 2019, comparativement à 904,0 M\$ représentant 45,9 % au 31 mai 2018, en hausse de 121,8 M\$ ou 13,5 % en terme relatif. La pondération est demeurée relativement stable, comparativement à celle de l'exercice précédent.

Titres à échéance non déterminée

Les titres à échéance non déterminée sont composés d'actions et de participations dans divers fonds canadiens et internationaux qui s'élevaient à 755,6 M\$ au 31 mai 2019, comparativement à 647,9 M\$ au 31 mai 2018, en hausse de 107,7 M\$. Ceux-ci sont gérés par 11 conseillers en valeurs externes au 31 mai 2019, comparativement à neuf au 31 mai 2018. Deux conseillers en valeurs externes ont été ajoutés au cours de l'exercice afin de diversifier la gestion du portefeuille.

Fondation effectue régulièrement des ajustements dans les pondérations en fonction de l'évolution de la conjoncture et de ses objectifs en termes de répartition optimale du portefeuille global, et ce, à l'intérieur des balises prévues par la *Politique de placements (autres investissements)*.

Titres à échéance déterminée

Les titres à échéance déterminée regroupent les obligations de sociétés, d'institutions financières et gouvernementales, les instruments financiers dérivés et les titres reliés au marché monétaire. Ils s'élevaient à 270,2 M\$ au 31 mai 2019, comparativement à 256,1 M\$ au 31 mai 2018, en hausse de 14,1 M\$. Deux conseillers en valeurs externes se partagent la gestion du portefeuille obligataire au 31 mai 2019, tel qu'au 31 mai 2018.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS (INSTRUMENTS FINANCIERS) ET GESTION DES RISQUES

Fondation s'est doté d'une *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement*, de procédures et de ressources spécialisées afin d'établir la juste valeur des investissements à la date des états financiers. Cette politique qui est conforme aux principes d'évaluation reconnus est revue périodiquement et adoptée par le conseil d'administration du Fonds.

Le processus en vigueur est conforme à celui prescrit par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* et est suivi par des personnes dont les compétences répondent aux normes prévues par ce même règlement. À cet effet, le président-directeur général et le chef des Finances signent semestriellement une attestation, laquelle est déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers comme le prévoit le règlement.

Fondation comptabilise ses autres investissements et ses investissements en capital de développement selon la méthode de la juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Cette méthodologie, conforme aux Normes internationales d'information financière, entraîne une certaine volatilité des résultats dans un contexte où le Fonds évalue les investissements en capital de développement deux fois par année, et ce, malgré une gestion axée sur le moyen et long terme.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs est établie selon des techniques d'évaluation appropriées. Le Fonds a classé ses instruments financiers selon la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données d'entrée utilisées dans la détermination de la juste valeur. La hiérarchie se compose des trois niveaux suivants :

Niveau 1 : justes valeurs basées sur les cours d'un marché actif pour un instrument identique ;

Niveau 2 : justes valeurs fondées sur les cours de marché pour un instrument semblable ou basées sur des techniques d'évaluation dont toutes les données d'entrée importantes sont fondées sur des informations de marché observables ; et,

Niveau 3 : justes valeurs basées sur des techniques reconnues d'évaluation dont les données d'entrée importantes ne sont pas entièrement fondées sur des informations de marché observables.

Aux 31 mai 2019 et 2018, les instruments financiers étaient classés comme suit :

(en milliers de dollars)	31 MAI 2019	31 MAI 2018
Niveau 1	227 425	214 066
Niveau 2	1 012 697	899 595
Niveau 3	946 962	856 167
Total	2 187 084	1 969 828

Au 31 mai 2019, le pourcentage des instruments financiers qui se retrouvent aux niveaux 1, 2 et 3 totalise respectivement 10,4 %, 46,3 % et 43,3 %. Au 31 mai 2018, ils représentaient respectivement 10,9 %, 45,7 % et 43,4 %. La répartition en pourcentage entre les différents niveaux est demeurée relativement stable d'un exercice à l'autre.

SOUSCRIPTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

Le 27 mars 2018, le gouvernement du Québec a confirmé le maintien, jusqu'au 31 mai 2021, du taux de crédit d'impôt exclusif de 20 % consenti aux actionnaires souscrivant à Fondaction. En considérant le crédit de 15 % du gouvernement fédéral, l'achat d'actions de Fondaction donne droit à deux crédits d'impôt totalisant 35 % du montant versé pour acquérir un maximum admissible aux crédits de 5 000 \$ de ces actions, tout comme pour la dernière année. Il s'agit du crédit d'impôt de 20 % (1 000 \$ maximum de crédit), applicable contre l'impôt du Québec à payer et d'un crédit d'impôt de 15 % (750 \$ maximum de crédit) applicable contre l'impôt fédéral à payer.

Fondaction a atteint le nombre de 170 631 actionnaires au 31 mai 2019, soit une augmentation de 8,9 %, comparativement au 156 723 au 31 mai 2018.

Les émissions d'actions au cours de l'exercice totalisent 272,7 M\$, comparativement à 267,5 M\$ au cours de l'exercice précédent, en hausse de 1,9 %.

Fondaction a cessé d'accepter des souscriptions par montant forfaitaire dès le 8 février 2019, lors de la dernière campagne REER, afin de respecter la limite imposée par le plafond d'émissions annuelles d'actions autorisé par le gouvernement du Québec. Ce mode d'épargne est à nouveau accessible depuis le 1^{er} juin 2019.

Le montant recueilli par voie d'épargne systématique (majoritairement des retenues sur le salaire) représente toujours la plus grande part des souscriptions de l'exercice. Fondaction encourage ce mode de souscription qui rend l'épargne accessible et permet l'acquisition régulière d'actions.

Il est conseillé aux personnes qui souhaitent souscrire à des actions au cours de l'exercice, de s'inscrire à l'un ou l'autre des modes de souscription périodique disponibles ou d'effectuer leurs contributions par montant forfaitaire le plus tôt possible.

Rachats et achats de gré à gré

Les rachats et achats de gré à gré s'établissent à 122,0 M\$, comparativement à 105,0 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2018, soit une augmentation de 16,2 %. Bien que l'âge moyen des actionnaires de Fondaction soit demeuré à 49 ans au 31 mai 2019, tel qu'à pareille date l'année dernière, il y a eu une augmentation du nombre d'actionnaires ayant atteint l'âge de 65 ans, ayant pris leur retraite ou préretraite, expliquant ainsi la croissance du volume de rachats et d'achats de gré à gré.

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	31 MAI 2019	31 MAI 2018	VARIATIONS
Flux liés aux activités opérationnelles	(138 707)	(165 036)	26 329
Flux liés aux activités d'investissement	(1 696)	(2 115)	419
Flux liés aux activités de financement	150 686	162 534	(11 848)
Flux nets générés (utilisés)	10 283	(4 617)	14 900

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles correspondent aux sorties de liquidités liées aux activités courantes, incluant les activités reliées à la gestion des portefeuilles d'actifs. La diminution des sorties de liquidités de 26,3 M\$ liée aux activités opérationnelles s'explique principalement par :

→ une baisse des investissements nets dans le portefeuille des autres investissements de 49,0 M\$;

atténuée en partie par :

→ une hausse des investissements nets en capital de développement de 12,3 M\$ au cours de l'exercice en cours.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement correspondent essentiellement aux fonds investis dans les immobilisations. Ceux-ci sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre.

Les flux liés aux activités de financement correspondent aux liquidités générées par l'émission d'actions, nettes des rachats effectués au cours de l'exercice. Ils ont été plus faibles de 11,8 M\$ au cours de l'exercice en cours, comparativement à l'exercice précédent. L'augmentation des rachats d'actions explique cette variation.

NORME D'INVESTISSEMENT

La loi constituant Fondation prévoit qu'à chaque exercice financier, les investissements admissibles moyens de l'exercice doivent représenter un pourcentage de l'actif net moyen du Fonds de l'année précédente (Norme d'investissement). Pour l'exercice se terminant le 31 mai 2019, le pourcentage à atteindre est de 64 % (63 % au 31 mai 2018).

La politique fiscale annoncée le 26 mars 2015, par le ministre des Finances du Québec lors de son Discours sur le budget 2015-2016 a apporté les modifications suivantes à la Norme d'investissement : pour les exercices financiers suivants, la Norme d'investissement sera augmentée annuellement de 1 % jusqu'à 65 %, afin que la proportion des investissements admissibles représente, pour toute année financière commençant après le 31 mai 2019, au moins 65 % de l'actif net moyen du Fonds de l'année financière précédente.

La loi précise quels investissements sont admissibles ainsi que le mode de calcul devant être utilisé pour valider le respect de cette Norme. L'une des caractéristiques d'admissibilité est que les investissements n'aient pas de garantie; on peut donc qualifier l'ensemble des investissements admissibles comme étant plus risqué.

Les investissements admissibles sont présentés à l'intérieur du poste *Investissements en capital de développement* au bilan. Le nom de chacune des entreprises dans lesquelles Fondation détenait un investissement au 31 mai 2019 ainsi que les détails relatifs aux coûts de ces investissements sont présentés dans le *Relevé du coût des investissements en capital de développement* qui est audité et disponible sur SEDAR ainsi que sur le site Internet de Fondation. Des informations concernant des investissements réalisés par certains fonds partenaires ou spécialisés, dans lesquels Fondation a investi, sont également présentées dans un document disponible sur SEDAR et sur le site Internet de Fondation, soit le *Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés* (non audité).

Fondation considère le respect de la Norme d'investissement comme une priorité, non seulement parce que les investissements admissibles sont au cœur de sa mission, mais également parce qu'en cas de non-respect de la Norme, Fondation serait dans l'obligation de limiter les nouvelles souscriptions recueillies dans le futur, ralentissant par le fait même la croissance potentielle du Fonds.

Au 31 mai 2019, en tenant compte des investissements admissibles en date de fin d'exercice, Fondation dépasse la moyenne minimum requise qui était de 1,16 G\$. Au 31 mai 2020, la moyenne des investissements admissibles devra être supérieure à 1,34 G\$, seuil qui devrait être atteint lorsque l'on considère les sommes admissibles au 31 mai 2019.

RÉGIME DE RETRAITE ET CHARGE RELIÉE À LA RÉÉVALUATION DES PASSIFS NETS RELIÉS AUX AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le résultat global au 31 mai 2019 a été affecté par une charge de 13,4 M\$ reliée à la réévaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts, comparativement à 1,7 M\$ l'année précédente. Cette charge résulte principalement de l'évolution de certaines hypothèses actuarielles reliées aux prévisions économiques et démographiques.

Le Fonds a annoncé son retrait du régime de retraite à entités multiples dans lequel la juste valeur des actifs est répartie parmi les entités participantes au prorata de la valeur des obligations au titre des prestations constituées de chaque entité. Le régime de retraite a été remplacé durant l'exercice en cours. Les salariés participants et les retraités de Fondation bénéficieront essentiellement des mêmes avantages. Les frais générés par le régime de retraite et directement reliés à cette décision totalisent 0,7 M\$. Ils ont été imputés directement au résultat net au cours de l'exercice en cours.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

Le 22 novembre dernier, le Fonds a annoncé une suspension de ses opérations en raison d'une intrusion informatique survenue dans ses systèmes. Le Fonds a alors déployé tous les efforts nécessaires afin de rétablir son environnement informatique dans les meilleurs délais et ainsi, il a pu annoncer, dès le 25 novembre, une reprise organisée de ses opérations.

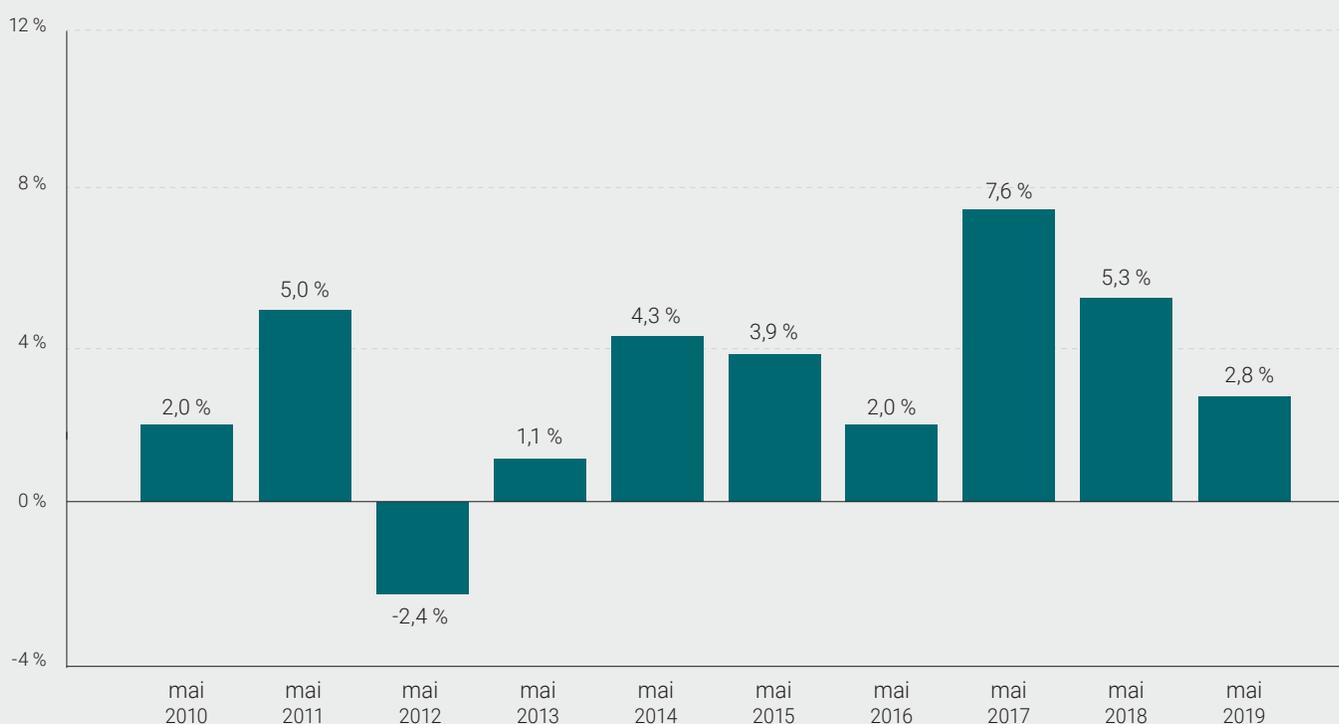
Les travaux et enquêtes approfondis effectués à l'interne ainsi que par une firme externe spécialisée dans le domaine ont permis de conclure qu'il n'y avait aucune indication à l'effet qu'il y avait eu accès à des données personnelles ou téléchargement de celles-ci par des personnes non autorisées.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente des informations sur le rendement passé, calculé conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Les données calculées ne tiennent pas compte des frais d'adhésion de 25 \$ qui sont exigés une fois à vie. Le rendement passé n'est pas nécessairement indicatif du rendement futur.

RENDEMENTS ANNUELS À L'ACTIONNAIRE

Le graphique ci-dessous présente le rendement annuel à l'actionnaire pour chacun des dix derniers exercices terminés les 31 mai et fait ressortir les variations d'une année à l'autre.



Le Fonds calcule le rendement annuel à l'actionnaire en composant les rendements semestriels. Le rendement semestriel est calculé en divisant l'écart du prix de l'action entre le début et la fin du semestre par le prix au début du semestre. Ces rendements ainsi calculés tiennent compte des émissions et des rachats d'actions qui ont eu lieu au cours de l'exercice et qui ont un effet dilutif ou relatif sur le résultat par action, selon le cas.

RENDEMENTS COMPOSÉS ANNUELS À L'ACTIONNAIRE

Le tableau suivant présente le rendement composé calculé sur la base de la variation de la valeur de l'action entre sa valeur au début et à la fin de chacune des périodes indiquées et la valeur de 12,15 \$ au 31 mai 2019. Ce calcul suppose que l'action a été acquise au début de la période il y a un, trois, cinq ou dix ans et détenue ensuite durant toute cette période, sans autre achat.

10 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
3,1 %	4,3 %	5,2 %	2,8 %

Équivalent de rendement composé annuel, en tenant compte des crédits d'impôt, pour un actionnaire ayant souscrit régulièrement par épargne systématique

Les rendements composés annuels à l'actionnaire soumis précédemment ne tiennent pas compte des crédits d'impôt consentis aux personnes qui souscrivent à Fondaction ni de l'effet des réinvestissements réguliers.

En tenant compte des crédits d'impôt totalisant 30 %, 35 % ou 40 %, selon les périodes, et ce, sans considérer l'avantage que peut procurer la déduction pour REER, un actionnaire ayant souscrit régulièrement par épargne systématique, déduit aux deux semaines et en début de période, aurait dégagé, selon la période durant laquelle il aurait souscrit, l'équivalent du rendement composé annuel suivant :

10 ANS	5 ANS
12,9 %	22,6 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

Au 31 mai 2019, les actifs sous gestion de Fondaction étaient répartis dans les catégories suivantes des portefeuilles des investissements en capital de développement et des autres investissements. Il est à noter que la composition des portefeuilles ainsi que les principaux investissements détenus, tels que présentés dans cette section, peuvent changer en tout temps en raison des opérations effectuées par Fondaction.

COMPOSITION DES PORTEFEUILLES DES INVESTISSEMENTS EN % DE L'ACTIF NET AU 31 MAI 2019

	% DE L'ACTIF NET
Investissements en capital de développement	
Participations directes en entreprises	23,2
Fonds partenaires ou spécialisés	22,3
Portefeuille d'entreprises québécoises de petite capitalisation (EQPC)	7,8
Autres investissements	
Marché monétaire et instruments financiers dérivés	0,5
Obligations et autres titres à revenu fixe	20,1
Fonds d'actions mondiales (tous pays) et d'immobilier mondial	19,4
Fonds de matières premières, à rendement absolu et stratégies alternatives	7,0

LISTE DES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS EN % DE L'ACTIF NET AU 31 MAI 2019

Émetteurs	% DE L'ACTIF NET
Investissements en capital de développement (11 émetteurs)*	19,2
Fonds Hexavest mondial tous les pays sans énergie fossile	5,3
Fonds d'actions mondiales sans combustibles fossiles Montrusco Bolton	4,5
Fonds Triasima actions mondiales tous les pays sans énergie fossile	3,7
Fonds Baillie Gifford Positive Change Equity Fund	3,4
Province de l'Ontario	3,3
Fonds AlphaFixe Obligations Vertes	3,2
Fonds institutionnel dette des pays émergents Franklin Templeton	2,8
Schroders Diversified Growth Fund	2,6
Fonds Desjardins SociéTerre obligations environnementales (Mirova)	2,2
Fonds SSQ Matières premières ex-énergie CoreCommodity Management	1,9
Formula Growth Alpha Fund	1,8
Vanguard REIT ETF	1,3
Gouvernement du Canada	1,3
Vanguard Global ex-U.S. Real Estate ETF	1,2

* Les 11 émetteurs représentant collectivement 19,2 % de l'actif net au 31 mai 2019 sont les suivants (par ordre alphabétique) :

- | | |
|---------------------------------------|--|
| → Agropur coopérative | → La Coop fédérée |
| → Fonds d'investissements LCC, s.e.c. | → Services préhospitaliers Paraxion inc. |
| → Fonds immobilier Angus, s.e.c. | → Société immobilière Solar s.e.c. |
| → Fonds PGEQ, s.e.c. | → Technopôle Angus II, s.e.c. |
| → Fonds PGEQ II, s.e.c. | → Telecon inc. |
| → Fresche Solutions inc. | |



ÉTATS FINANCIERS

31 MAI 2019

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des Syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (le Fonds), qui comprennent les bilans aux 31 mai 2019 et 2018, les états du résultat global, les états des variations de l'actif net et les états des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les états financiers).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds aux 31 mai 2019 et 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion excluant les informations de la section de gestion des risques faisant partie intégrante des états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 10 juillet 2019

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121501

BILANS

Aux 31 mai

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)		Notes	2019	2018
			\$	\$
Actif				
Encaisse et équivalents de trésorerie			12 064	1 781
Débiteurs et autres actifs	5		28 914	15 873
Autres investissements	6		1 025 838	903 977
Investissements en capital de développement	7		1 164 006	1 067 030
Immobilisations corporelles et incorporelles	11		18 608	22 930
Impôts différés	20		7 368	6 943
			2 256 798	2 018 534
Passif				
Créditeurs et autres passifs	15		32 816	25 026
Passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs	21		41 745	22 443
			74 561	47 469
Actif net			2 182 237	1 971 065
Nombre d'actions de catégorie A, séries 1 et 2 en circulation (en milliers)	16		179 554	166 778
Actif net par action de catégorie A, séries 1 et 2 (en dollars)			12,15	11,82

Engagements et éventualités (notes 7, 11, 12 et 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil d'administration



Léopold Beaulieu
Administrateur



Diane Beaudry
Administrateur

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices terminés les 31 mai

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)		Notes	2019	2018
			\$	\$
Produits				
Intérêts			29 111	30 584
Dividendes et distributions			60 686	37 928
Honoraires et autres revenus			2 539	2 656
			92 336	71 168
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements				
Réalisés			66 361	47 220
Non réalisés			(28 354)	23 393
			38 007	70 613
			130 343	141 781
Charges opérationnelles				
Souscription, registrariat et services aux actionnaires		18	13 227	12 121
Gouvernance et administration			16 507	11 061
Investissements en capital de développement et autres investissements			18 041	14 648
Amortissements		11	6 018	3 799
Perte sur cession d'immobilisations corporelles		11	—	73
			53 793	41 702
Résultat avant impôts				
Impôts sur le résultat		20	2 713	719
Résultat net			73 837	99 360
Autre élément du résultat global qui ne sera pas reclassé au résultat net				
Réévaluation des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs, déduction faite des impôts		21	(13 351)	(1 725)
Résultat global			60 486	97 635
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A, séries 1 et 2 (en milliers)				
			173 055	158 499
Résultat net par action de catégorie A, séries 1 et 2 (en dollars)				
			0,43	0,63

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET

Exercices terminés les 31 mai

(en milliers de dollars)	Note	Capital-actions de catégorie A		Surplus d'apports	Résultats nets non distribués	Actif net
	16	Série 1	Série 2			
		\$	\$	\$	\$	\$
2019						
Solde au début		1 541 734	27 806	8 966	392 559	1 971 065
Résultat net		—	—	—	73 837	73 837
Autre élément du résultat global		—	—	—	(13 351)	(13 351)
Émissions d'actions		268 179	4 516	—	—	272 695
Rachats d'actions		(101 605)	(2 833)	(8 966)	(8 605)	(122 009)
		166 574	1 683	(8 966)	51 881	211 172
Solde à la fin		1 708 308	29 489	—	444 440	2 182 237
2018						
Solde au début		1 368 985	25 372	21 615	294 924	1 710 896
Résultat net		—	—	—	99 360	99 360
Autre élément du résultat global		—	—	—	(1 725)	(1 725)
Émissions d'actions		262 873	4 666	—	—	267 539
Rachats d'actions		(90 124)	(2 232)	(12 649)	—	(105 005)
		172 749	2 434	(12 649)	97 635	260 169
Solde à la fin		1 541 734	27 806	8 966	392 559	1 971 065

Les résultats nets non distribués comprennent un solde débiteur relié au cumul de l'autre élément du résultat global de 14,2 M\$ (solde débiteur 0,8 M\$ au 31 mai 2018).

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 mai

(en milliers de dollars)	Notes	2019	2018
		\$	\$
Activités opérationnelles			
Résultat net		73 837	99 360
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements			
Réalisés		(66 361)	(47 220)
Non réalisés		28 354	(23 393)
Intérêts et distributions capitalisés		(45 636)	(28 730)
Variation des passifs nets liés aux avantages sociaux futurs		3 127	2 217
Amortissements	11	6 018	3 799
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	11	—	73
Impôts différés	20	2 399	476
		1 738	6 582
Variation des éléments hors caisse	22	(6 832)	(1 286)
		(5 094)	5 296
Investissements en capital de développement			
Acquisitions		(241 546)	(192 159)
Produits de cessions		208 407	171 276
Autres investissements			
Acquisitions		(2 875 980)	(1 048 216)
Produits de cessions		2 775 506	898 767
		(133 613)	(170 332)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(138 707)	(165 036)
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	11	(1 696)	(2 415)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	11	—	300
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(1 696)	(2 115)
Activités de financement			
Émissions d'actions		272 695	267 539
Rachats d'actions		(122 009)	(105 005)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		150 686	162 534
Augmentation (diminution) de l'encaisse et équivalents de trésorerie		10 283	(4 617)
Encaisse et équivalents de trésorerie au début		1 781	6 398
Encaisse et équivalents de trésorerie à la fin		12 064	1 781

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1 LOI CONSTITUTIVE

STATUT ET FONCTIONS DU FONDS

Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (le Fonds ou Fondation), constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (*L.R.Q., chapitre F-3.1.2*) (la Loi), est une société de placement à fonds social ayant principalement pour fonctions :

- a) de favoriser l'investissement dans des entreprises en garantissant ou en se portant caution de toute obligation contractée par cette dernière ou en investissant directement dans le but de promouvoir la création, le maintien ou la sauvegarde d'emplois;
- b) de favoriser le développement des entreprises admissibles en invitant les travailleuses et les travailleurs et les autres ressources du milieu à participer à ce développement par la souscription d'actions du Fonds;
- c) de développer des aptitudes à la gestion des travailleuses et travailleurs d'entreprises autocontrôlées et de favoriser leur implication active dans le développement économique du Québec;
- d) d'aider les entreprises à se conformer aux lois et règlements en matière d'environnement;
- e) de favoriser le développement auprès des entreprises de politiques environnementales.

Fondation a pour objectif principal d'effectuer des investissements en capital de développement dans des entreprises admissibles dans le but d'obtenir une appréciation du capital à long terme.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

2.1 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

2.2 BASE D'ÉVALUATION

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur sauf en ce qui concerne les immobilisations corporelles et incorporelles qui sont évaluées selon la base du coût historique. Les présents états financiers sont les seuls états financiers présentés par le Fonds. Ils ont été approuvés pour publication le 10 juillet 2019 par le conseil d'administration.

2.3 ENTITÉ D'INVESTISSEMENT

Le Fonds répond à la définition d'entité d'investissement aux termes de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), car les conditions suivantes sont rencontrées :

- a) le Fonds obtient des capitaux de plusieurs investisseurs dans le but de gérer leur épargne;
- b) le Fonds déclare à ses investisseurs que ses investissements en capital de développement et ses autres investissements (investissements) ont pour objectif de générer du rendement sur le capital et de procurer des revenus d'investissement, conformément à sa mission;
- c) le Fonds mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur.

Le Fonds ne prépare pas d'états financiers consolidés.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.4 PRÉSENTATION DU BILAN

Le Fonds présente son bilan par ordre décroissant de liquidité. Tous les actifs et passifs du Fonds sont des actifs et passifs non courants, étant donné qu'ils ne sont pas principalement détenus à des fins de transaction, à l'exception des éléments courants suivants : encaisse et équivalents de trésorerie, débiteurs et autres actifs, créditeurs et autres passifs à l'exception de la provision pour éventualités. Les notes 6 et 7 présentent les montants que le Fonds s'attend à recouvrer dans les douze prochains mois relativement à ses investissements.

2.5 FILIALES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les filiales et les entreprises associées sont comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net.

2.6 INSTRUMENTS FINANCIERS – COMPTABILISATION ET CLASSEMENT

Les instruments financiers sont présentés à la juste valeur et sont comptabilisés à la date de la transaction lorsque le Fonds devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les variations de valeur subséquentes sont constatées par le biais du résultat net. Le coût présenté pour les investissements en capital de développement et les autres investissements correspond au montant payé et est établi en fonction du coût moyen, compte non tenu des frais de transactions. Les frais de transactions sont constatés au résultat net, lorsqu'ils sont engagés. Un actif financier est décomptabilisé lorsque le Fonds n'a plus les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie sur cet actif.

Les engagements non provisionnés visant l'acquisition de titres supplémentaires pour le portefeuille des investissements en capital de développement sont présentés à la note 7.

Les investissements en capital de développement, les autres investissements, les sommes à recevoir sur cession d'investissement en capital de développement et autres investissements, les sommes à payer sur acquisition d'autres investissements, ainsi que les instruments financiers dérivés sont tous des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion intégrée des actifs financiers et les informations sont fournies en interne sur cette base aux principaux dirigeants du Fonds.

Les achats et les ventes d'investissements en capital de développement et d'autres investissements sont constatés à la date de transaction, qui est la date à laquelle le Fonds s'engage à acheter ou à vendre ceux-ci. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Les actifs et les passifs sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que de l'intention du Fonds au moment de leur acquisition et de leur émission. L'encaisse, les équivalents de trésorerie et les autres comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances, et les comptes créditeurs sont classés comme autres passifs. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur étant donné leur nature et leur courte échéance.

2.7 INSTRUMENTS FINANCIERS – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les investissements en capital de développement et les autres investissements ont été établis à la juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Titres cotés ou négociés sur des marchés actifs

La juste valeur des participations en actions, des placements en obligations, des parts de sociétés et autres titres de participation ainsi que des titres de marché monétaire est établie en fonction du cours de clôture des principales Bourses ou des principaux marchés à la date des bilans, incluant les intérêts courus. Le Fonds utilise le dernier cours pour les actifs et passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Lorsque le dernier cours ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le Fonds détermine le point de l'écart acheteur-vendeur le plus représentatif de la juste valeur compte tenu des faits et des circonstances en cause.

Titres non cotés

La juste valeur des participations en actions, des parts de sociétés et autres titres de participation est établie selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la valeur nette de réalisation, la capitalisation des flux monétaires ou des bénéfices ou l'actualisation des flux monétaires. La juste valeur ainsi déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables incluant celles retenues pour déterminer les flux monétaires ou les taux de capitalisation et le niveau de risque associé à ces éléments. Ces hypothèses sont également influencées par les conditions de marché en vigueur à la date des bilans, dont les taux d'intérêt des obligations du Canada, les écarts de crédit et l'évolution de sociétés comparables cotées en Bourse. Les parts de fonds sont principalement évaluées à la valeur établie par leur gestionnaire respectif selon des méthodes d'évaluation appropriées au type d'investissements. La juste valeur des actifs et des passifs tient compte des nouvelles informations disponibles et des événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité émettrice, ou du fonds, et la date d'évaluation.

Prêts, avances, garanties et cautionnements

La juste valeur des prêts et avances est principalement déterminée par l'actualisation des flux monétaires futurs au taux d'intérêt du marché à la date des bilans pour des titres similaires. S'il y a lieu, une provision pour pertes relatives aux garanties et aux cautionnements consentis par le Fonds est inscrite aux états financiers dans les crédettes pour tenir compte de la probabilité de subir une perte.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de ses activités, le Fonds peut utiliser des contrats à terme afin de se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises et des taux d'intérêt ou pour tirer avantage de ces fluctuations.

2.8 ENCAISSE ET ÉQUIVALENTS TRÉSORERIE

L'encaisse et les équivalents de trésorerie sont constitués des comptes de caisse et bancaires, des montants déposés auprès d'une institution financière et d'autres placements à court terme très liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

2.9 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, s'il y a lieu. Le coût comprend les charges qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront au Fonds et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges par le biais du résultat net lorsqu'ils sont engagés.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.9 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (SUITE)

Principales catégories d'immobilisations

	MÉTHODE	DURÉE
Corporelles		
Bâtiments ¹	Linéaire	20 à 60 ans
Mobilier et équipement de bureau	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	4 à 6 ans
Incorporelles		
Logiciels	Linéaire	3 et 5 ans
Développement informatique	Linéaire	10 ans

1. Le Fonds détient deux bâtiments, dont l'un de ceux-ci est complètement amorti au 31 mai 2019 (voir note 11).

Le Fonds ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation entre ses parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties. La valeur comptable d'une partie remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revus à chaque date de présentation de l'information financière et ajustés au besoin.

Dépréciation des actifs non financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, le Fonds revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs aient subi une perte de valeur. De plus, le Fonds comptabilise les reprises de valeur, s'il y a lieu.

2.10 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Les coûts des prestations de retraite gagnées et des charges reliées au régime d'assurances collectives du personnel sont comptabilisés par le biais du résultat net et se composent du coût des services courants, du coût des services passés et des intérêts nets sur les passifs nets reliés aux régimes.

Les réévaluations des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs comprennent les gains et pertes actuariels des régimes ainsi que l'écart entre le rendement réel des actifs des régimes de retraite et le rendement prévu à l'exclusion des revenus d'intérêts. Les gains et pertes actuariels résultent des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations reliées aux régimes et des gains ou des pertes d'expérience sur ces mêmes obligations. Les réévaluations des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs sont comptabilisées à l'autre élément du résultat global et sont présentées distinctement dans l'état des variations de l'actif net.

2.11 CAPITAL-ACTIONS

Les actions de catégorie A du Fonds sont rachetables au gré du détenteur, sujet à certaines conditions, et elles sont classées à l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- elles accordent au porteur le droit à une quote-part de l'actif net du Fonds en cas de liquidation de celui-ci;
- elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments du Fonds;
- elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- à l'exception de l'obligation contractuelle pour le Fonds de racheter ou de rembourser l'instrument contre de la trésorerie ou un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à l'entité; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en instruments de capitaux propres du Fonds;
- le total des flux de trésorerie attendus, attribuables aux actions sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur la variation de l'actif net.

Les émissions et les rachats d'actions sont comptabilisés comme des transactions portant sur l'actif net. Le montant reçu en contrepartie de l'émission d'actions est inclus au capital-actions. Les rachats d'actions sont comptabilisés lorsque les demandes sont approuvées en vertu des critères de rachat à la valeur de rachat en cours, et les actions sont décomptabilisées sur la base du coût moyen.

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation au cours de l'exercice.

2.12 DEVISE FONCTIONNELLE ET CONVERSION DE DEVISES

Le dollar canadien constitue la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation du Fonds. Les transactions en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur aux dates des transactions. Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les écarts de conversion sont présentés sous les postes « Gains (pertes) réalisés et non réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements » à l'état du résultat global.

2.13 CONSTATATION DES PRODUITS

Dividendes et distributions

Les dividendes non cumulatifs et les distributions sont comptabilisés à la date de leur déclaration et les dividendes cumulatifs sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagement.

Intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes ou escomptes selon cette méthode est comptabilisé sous intérêts.

Gains et pertes réalisés et non réalisés

Les gains et les pertes réalisés résultant de la cession d'investissements en capital de développement et autres investissements, incluant les instruments financiers dérivés, sont comptabilisés au moment de la vente et présentés sous le poste « Gains (pertes) réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements » à l'état du résultat global et correspondent à l'écart entre le produit de cession et le coût, déterminé selon la méthode du coût moyen. Tous les gains et les pertes non réalisés résultant des évaluations à la juste valeur des instruments financiers sont comptabilisés au moment de leur évaluation à la juste valeur et présentés sous le poste « Gains (pertes) non réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements ».

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.14 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le Fonds est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son résultat. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable.

La charge d'impôts sur le résultat comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le résultat sont comptabilisés au résultat net, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés directement sous l'autre élément du résultat global; en pareils cas, les impôts sont comptabilisés directement au net de l'autre élément du résultat global.

Les impôts exigibles correspondent au montant des impôts payables sur le résultat imposable de l'exercice, calculé selon les taux d'impôts adoptés ou quasi adoptés à la clôture de l'exercice de présentation de l'information financière et tout ajustement des impôts à payer à l'égard des exercices antérieurs.

Les impôts différés sont reliés aux différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers. Les impôts différés sont calculés sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôts et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de la présentation de l'information financière et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif relié aux impôts différés sera réalisé ou le passif relié aux impôts différés sera réglé. Un actif relié aux impôts différés est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Pour l'impôt fédéral, le Fonds peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions ou à des virements des résultats nets non distribués au capital-actions. Aux fins de l'impôt provincial, les gains en capital ne sont pas imposables.

Le Fonds se considère en substance exempté de l'impôt fédéral et provincial sur les résultats reliés aux gains en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun passif relié aux impôts différés relativement aux gains ou pertes non réalisés sur les investissements ni d'actif relié aux impôts différés équivalents relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux reliés aux impôts en main remboursables au titre des gains en capital.

2.15 NORMES COMPTABLES NOUVELLEMENT ENTRÉES EN VIGUEUR

Le 1^{er} juin 2018, le Fonds a adopté la norme comptable IFRS 9, *Instruments financiers* et la norme comptable IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*.

IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IFRS 9 remplace les directives de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme entraîne de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers, à la dépréciation des instruments financiers et des exigences relatives à la comptabilité de couverture. Le classement devra être en fonction du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. L'IFRS 9 comprend également des directives s'appliquant au classement et à l'évaluation des passifs financiers ainsi qu'un nouveau modèle de pertes attendues pour déterminer quand il faut comptabiliser une dépréciation à l'égard des instruments financiers. Il introduit également de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture qui auront pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Le Fonds n'applique pas la comptabilité de couverture.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*

L'IFRS 15 remplace les normes IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et IAS 11, *Contrats de construction*. La norme établit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats avec des clients à l'exception de ceux qui sont compris dans le champ d'application d'autres normes telles que les instruments financiers et les contrats de location. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme fournit aussi davantage de directives relativement à certains types de transactions et se traduira par une divulgation accrue de renseignements sur les produits.

L'adoption de la norme IFRS 9 et de la norme IFRS 15 le 1^{er} juin 2018, n'a eu aucune incidence sur les bilans, les états du résultat global et les états des variations de l'actif net des présents états financiers.

2.16 NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ADOPTÉES

À la date d'autorisation de ces états financiers, de nouvelles normes ont été publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB), mais ne sont pas encore en vigueur. L'information sur celle qui est susceptible d'être pertinente pour les états financiers du Fonds est fournie ci-après.

IFRS 16, Contrats de location

L'IFRS 16, publiée en février 2016, précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins, ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, *Contrats de location*, et la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement reste la même. La direction du Fonds a complété son évaluation de l'impact de cette norme sur ces états financiers et a conclu que l'adoption de celle-ci n'aura pas d'incidence matérielle sur ses états financiers. Cette norme entrera en vigueur à compter de son exercice débutant le 1^{er} juin 2019.

3 HYPOTHÈSES, ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige l'utilisation d'estimations comptables et le recours au jugement lors de l'application des méthodes comptables. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. La direction estime que les hypothèses sous-jacentes sont appropriées et que les états financiers du Fonds présentent par conséquent une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats. Les paragraphes suivants présentent une analyse des jugements et estimations comptables les plus importants établis par le Fonds aux fins de la préparation des états financiers.

3.1 ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR DES TITRES NON COTÉS SUR UN MARCHÉ ACTIF ET DES DÉRIVÉS

La *Politique d'évaluation des investissements en capital de développement* (la Politique) adoptée par le conseil d'administration du Fonds énonce les principes appliqués par celui-ci pour établir la juste valeur de ses investissements sur une base continue. La direction des Finances voit au respect de la Politique, à son application et propose les modifications pouvant être requises.

Le Fonds doit émettre des hypothèses et utiliser des estimations lorsqu'il évalue la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif. Des jugements importants sont posés dans les choix de techniques d'évaluation et dans les hypothèses retenues à l'intérieur de ces techniques d'évaluation. Conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers, le Fonds a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable.

Afin d'évaluer la juste valeur des instruments financiers conformément aux principes d'évaluation adoptés par le Fonds, l'équipe d'évaluateurs du Fonds, laquelle est composée d'employés du Module des finances ainsi que du Module analyse financière, redressement, registrariat, conseils juridiques et immeubles, effectue semestriellement le suivi de la performance des sociétés composant son portefeuille et est constamment à la recherche d'informations relatives aux affaires et aux activités des sociétés prises en considération dans le processus d'évaluation. Les évaluateurs effectuent, le cas échéant, le suivi des données sur les sociétés comparables, des résultats de transactions récentes et des notations d'instruments et de société similaires.

Dans la mesure du possible, les modèles font appel à des données observables. La juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation.

3 HYPOTHÈSES, ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES (SUITE)

3.1 ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR DES TITRES NON COTÉS SUR UN MARCHÉ ACTIF ET DES DÉRIVÉS (SUITE)

L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part des évaluateurs du Fonds afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information possible dans les circonstances. Le Fonds considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché visé. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément à la Politique, toute information pertinente concernant les évaluations à la juste valeur est soumise à un comité d'évaluation indépendant dont la majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants du Fonds. Ce comité passe en revue les informations et fait rapport au comité d'audit avant la publication des états financiers annuels ou intermédiaires. Le président-directeur général ainsi que la direction des Finances signent une attestation concernant l'évaluation des investissements en capital de développement qui est déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers. Cette attestation confirme notamment le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille des investissements en capital de développement.

3.2 ÉVALUATION DES PASSIFS NETS RELIÉS AUX AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le Fonds doit émettre des hypothèses pour l'utilisation de données statistiques et d'autres paramètres visant à évaluer les passifs nets reliés aux régimes de retraite et d'assurances collectives. Ces hypothèses incluent, entre autres, le taux d'actualisation des obligations de retraite et assurances collectives et du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, le taux attendu d'augmentation des salaires ainsi que la table d'espérance de vie utilisée.

Dans des circonstances où les hypothèses actuarielles s'avéraient significativement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter une modification substantielle du montant du coût des régimes porté au résultat net et à l'autre élément du résultat global ainsi que des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs présentés aux bilans. Une firme d'experts indépendants procède à l'établissement de la juste valeur de ces passifs nets.

4 RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Les informations sur la gestion des risques financiers font partie intégrante de ces états financiers. Elles sont présentées en détail dans la section intitulée « Gestion des risques » du rapport de gestion qui est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet (www.fondaction.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

5 DÉBITEURS ET AUTRES ACTIFS

(en milliers de dollars)	31 MAI 2019	31 MAI 2018
	\$	\$
Sommes à recevoir sur cession d'investissements en capital de développement et autres investissements	3 645	3 673
Dividendes et intérêts courus d'investissements en capital de développement et autres investissements	9 554	8 061
Impôt en main remboursable	13 726	2 474
Autres	1 989	1 665
Total	28 914	15 873

6 AUTRES INVESTISSEMENTS

Le *Relevé des autres investissements* (non audité), qui énumère le détail des titres détenus, est présenté distinctement de ces états financiers et est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet (www.fondaction.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

(en milliers de dollars)	31 MAI 2019			31 MAI 2018		
	Coût	Plus-value non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Titres à échéance non déterminée						
Actions, parts et autres titres de participation	747 246	8 384	755 630	612 933	34 945	647 878
Titres à échéance déterminée						
Obligations						
Gouvernements	210 696	6 697	217 393	200 511	(1 375)	199 136
Institutions financières	16 247	416	16 663	17 529	(107)	17 422
Sociétés	25 216	1 364	26 580	29 779	230	30 009
	252 159	8 477	260 636	247 819	(1 252)	246 567
Instrument financiers dérivés ¹	—	3 141	3 141	—	2 765	2 765
Marché monétaire						
Gouvernements	2 058	—	2 058	2 410	—	2 410
Institutions financières	4 373	—	4 373	4 357	—	4 357
	6 431	—	6 431	6 767	—	6 767
	258 590	11 618	270 208	254 586	1 513	256 099
Total des autres investissements²	1 005 836	20 002	1 025 838	867 519	36 458	903 977

1. Au 31 mai 2019, les actifs reliés aux instruments financiers dérivés s'élevaient à 3,1 M\$ (2,8 M\$ au 31 mai 2018) et sont présentés avec les autres investissements. Les passifs reliés aux instruments financiers dérivés s'élevaient à 4,9 M\$ (4,8 M\$ au 31 mai 2018) et sont présentés sous le poste « Crédeurs et autres passifs » (note 15).

2. Au 31 mai 2019, les autres investissements incluent des titres libellés en dollars américains, d'une juste valeur de 55,8 M\$ (50,2 M\$ au 31 mai 2018).

6 AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

RÉPARTITION DES AUTRES INVESTISSEMENTS PAR ÉCHÉANCE

Obligations

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
31 MAI 2019					
Valeur nominale	8 741	89 330	70 015	71 609	239 695
Juste valeur	8 766	90 458	76 394	85 018	260 636
Taux moyen effectif (%)	1,99 %	2,03 %	2,21 %	2,56 %	2,24 %
Taux moyen nominal (%)	2,57 %	2,41 %	3,62 %	3,99 %	3,24 %
31 MAI 2018					
Valeur nominale	955	88 120	79 024	72 448	240 547
Juste valeur	955	87 045	78 633	79 934	246 567
Taux moyen effectif (%)	1,57 %	2,51 %	2,87 %	3,04 %	2,78 %
Taux moyen nominal (%)	1,71 %	2,12 %	3,15 %	4,04 %	3,04 %

Marché monétaire

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Moins de 1 an	1 an et plus	Total
	\$	\$	\$
31 MAI 2019			
Juste valeur	6 431	—	6 431
Taux moyen effectif (%)	1,70 %	—	1,70 %
31 MAI 2018			
Juste valeur	5 605	1 162	6 767
Taux moyen effectif (%)	1,29 %	1,35 %	1,30 %

Instruments financiers dérivés

(en milliers de dollars)	Moins de 1 an	1 an et plus	Total
	\$	\$	\$
31 MAI 2019			
Juste valeur			
Contrats à terme sur taux d'intérêt se référant à un montant nominal total de 389,8 M\$	(314)	—	(314)
Contrat de change en devise américaine se référant à un montant nominal de 173,5 M\$	(1 454)	—	(1 454)
31 MAI 2018			
Juste valeur			
Contrats à terme sur taux d'intérêt se référant à un montant nominal total de 356,7 M\$	(322)	—	(322)
Contrat de change en devise américaine se référant à un montant nominal de 192,6 M\$	(1 712)	—	(1 712)

7 INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Le Relevé du coût des investissements en capital de développement, accompagné d'un rapport de l'auditeur indépendant, fournit le détail des investissements réalisés. Il est présenté distinctement des états financiers audités et est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet (www.fondaction.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).

(en milliers de dollars)	31 MAI 2019			31 MAI 2018		
	Coût	Plus-value (moins-value) non-réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value (moins-value) non-réalisée	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Non garantis						
Actions participantes	631 450	119 603	751 053	581 123	135 753	716 876
Actions non participantes	155 212	(3 450)	151 762	152 318	(9 764)	142 554
Prêts et avances	260 019	(4 862)	255 157	205 625	(3 207)	202 418
	1 046 681	111 291	1 157 972	939 066	122 782	1 061 848
Garantis						
Prêts et avances	9 667	(3 633)	6 034	8 518	(3 336)	5 182
	1 056 348	107 658	1 164 006	947 584	119 446	1 067 030

Au 31 mai 2019, les investissements en capital de développement incluent des titres libellés en dollars américains, d'une juste valeur de 47,1 M\$ (109,6 M\$ au 31 mai 2018).

Les ententes d'investissements peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat. Le Fonds peut exercer ces options et procéder à des échanges non monétaires d'instruments financiers dans le cours normal de ses activités.

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE ET TAUX MOYENS EFFECTIFS DES PRÊTS ET AVANCES

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Taux variables		Taux fixes			Total	Total
	Total	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
31 MAI 2019							
Non garantis	19 211	14 893	130 212	90 841	235 946	255 157	
Taux moyen effectif (%)	7,36 %	3,43 %	8,58 %	9,67 %			
Garantis	—	2 421	1 190	2 423	6 034	6 034	
Taux moyen effectif (%)	—	4,46 %	9,37 %	6,50 %			
31 MAI 2018							
Non garantis	15 494	28 750	118 502	39 672	186 924	202 418	
Taux moyen effectif (%)	8,63 %	7,46 %	9,36 %	8,46 %			
Garantis	174	721	3 295	992	5 008	5 182	
Taux moyen effectif (%)	3,85 %	3,26 %	7,25 %	7,50 %			

Certains prêts et avances portent, en plus du rendement à taux fixe, un rendement à taux variable selon des indicateurs de rendement.

Les encaissements en capital prévus au cours des douze prochains mois sont de 56,8 M\$ (34,0 M\$ au 31 mai 2018).

7 INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (SUITE)

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ET DES ENGAGEMENTS FINANCIERS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers de dollars)	Manufacturier et primaire	Services et commerce	Technologies avancées	Fonds diversifiés/ EQPC ¹	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
31 MAI 2019					
Investissements, au coût	177 961	392 671	157 883	327 833	1 056 348
Plus-value (moins-value) non réalisée	(23 172)	20 839	40 241	69 750	107 658
	154 789	413 510	198 124	397 583	1 164 006
Garanties et cautionnements	—	4 800	—	—	4 800
Engagements ²	4 385	39 440	66 182	172 067	282 074
Risque maximal	159 174	457 750	264 306	569 650	1 450 880
31 MAI 2018					
Investissements, au coût	224 138	374 913	142 896	205 637	947 584
Plus-value (moins-value) non réalisée	(5 487)	13 764	30 786	80 383	119 446
	218 651	388 677	173 682	286 020	1 067 030
Garanties et cautionnements	—	4 800	—	—	4 800
Engagements ²	3 300	35 436	55 798	98 772	193 306
Risque maximal	221 951	428 913	229 480	384 792	1 265 136

1. Entreprises publiques québécoises à petite capitalisation.

2. Les engagements représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes sont réservées à même les autres investissements. Ces sommes peuvent généralement être exigées à quelques jours d'avis, dans la mesure où les conditions prévues aux ententes sont respectées. Dans les faits, ceux-ci sont déboursés par tranche sur une durée pouvant aller jusqu'à dix ans dans le cas des fonds d'investissement qui constituent la majorité des engagements au 31 mai 2019 et 2018.

8 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers du Fonds sont comptabilisés à leur juste valeur. Cette dernière est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs est établie selon des techniques d'évaluation appropriées. Le Fonds a classé ses instruments financiers selon la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données d'entrée utilisées dans la détermination de la juste valeur. La hiérarchie se compose des trois niveaux suivants :

Niveau 1 : justes valeurs basées sur les cours d'un marché actif pour un instrument identique;

Niveau 2 : justes valeurs fondées sur les cours de marché pour un instrument semblable ou basées sur des techniques d'évaluation dont toutes les données d'entrée importantes sont fondées sur des informations de marché observables; et,

Niveau 3 : justes valeurs basées sur des techniques reconnues d'évaluation dont les données d'entrée importantes ne sont pas entièrement fondées sur des informations de marché observables.

Le classement de l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité dans un des niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur doit être déterminé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance par rapport à l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité.

EXPLICATIONS SUR LES TRANSFERTS

Les transferts entre niveaux sont réputés s'être produits lorsque l'information sous-jacente ou les cours utilisés pour l'évaluation des actifs ou des passifs deviennent plus ou moins dépendants de données de marché observables, tel qu'il est précédemment indiqué dans la détermination des niveaux 1, 2 et 3 de la hiérarchie des justes valeurs du Fonds.

Les transferts entre niveaux de la hiérarchie des justes valeurs, aux fins de préparation des tableaux présentés ci-dessous, sont réputés s'être produits à l'ouverture de l'exercice visé.

Les tableaux suivants présentent les actifs et passifs financiers du Fonds qui sont mesurés à la juste valeur, à l'aide de techniques d'évaluation :

(en milliers de dollars)	31 MAI 2019				31 MAI 2018			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Investissements en capital de développement (note 7)								
Actions participantes	172 131	44 913	534 009	751 053	164 036	46 827	506 013	716 876
Actions non participantes	—	—	151 762	151 762	—	—	142 554	142 554
Prêts et avances non garantis	—	—	255 157	255 157	—	—	202 418	202 418
Prêts et avances garantis	—	—	6 034	6 034	—	—	5 182	5 182
Autres investissements (note 6)								
Actions, parts et autres titres de participations	55 294	700 336	—	755 630	50 030	597 848	—	647 878
Obligations	—	260 636	—	260 636	—	246 567	—	246 567
Instruments financiers dérivés	—	3 141	—	3 141	—	2 765	—	2 765
Marché monétaire	—	6 431	—	6 431	—	6 767	—	6 767
Sommes à recevoir sur cession d'investissements en capital de développement et autres investissements (note 5)	—	3 645	—	3 645	—	3 673	—	3 673
Sommes à payer sur acquisitions d'autres investissements (note 15)	—	(1 496)	—	(1 496)	—	(53)	—	(53)
Instruments financiers dérivés (note 15)	—	(4 909)	—	(4 909)	—	(4 799)	—	(4 799)
	227 425	1 012 697	946 962	2 187 084	214 066	899 595	856 167	1 969 828

Aucun instrument financier n'a été transféré entre les niveaux 1 et 2 au cours des exercices terminés les 31 mai 2019 et 31 mai 2018.

8 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert affectant le niveau 3. Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre le solde au début et à la fin de l'exercice du niveau 3 :

(en milliers de dollars)	Actions		Prêts et avances		Total
	participantes	non participantes	garantis	non garantis	
	\$	\$	\$	\$	\$
31 MAI 2019					
Juste valeur au début	506 013	142 554	5 182	202 418	856 167
Acquisitions	110 997	11 820	3 466	131 953	258 236
Dispositions	(150 048)	(8 659)	(2 344)	(82 344)	(243 395)
Intérêts et distributions capitalisés	—	—	308	2 649	2 957
Gains (pertes)					
Réalisés	61 042	(267)	(280)	2 135	62 630
Non réalisés	6 005	6 314	(298)	(1 654)	10 367
Juste valeur à la fin	534 009	151 762	6 034	255 157	946 962
31 MAI 2018					
Juste valeur au début	450 807	124 460	5 558	185 936	766 761
Acquisitions	93 429	21 315	2 377	71 703	188 824
Dispositions	(105 266)	(1 000)	(5 117)	(51 037)	(162 420)
Intérêts et distributions capitalisés	—	—	1 491	1 210	2 701
Gains (pertes)					
Réalisés	44 033	(2 000)	(758)	(2 336)	38 939
Non réalisés	23 010	(221)	1 631	(3 058)	21 362
Juste valeur à la fin	506 013	142 554	5 182	202 418	856 167

La plus-value non réalisée liée aux investissements en capital de développement détenus au 31 mai 2019, pour lesquels il y a des données d'entrée importantes qui ne sont pas toutes fondées sur des informations de marchés observables (niveau 3), a augmenté de 30,2 M\$ (29,1 M\$ au 31 mai 2018).

UTILISATION DES DONNÉES NON OBSERVABLES POUR ÉVALUER LES INSTRUMENTS FINANCIERS DE NIVEAU 3

Les instruments financiers de niveau 3 sont évalués à la juste valeur selon des techniques et modèles d'évaluation qui incorporent des hypothèses importantes provenant de données non observables sur le marché. Le tableau suivant présente les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (NIVEAU 3)

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)		Juste valeur (\$)		Données non observables	Intervalle de valeurs des données (moyenne pondérée)	
Description	Technique(s) d'évaluation	31 MAI 2019	31 MAI 2018		31 MAI 2019	31 MAI 2018
Investissements en capital de développement						
Actions participantes et parts non cotées	Capitalisation des flux monétaires	109 473	87 762	Taux de capitalisation	7,9 %-12,6 % (8,8 %)	6,8 %-12,2 % (9,5 %)
				% de BAIIA ¹	3,2 %-25,9 % (19,3 %)	2,7 %-30,3 % (16,4 %)
	Actif net redressé	347 752	311 536	Actif net redressé	s. o. ²	s. o. ²
	Transactions récentes	39 619	42 807	—	—	—
	Autres ³	37 165	63 908	—	—	—
Actions non participantes, prêts et avances	Actualisation des flux monétaires	336 217	295 045	Taux de rendement exigé	0,0 %-20,0 % (7,9 %)	5,0 %-20,0 % (7,1 %)
				Actif net redressé	2 081	6 467
	Transactions récentes	54 749	24 243	—	—	—
	Autres ³	19 906	24 399	—	—	—
			946 962	856 167		

1. En raison des tailles très variées des entreprises composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en termes de pourcentage du BAIIA sur les ventes.
2. Puisque les redressements effectués à l'actif net sont de nature très différente selon les investissements, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net redressé.
3. Les autres techniques d'évaluation regroupent principalement les méthodes de valeur de transaction escomptée, de l'offre d'achat, de l'offre d'achat escomptée, de multiple de BAIIA, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

8 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

SENSIBILITÉ DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS CLASSÉS DANS LE NIVEAU 3

Des analyses de sensibilité ont été produites pour les instruments financiers évalués selon les techniques de la capitalisation des flux monétaires et de l'actualisation des flux monétaires. Ces techniques d'évaluation sont celles où le jugement de l'évaluateur qualifié du Fonds revêt une importance significative dans l'établissement de la juste valeur.

Les techniques d'évaluation de l'actif net redressé, de transactions récentes et de la valeur de rachat ne se prêtent pas à l'analyse de sensibilité, étant donné l'absence ou le peu d'hypothèses sous-jacentes utilisées pour déterminer la juste valeur. Parmi ces techniques, celle de l'actif net redressé est la plus utilisée. Dans la majeure partie des cas, elle est utilisée pour l'établissement de la juste valeur des parts détenues dans des fonds d'investissement. Cette juste valeur repose essentiellement sur la quote-part de l'avoir des commanditaires selon les derniers états financiers audités de ces fonds, ajustée des résultats intermédiaires et des transactions subséquentes réalisées jusqu'à la date d'évaluation.

Dans une moindre mesure, le Fonds utilise d'autres méthodes d'évaluation où le jugement de l'évaluateur est mis à contribution et où certaines hypothèses sont employées soit principalement, la valeur de transaction escomptée, de l'offre d'achat, de l'offre d'achat escomptée, de multiple de BAIIA, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation. Ces techniques sont utilisées pour évaluer des instruments financiers d'une juste valeur combinée de 52,6 M\$ au 31 mai 2019 (83,8 M\$ au 31 mai 2018) et ainsi la direction juge qu'il n'est pas pertinent d'effectuer des analyses de sensibilité sur ces techniques d'évaluation.

Pour les actions non participantes, prêts et avances, nos analyses de sensibilité nous amènent à conclure qu'une variation du taux de rendement exigé de $\pm 0,5\%$ entraînerait une variation de la juste valeur non significative en regard du résultat net et du total des actifs et passifs.

Bien que le Fonds juge que les évaluations à la juste valeur sont appropriées, pour les actions et parts non cotées évaluées selon la méthode de la capitalisation des flux monétaires, le recours à des variables différentes liées à la marge de BAIIA caractéristique et au taux de capitalisation entraînerait une augmentation ou une diminution de la juste valeur qui pourrait être significative selon les cas.

En pratique, les évaluateurs qualifiés du Fonds déterminent un intervalle de valeurs plausibles pour chacun des titres évalués et le milieu de la fourchette est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. Ainsi, le bas de l'intervalle est le reflet du pire scénario et le haut, le reflet du meilleur scénario pour un investissement donné. Cette pratique constitue la façon la plus répandue d'estimer l'impact financier de la substitution des principales hypothèses par d'autres hypothèses raisonnablement acceptables.

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2019, l'écart entre le haut et le bas de la fourchette de valeurs acceptables par rapport à la valeur moyenne est de l'ordre de 3,5 % (5,2 % au 31 mai 2018). Le Fonds est d'avis que cette variation de la valeur des actions et parts non cotées est théorique et improbable, car la diversification du portefeuille en termes notamment de secteurs d'activité, de maturité et de taille fait en sorte que la valeur des investissements n'évolue pas de façon unidirectionnelle. Le Fonds n'a donc pas recours à cette variable pour estimer l'incidence de l'utilisation d'hypothèses alternatives sur la juste valeur des actions et parts non cotées évaluées par le biais de la méthode de la capitalisation des flux monétaires. Le Fonds a établi que l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement plausibles n'entraînerait pas de justes valeurs significativement différentes.

9 PARTICIPATIONS DANS LES FILIALES ET DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, le Fonds a déterminé qu'il détient le contrôle, le contrôle conjoint ou qu'il exerce une influence notable sur le nombre suivant de sociétés en exploitation et d'entités d'investissement :

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	31 MAI 2019		31 MAI 2018	
	Nombre	Juste valeur	Nombre	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Filiales				
Sociétés en exploitation	2	51 083	3	56 114
Entités d'investissement	8	70 948	5	36 551
Entreprises associées				
Sociétés en exploitation	25	238 314	25	188 339
Entités d'investissement	2	22 147	1	23 535

L'établissement principal des filiales, des coentreprises et des entreprises associées est principalement au Québec. Le pourcentage des titres de participation détenus par le Fonds (directement ou indirectement) dans les filiales est généralement de plus de 50 %, dans les coentreprises il est de 50 % et il se situe de 20 % à 50 % pour les entreprises associées. Les sociétés en exploitation sont exploitées activement et les entités d'investissement fournissent des services de gestion d'investissements avec l'objectif de générer des revenus de différentes natures. Dans certaines circonstances, il y a des conditions qui pourraient limiter la capacité d'une filiale à transférer des montants au Fonds tels que le respect de certains ratios ou l'approbation d'un versement par une autre institution financière ou d'autres actionnaires.

10 INFORMATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut des opérations avec des parties liées qui sont des filiales et entreprises associées. Plusieurs investissements en capital de développement sont considérés comme des parties liées compte tenu du niveau et de la nature de l'investissement. Les opérations consistent, essentiellement, en des produits d'intérêts, de dividendes, de distributions sur les investissements et de certains revenus, notamment de loyer.

FILIALES

(en milliers de dollars)

Bilans	31 MAI 2019	31 MAI 2018
	\$	\$
Actif		
Investissements en capital de développement	122 031	92 665
Intérêts, dividendes ou revenus de loyer à recevoir	120	1 079
Engagements	58 745	28 324

États du résultat global	Exercices terminés les 31 mai	
	2019	2018
	\$	\$
Produits d'intérêts, de dividendes et de distributions	381	758
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement	8 629	(2 141)
Produits de location de bâtiment et autres produits	299	187

ENTREPRISES ASSOCIÉES

(en milliers de dollars)

Bilans	31 MAI 2019	31 MAI 2018
	\$	\$
Actif		
Investissements en capital de développement	260 461	211 874
Intérêts, dividendes ou revenus de loyer à recevoir	1 916	167
Garanties et cautionnements	4 800	4 800
Engagements	27 246	13 979

États du résultat global	Exercices terminés les 31 mai	
	2019	2018
	\$	\$
Produits d'intérêts, de dividendes et de distributions	2 666	752
Gains sur investissements en capital de développement	10 540	37 867
Produits de location de bâtiment et autres produits	1 567	405

11 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les tableaux qui suivent présentent l'évolution du coût et du cumul des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles :

(en milliers de dollars)	Terrains	Bâtiments	Mobilier et équipement de bureau	Matériel informatique	Total immobilisations corporelles	Logiciels	Développement informatique	Total immobilisations incorporelles	Total immobilisations corporelles et incorporelles
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
31 MAI 2019									
Coût	5 037	14 324	3 509	3 622	26 492	2 577	7 470	10 047	36 539
Cumul des amortissements	—	(8 315)	(2 638)	(2 862)	(13 815)	(1 972)	(2 144)	(4 116)	(17 931)
Valeur comptable nette	5 037	6 009	871	760	12 677	605	5 326	5 931	18 608
Variation de l'exercice									
Valeur comptable nette au début	5 037	10 544	895	830	17 306	323	5 301	5 624	22 930
Acquisitions	—	30	127	308	465	480	751	1 231	1 696
Dotation aux amortissements ²	—	(4 565)	(151)	(378)	(5 094)	(198)	(726)	(924)	(6 018)
Valeur comptable nette à la fin	5 037	6 009	871	760	12 677	605	5 326	5 931	18 608
31 MAI 2018									
Coût	5 037	14 327	3 381	3 315	26 060	2 097	6 718	8 815	34 875
Cumul des amortissements	—	(3 783)	(2 486)	(2 485)	(8 754)	(1 774)	(1 417)	(3 191)	(11 945)
Valeur comptable nette	5 037	10 544	895	830	17 306	323	5 301	5 624	22 930
Variation de l'exercice									
Valeur comptable nette au début	2 000	6 641	650	1 021	10 312	280	4 312	4 592	14 904
Acquisitions	—	60	396	195	651	179	1 585	1 764	2 415
Reclassement de l'immeuble de placement ¹	3 410	6 373	—	—	9 783	—	—	—	9 783
Produit de la cession	(300)	—	—	—	(300)	—	—	—	(300)
Dotation aux amortissements ²	—	(2 530)	(151)	(386)	(3 067)	(136)	(596)	(732)	(3 799)
Perte sur cession	(73)	—	—	—	(73)	—	—	—	(73)
Valeur comptable nette à la fin	5 037	10 544	895	830	17 306	323	5 301	5 624	22 930

1 Au début de l'exercice précédent, l'un des deux immeubles détenus par le Fonds, qui était auparavant considéré comme un immeuble de placement, a été reclassé avec les immobilisations corporelles.

2 Au cours de l'exercice précédent, la durée d'utilité estimée du deuxième bâtiment a été révisée à la baisse à la suite de l'adoption d'un projet de reconstruction qui devait débiter au début du prochain exercice et qui a été suspendu. Le changement de durée d'utilité a généré une augmentation de la charge d'amortissement pour l'exercice de 4,0 M\$ (1,9 M\$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2018).

Au 31 mai 2019, tous les frais découlant des engagements liés à l'acquisition d'immobilisation qui avaient été contractés en lien avec le projet de reconstruction ont été constatés au résultat net. Il n'y avait aucun engagement au 31 mai 2018.

Aucune immobilisation corporelle et incorporelle n'a subi de perte de valeur au 31 mai 2019 (ni au 31 mai 2018).

Au cours des exercices terminés les 31 mai 2019 et 31 mai 2018, aucune immobilisation n'a été radiée.

12 FONDS RÉSERVÉS POUR GARANTIES ET CAUTIONNEMENTS CONSENTIS

Au 31 mai 2019, le Fonds a consenti des garanties d'un montant total de 4,8 M\$ (équivalent au 31 mai 2018), dans le cadre de cautions adossées à des prêts et à des marges de crédit d'exploitation octroyées à des sociétés dans lesquelles le Fonds a investi. Ces garanties ne peuvent être invoquées que dans le cas où une société ne respecterait pas ses obligations contractuelles. La durée habituelle de l'échéance de ces cautions, s'il y a lieu, est inférieure à un an.

Au 31 mai 2019, conformément à l'article 23 de la loi constitutive, des fonds de 2,4 M\$ (équivalent au 31 mai 2018) sont réservés à même les autres investissements, soit 50 % des garanties et cautionnements à cette date.

Au 31 mai 2019, aucun montant n'a été comptabilisé (ni au 31 mai 2018) dans les créiteurs à titre de provision pour perte découlant de ces cautionnements consentis.

13 ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est exposé à diverses actions et réclamations. Par conséquent, le Fonds comptabilise une provision à cet effet. Le Fonds prend les moyens pour assurer lorsque requis, sa défense et éviter de devoir déboursier le montant provisionné.

Le Fonds indemnise, contre des réclamations en dommages et intérêts liées à l'exercice de leurs fonctions, ses administrateurs, dirigeants et membres de comités ainsi que toute personne qui agit à sa demande à titre d'administrateur pour une entreprise dont Fondation est actionnaire ou créancier. Le Fonds a souscrit à une assurance responsabilité à cet effet.

14 MARGE DE CRÉDIT

Le Fonds dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 5,5 M\$, portant intérêt au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins et renouvelable annuellement au mois de novembre. Cette marge ne comporte aucune clause restrictive et elle n'a pas été utilisée au cours des exercices terminés les 31 mai 2019 et 2018.

15 CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS

(en milliers de dollars)	31 MAI 2019	31 MAI 2018
	\$	\$
Sommes à payer sur acquisition d'autres investissements	1 496	53
Provision pour éventualités	8 400	8 400
Autres charges à payer	8 597	9 300
Impôts sur le résultat	9 414	2 474
Instruments financiers dérivés (note 6)	4 909	4 799
	32 816	25 026

16 CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Actions de catégorie A en série

Nombre illimité d'actions et de fractions d'action de catégorie A, série 1 et série 2, donnant droit de recevoir tout dividende déclaré par le Fonds, participantes, avec droit de vote pour les actions et sans droit de vote pour les fractions d'action, avec droit d'élire trois représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, sans valeur nominale.

Les actions de catégorie A, série 1, et les actions de catégorie A, série 2, prennent rang également entre elles, à titre d'actions de cette catégorie, quant au paiement de dividendes, au partage de biens advenant la dissolution du Fonds, à sa liquidation, à la répartition des résultats nets ou à la distribution de tout ou d'une partie de son actif parmi les porteurs d'actions et, le cas échéant, au paiement de tout prix d'achat et de rachat. Le droit de vote qui s'y rattache s'exerce en une seule et même assemblée, sans égard à leurs séries respectives, et leurs porteurs peuvent être convoqués à cette assemblée, donner procuration et généralement y agir indistinctement, sauf lorsque la Loi, l'acte constitutif ou les règlements, le cas échéant, requièrent un vote séparé.

a) Actions de catégorie A, série 1

Les actions de catégorie A, série 1, ne peuvent être émises qu'à une personne physique qui demande leur transfert immédiat à un fiduciaire dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou tout autre régime enregistré reconnu par la Loi. Elles ne peuvent être détenues que dans le cadre d'un tel régime.

b) Actions de catégorie A, série 2

Les actions de catégorie A, série 2, ne seront émises qu'à des personnes qui ne demanderont pas leur transfert à un fiduciaire.

Actions de catégorie B

Nombre illimité d'actions et de fractions d'action de catégorie B, donnant droit de recevoir tout dividende déclaré par le Fonds, participantes, avec droit de vote pour les actions et sans droit de vote pour les fractions d'action, avec droit d'élire trois représentants au conseil d'administration. Les actions de catégorie B détenues par un fiduciaire pourront être échangées au gré de leur porteur ou du Fonds en actions de catégorie A, série 1, et les actions de catégorie B détenues par une personne physique pourront être échangées au gré de leur porteur ou du Fonds en actions de catégorie A, série 2, et ce, sur la base d'une action de catégorie B pour une action de catégorie A, série 1, ou, selon le cas, une action de catégorie A, série 2, sans valeur nominale.

Actions de catégorie G

Nombre illimité d'actions de catégorie G, sans droit de dividende, non participantes, sans droit de vote, non transférables, rachetables au gré du détenteur à une valeur égale au moindre de la valeur d'émission ou de la valeur aux livres. En cas de déficit, les détenteurs de ces actions assument en priorité, jusqu'à concurrence de la contrepartie versée sur ces actions, tout déficit et toute moins-value non matérialisée et, en cas de dissolution, de liquidation ou de toute autre cession totale ou partielle des biens du Fonds, ces actions confèrent à leurs détenteurs le droit d'être remboursés après que tous les détenteurs d'actions de catégories A et B ont été remboursés.

16 CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Actif net de catégorie A et séries d'actions

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)

	Série 1		Série 2		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
31 MAI 2019						
Actif net au début	164 075	1 939 118	2 703	31 947	166 778	1 971 065
Opérations sur le capital-actions						
Émissions d'actions	22 715	268 179	382	4 516	23 097	272 695
Rachats d'actions	(10 031)	(118 581)	(290)	(3 428)	(10 321)	(122 009)
Résultats de l'exercice						
Résultat global	—	59 547	—	939	—	60 486
	12 684	209 145	92	2 027	12 776	211 172
Actif net à la fin	176 759	2 148 263	2 795	33 974	179 554	2 182 237

31 MAI 2018						
Actif net au début	149 942	1 682 596	2 522	28 300	152 464	1 710 896
Opérations sur le capital-actions						
Émissions d'actions	23 115	262 873	413	4 666	23 528	267 539
Rachats d'actions	(8 982)	(102 357)	(232)	(2 648)	(9 214)	(105 005)
Résultats de l'exercice						
Résultat global	—	96 006	—	1 629	—	97 635
	14 133	256 522	181	3 647	14 314	260 169
Actif net à la fin	164 075	1 939 118	2 703	31 947	166 778	1 971 065

Aux 31 mai 2019 et 2018, aucune action de catégorie B et de catégorie G n'était émise.

VIREMENTS

Conformément à une décision prise lors de l'assemblée générale du 29 septembre 2007, le Fonds peut, de temps à autre, par simple résolution des administrateurs et sans autre formalité : i) augmenter ou réduire le montant du capital-actions émis et payé afférent aux actions de catégorie A, série 1, en circulation, sans distribution ni versement aux porteurs de ces actions, d'un montant ainsi ajouté au compte de capital-actions émis et payé ou déduit de ce dernier, selon le cas, ou ii) imputer tout surplus d'apports pour éliminer ou réduire le déficit.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2019 aucun virement n'a été approuvé par les administrateurs (ni au cours de l'exercice précédent).

SURPLUS D'APPORTS

Le surplus d'apports provient de l'excédent de la valeur moyenne du capital-actions émis sur le prix payé lors du rachat d'actions.

MODALITÉS DE RACHAT

Le Fonds doit racheter les actions de catégorie A dans les circonstances prévues par la Loi ou les acheter de gré à gré dans les circonstances exceptionnelles prévues dans la *Politique d'achat de gré à gré des actions de catégorie A* adoptée par le conseil d'administration du Fonds et approuvée par le ministre des Finances du Québec. Outre ces circonstances, une action ou une fraction d'action de catégorie A ne peut pas être rachetée.

Le prix de rachat des actions et des fractions d'action de catégorie A est fixé deux fois par année par le conseil d'administration sur la base de la valeur du Fonds au 31 mai et au 30 novembre.

17 INFORMATIONS RELATIVES AU CAPITAL

Le Fonds recueille du capital afin d'effectuer des investissements conformément à sa mission, tout en maintenant les liquidités requises pour répondre aux demandes de rachats présentées par les actionnaires. Le Fonds a comme politique de réinvestir tous les bénéfices générés par son opération et ne prévoit pas verser de dividendes à ses actionnaires. Le Fonds n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles qui régissent l'émission et le rachat de ses actions.

Les règles régissant l'émission et le rachat des actions sont présentées dans le prospectus déposé annuellement auprès de l'Autorité des marchés financiers. La *Loi sur les impôts* du Québec prévoit que le Fonds peut être appelé à payer une pénalité s'il achète de gré à gré au cours d'un même exercice, plus de 2 % du capital versé, certains critères d'achat étant exclus de ce calcul. Le Fonds a toujours respecté cette limite et entend continuer à le faire à l'avenir.

Aux 31 mai 2019 et 2018, le Fonds respectait l'ensemble des règles régissant l'émission et le rachat de ses actions.

NORME D'INVESTISSEMENT

La loi constituant Fondation prévoit qu'à chaque exercice financier, les investissements admissibles moyens doivent représenter au minimum un pourcentage de l'actif net moyen de l'année précédente du Fonds (Norme d'investissement). Pour l'année financière 2018-2019, ce pourcentage est de 64 % (63 % pour l'année financière 2017-2018).

Si le Fonds faisait défaut dans l'atteinte de ce pourcentage dans une année donnée, les émissions d'actions donnant droit aux crédits d'impôt pour l'exercice financier suivant seraient limitées à un pourcentage prescrit de la valeur totale des actions émises de l'exercice précédent, à l'exception des actions acquises par retenue sur le salaire et par les contributions de l'employeur prévues aux ententes conclues jusqu'à la fin de l'exercice précédent.

Le respect de cette norme est validé sur une base annuelle, au 31 mai de chaque année. Aux 31 mai 2019 et 2018, Fondation respectait la Norme d'investissement.

18 CHARGES OPÉRATIONNELLES

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2019	2018
	\$	\$
Traitements et charges sociales	29 505	24 412
Frais de communication aux actionnaires	1 100	1 023
Frais de fonctionnement	3 485	3 048
Frais de garde, registrariat et fiducie	577	556
Frais de publicité et d'information	2 348	2 560
Honoraires des gestionnaires externes	4 521	3 535
Frais d'occupation et loyer	4 018	1 910
Honoraires professionnels	3 868	2 529
Produits de location de bâtiment	(1 647)	(1 743)
Amortissements (note 11)	6 018	3 799
Perte sur cession d'immobilisations corporelles (note 11)	—	73
	53 793	41 702

19 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Le tableau suivant présente la composition de la rémunération des membres du conseil et de la haute direction (note 24).

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2019	2018
	\$	\$
Salaires et avantages du personnel à court terme	3 262	2 817
Avantages sociaux futurs	349	271
Rémunération du conseil d'administration	141	140
	3 752	3 228

La rémunération inclut tous les avantages du personnel. Les avantages du personnel désignent toutes les formes de contrepartie payées, payables ou fournies par l'entité ou au nom de celle-ci, en échange de services rendus à l'entité.

20 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2019	2018
	\$	\$
Exigibles	314	243
Différés	2 399	476
	2 713	719

Les impôts sur le résultat diffèrent du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition de base combiné (fédéral et provincial). Cet écart est expliqué de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2019	2018
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 50,33 % (49,5 % en 2018)	38 528	49 539
Dividendes non imposables	(9 094)	(8 437)
Partie non imposable ou non déductible sur le gain ou la perte en capital et sur les gains ou pertes non réalisés	(14 119)	(29 834)
Écart de taux	1 535	(5 245)
Impôt en main remboursable	(12 866)	(4 455)
Renversement des pertes reportées des exercices antérieurs	—	(1 249)
Charges non déductibles et autres éléments	(1 271)	400
	2 713	719

Actifs d'impôts différés

Les éléments donnant lieu aux actifs d'impôts différés se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	31 MAI 2019	31 MAI 2018
	\$	\$
Avantage fiscal attribuable au report de pertes, échéant jusqu'en 2036	847	851
Frais d'émission d'actions	1 268	2 059
Avantages sociaux futurs	4 260	2 063
Immobilisations	661	1 411
Autres éléments	332	559
	7 368	6 943

Le Fonds est imposé selon des règles similaires à une société de placement à capital variable et, par conséquent, aux fins de la *Loi sur le revenu du Canada*, l'impôt fédéral exigible sur les gains en capital est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des résultats non distribués ou lors de rachats d'actions.

De plus, le Fonds a le statut de société privée et, par conséquent, une partie de l'impôt fédéral exigible sur ses revenus de placement est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des résultats non distribués. Au cours des exercices terminés les 31 mai 2019 et 2018, aucun montant n'a été appliqué en augmentation des impôts sur le résultat à recevoir.

Les impôts différés sur les gains ou pertes non réalisés ne sont pas présentés distinctement aux états financiers puisque ces impôts sont remboursables. Ils font l'objet d'une compensation avec les impôts en main remboursables futurs correspondants. Au 31 mai 2019, le montant des impôts compensés de la sorte s'élève à 17,9 M\$ (21,8 M\$ au 31 mai 2018).

20 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Au 31 mai 2019, le Fonds n'a aucune perte fiscale reportée au fédéral et 26,6 M\$ au provincial, pouvant servir à réduire le résultat imposable des exercices ultérieurs. Les pertes fiscales reportées au provincial expirent comme suit :

(en milliers de dollars)	PROVINCIAL
	\$
2028	1 780
2029	6 307
2030	6 385
2031	741
2032	8 313
2033	2 127
2036	905

21 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le Fonds possède deux régimes de retraite à prestations déterminées, dont un n'est pas capitalisé, et un régime d'avantages complémentaires de retraite. Le régime de retraite capitalisé est un régime à entités multiples dans lequel la juste valeur des actifs est répartie parmi les entités participantes au prorata de la valeur des obligations au titre des prestations constituées de chaque entité. Le Fonds a débuté un processus de retrait de celui-ci en date du 2 juin 2018 et il a entrepris des démarches afin de le remplacer par un régime dédié à Fondation qui offrira essentiellement les mêmes avantages à ses salariés participants et à ses retraités. Ce nouveau régime sera administré par un nouveau comité de retraite qui sera accompagné par divers professionnels externes indépendants.

Fondation n'assume aucune responsabilité envers les obligations des autres entités du régime à entités multiples. Lorsque toutes les étapes administratives et règlementaires reliées au retrait auront été franchies, le Fonds devra, avant de quitter le régime, combler sa juste part du déficit commun tel que fixée rétroactivement en date du 2 juin 2018, par le versement d'une cotisation spéciale actuellement estimée à 7,0 M\$. Cette juste part du déficit sera établie au prorata de la valeur de l'obligation au titre des prestations constituées de Fondation par rapport aux obligations combinées de toutes les entités participantes.

Les frais générés par le régime de retraite directement reliés à la décision de se retirer du régime à entités multiples, totalisant 0,4 M\$ au 31 mai 2019, ont été imputés directement au résultat net au moment où ils ont été encourus, soit entièrement au cours du premier semestre de l'exercice en cours.

21.1 PARTICULARITÉS DES RÉGIMES

Les régimes de retraite à prestations déterminées sont destinés à toutes les personnes salariées qui satisfont à certaines conditions. Les prestations de ces régimes sont fondées sur les années de service et sur les salaires de fin de carrière. Une évaluation de capitalisation et de solvabilité est produite chaque année, déterminant ainsi le niveau des cotisations que le Fonds doit verser au régime de retraite capitalisé.

Le calcul des obligations au titre des prestations constituées de ces régimes est basé sur des évaluations actuarielles complètes effectuées en date du 31 mai 2019 en ce qui concerne le régime non capitalisé et du 2 juin 2018 dans le cas du régime à entités multiples. Les actuaires indépendants ont recours à des extrapolations lorsque les dates des dernières évaluations actuarielles effectuées ne coïncident pas avec la date des états financiers présentés. Ces extrapolations demeurent fiables, même dans le contexte actuel, du fait que le nouveau régime en voie d'être créé offrira essentiellement les mêmes avantages à ses salariés participants et à ses retraités et pourra donc être considéré comme une extension du régime qui sera remplacé. La prochaine évaluation actuarielle complète devrait être effectuée en date du 31 décembre 2020.

Le régime d'assurances collectives est un régime non contributif d'assurance maladie, d'assurance vie ainsi que d'assurance dentaire, destiné aux mêmes personnes que celles des régimes de retraite. Les obligations au titre des prestations constituées de ce régime, évaluées par des actuaires indépendants, ont été extrapolées au 31 mai 2019, en se basant sur les données des évaluations actuarielles complètes effectuées en date du 31 mai 2017. La prochaine évaluation actuarielle complète sera effectuée au plus tard en date du 31 mai 2020.

Le régime de retraite non capitalisé et le régime d'assurances collectives ne sont pas enregistrés et ne sont donc pas soumis à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec*.

Les tableaux suivants présentent les composantes des passifs nets reliés aux avantages sociaux futurs aux 31 mai 2019 et 2018.

	EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2019						
	Régimes de retraite à prestations déterminées			Régime d'assurances collectives			Combinés
	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs des régimes	Total	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Total	Total
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	(62 760)	50 158	(12 602)	(9 841)	—	(9 841)	(22 443)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(3 793)	—	(3 793)	(1 046)	—	(1 046)	(4 839)
Effet de la liquidation	19 398	(19 832)	(434)	—	—	—	(434)
Produit (charge) d'intérêts	(1 658)	1 265	(393)	(332)	—	(332)	(725)
Incidence sur le résultat net	13 947	(18 567)	(4 620)	(1 378)	—	(1 378)	(5 998)
Réévaluations :							
Rendement des actifs des régimes net de l'intérêt sur les actifs	—	(4 175)	(4 175)	—	—	—	(4 175)
Perte découlant des changements dans les hypothèses financières	(3 954)	—	(3 954)	(730)	—	(730)	(4 684)
Perte découlant des changements dans les hypothèses démographiques	(4 955)	—	(4 955)	(1 395)	—	(1 395)	(6 350)
Perte liée à l'expérience	(966)	—	(966)	—	—	—	(966)
Incidence des réévaluations sur l'autre élément du résultat global	(9 875)	(4 175)	(14 050)	(2 125)	—	(2 125)	(16 175)
Cotisations :							
Du Fonds	—	2 743	2 743	—	128	128	2 871
Participants aux régimes	(968)	968	—	—	—	—	—
Prestations versées	795	(795)	—	128	(128)	—	—
	(173)	2 916	2 743	128	—	128	2 871
Solde à la fin	(58 861)	30 332	(28 529)	(13 216)	—	(13 216)	(41 745)

Les cotisations prévues aux régimes de retraite à prestations déterminées et au régime d'assurances collectives au cours du prochain exercice s'élèvent respectivement à 3,3 M\$ et 0,2 M\$.

21 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

21.1 PARTICULARITÉS DES RÉGIMES (SUITE)

(en milliers de dollars)	EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2018						
	Régimes de retraite à prestations déterminées			Régime d'assurances collectives			Combinés
	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs des régimes	Total	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	(55 426)	45 457	(9 969)	(8 532)	—	(8 532)	(18 501)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(4 103)	—	(4 103)	(1 012)	—	(1 012)	(5 115)
Coût des services passés	533	—	533	—	—	—	533
Produit (charge) d'intérêts	(1 917)	1 537	(380)	(292)	—	(292)	(672)
Incidence sur le résultat net	(5 487)	1 537	(3 950)	(1 304)	—	(1 304)	(5 254)
Réévaluations :							
Rendement des actifs des régimes net de l'intérêt sur les actifs	—	(11)	(11)	—	—	—	(11)
Perte découlant des changements dans les hypothèses financières	(561)	—	(561)	(115)	—	(115)	(676)
Perte liée à l'expérience	(1 038)	—	(1 038)	—	—	—	(1 038)
Incidence des réévaluations sur l'autre élément du résultat global	(1 599)	(11)	(1 610)	(115)	—	(115)	(1 725)
Cotisations :							
Du Fonds	—	2 927	2 927	—	110	110	3 037
Participants aux régimes	(1 049)	1 049	—	—	—	—	—
Prestations versées	801	(801)	—	110	(110)	—	—
	(248)	3 175	2 927	110	—	110	3 037
Solde à la fin	(62 760)	50 158	(12 602)	(9 841)	—	(9 841)	(22 443)

21.2 HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	31 MAI 2019		31 MAI 2018	
	Régimes de retraite	Régime d'assurances collectives	Régimes de retraite	Régime d'assurances collectives
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux d'actualisation	3,15 %	3,15 %	3,40 %	3,40 %
Taux d'indexation	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Taux d'augmentation des salaires	3,25 %	—	3,00 %	—
Table d'espérance de vie	CPM2014 pour secteur privé	CPM2014 pour secteur privé	CPM ajustée	CPM ajustée
Coûts constatés au titre des prestations constituées				
Taux d'actualisation	3,40 %	3,40 %	3,45 %	3,45 %
Taux d'indexation	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Taux d'augmentation des salaires	3,00 %	—	3,00 %	—
Table d'espérance de vie	CPM ajustée	CPM ajustée	CPM ajustée	CPM ajustée

Au 31 mai 2019, la durée moyenne de l'obligation au titre des prestations définies est de 26,3 années (22 ans au 31 mai 2018) pour les régimes de retraite et de 23,5 années (21 ans au 31 mai 2018) pour le régime d'assurances collectives.

21.3 ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies aux changements d'hypothèses indiquées. L'analyse de sensibilité a été faite en faisant varier chacune des hypothèses individuellement. En fonction des variations réelles observables dans le futur, il est fort possible que certaines de ces hypothèses soient corrélées, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence sur les obligations au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

(en milliers de dollars, sauf si autrement spécifié)	Variation de l'hypothèse	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
	%	\$	\$
Incidence sur l'obligation au titre des prestations définies (régimes de retraite)			
Taux d'actualisation	1	(12 374)	15 245
Taux d'indexation	1	2 758	(4 346)
Taux d'augmentation des salaires	1	3 844	(3 733)
Espérance de vie	10	(1 206)	981
Incidence sur l'obligation au titre des prestations d'assistance médicale postérieure à l'emploi (régime d'assurances collectives)			
Taux d'actualisation	1	(2 605)	3 597
Taux d'indexation	1	3 730	(2 735)
Espérance de vie	10	(498)	558

21 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

21.4 RÉPARTITION DES ACTIFS

La juste valeur des actifs des régimes a été répartie comme suit :

	31 MAI 2019	31 MAI 2018
	%	%
Actifs cotés en Bourse		
Actions canadiennes	15,2	16,9
Actions étrangères	23,8	26,0
Titres immobiliers mondiaux	4,0	3,9
Actifs non cotés en Bourse		
Obligations	33,5	31,7
Immobilier	14,7	13,3
Autres	8,8	8,2
	100,0	100,0

21.5 RISQUES ASSOCIÉS AUX AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Les principaux risques associés aux avantages sociaux futurs sont :

→ **Risque d'investissement**

L'obligation au titre des prestations constituées est calculée en utilisant un taux d'actualisation. Si les rendements des actifs de la caisse sont inférieurs à ce taux d'actualisation, un déficit sera créé.

→ **Risque de taux d'intérêt**

Une variation des taux obligataires affectera la valeur des obligations reliées aux avantages sociaux futurs.

→ **Risque de longévité**

Une amélioration plus importante de l'espérance de vie que celle prévue dans les tables utilisées augmentera la valeur des obligations reliées aux avantages sociaux futurs.

→ **Risque d'inflation**

Les obligations reliées aux avantages sociaux futurs sont calculées en considérant un certain niveau d'inflation. Une inflation réelle supérieure à celle anticipée aura pour effet d'augmenter la valeur de ces obligations.

21.6 RÉÉVALUATION DES PASSIFS NETS RELIÉS AUX AVANTAGES SOCIAUX FUTURS, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2019	2018
	\$	\$
Perte actuarielle découlant des avantages sociaux futurs	(16 175)	(1 725)
Impôts différés	2 824	—
	(13 351)	(1 725)

22 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Exercices terminés les 31 mai	
	2019	2018
	\$	\$
Variation des éléments hors caisse		
Débiteurs et autres actifs	(1 817)	(1 466)
Impôt en main remboursable	(11 252)	(2 474)
Créditeurs et autres passifs	(703)	180
Impôts sur le résultat	6 940	2 474
	(6 832)	(1 286)
Autres informations sur les éléments de trésorerie		
Intérêts reçus	22 727	24 867
Dividendes et distributions reçus	17 951	11 666

23 RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Le *Relevé du coût des investissements en capital de développement* (audité), le *Relevé des autres investissements* (non audité), ainsi que le *Répertoire de la quote-part de Fondation du coût des investissements effectués par les fonds partenaires ou spécialisés* (non audité), sont disponibles au siège social du Fonds, sur son site Internet au www.fondaction.com ou au www.sedar.com.

24 CHIFFRES COMPARATIFS

Les données comparatives présentées à la note 19 « Rémunération des principaux dirigeants » ont été ajustées à la baisse de 1,5 M\$ (4,7 M\$ à 3,2 M\$), afin de refléter les modifications apportées à la définition de haute direction.



RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

AU 31 MAI 2019

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT DU RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Aux administrateurs de Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (Fondation)

Opinion

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements en capital de développement de Fondation au 31 mai 2019 (le relevé).

À notre avis, le relevé ci-joint de Fondation au 31 mai 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du relevé » du présent rapport. Nous sommes indépendants de Fondation conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit du relevé au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Le relevé a été préparé pour permettre à Fondation de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement. En conséquence, il est possible que le relevé ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du relevé

La direction est responsable de la préparation du relevé conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de Fondation.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du relevé.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le relevé pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du relevé prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de Fondation.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 10 juillet 2019

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121501

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

au 31 mai 2019

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis		Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
1998							
Entreprises publiques québécoises à petite capitalisation (EQPC) (voir Annexe)	F et E	101 050 473	—	—	101 050 473	—	—
2000							
Systèmes Cliniques Visualmed inc.	T	32 611	—	—	32 611	—	—
Novacap II, s.e.c.	F et E	—	—	—	—	—	—
2001							
Filaction, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement de fonds communautaires	F et E	—	2 867 417	—	2 867 417	—	—
2002							
H ₂ O Innovation inc.	M	4 028 420	—	—	4 028 420	—	—
2003							
Fonds Vimac Milestone Medica Nord, s.e.c.	T	961 510	—	—	961 510	—	—
2004							
Gestion Édifice Bernard-Lamarre inc.	S	13	—	—	13	—	—
2005							
FIER Partenaires, s.e.c.	F et E	3 990 010	—	—	3 990 010	—	—
FIER Partenaires inc.	F et E	150	—	—	150	—	—
AV&R Vision & Robotiques inc.	T	1 350 000	—	—	1 350 000	—	—
Fonds Brightspark II, s.e.c.	T	3 637 788	—	—	3 637 788	—	—
Fonds immobilier Redbourne I, s.e.c.	S	350 282	—	—	350 282	—	—
2006							
Société en commandite AgeChem	T	2 985 052	—	—	2 985 052	—	—
SSQ, société de participation mutualiste inc.	S	—	—	900 000	900 000	—	—
Primatlantis capital, s.e.c.	S	1 271 407	—	—	1 271 407	—	—
Fiducie du Chantier de l'économie sociale	F et E	1	3 200 000	—	3 200 001	—	—
Viaction Assurance inc.	S	4 000 000	—	—	4 000 000	—	—
2007							
GO Capital, s.e.c.	T	1 287 054	—	—	1 287 054	—	—
Rho Canada capital de risque, s.e.c.	T	4 214 026	—	—	4 214 026	—	—
R & D Capital inc.	S	—	3 787 200	—	3 787 200	—	—
Fonds d'investissement iNovia II, s.e.c.	T	2 389 845	—	—	2 389 845	—	—
Technologies D-Box inc.	T	3 572 282	—	—	3 572 282	—	—
Inventaire d'infrastructure de réseau [N(i)2] inc.	T	—	—	1 054 167	1 054 167	—	—

* Secteurs

M Manufacturier et primaire

S Services et commerce

T Technologies avancées

F et E Fonds diversifiés/EQPC

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (SUITE)

au 31 mai 2019

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis		Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
2007 (suite)							
Genesys Ventures II, L.P.	T	2 860 545	—	—	2 860 545	—	—
Novacap technologies III, s.e.c.	T	276 342	—	—	276 342	—	—
Novacap industries III, s.e.c.	F et E	7 454 146	—	—	7 454 146	—	—
2008							
Fonds de prêts à des sociétés de pays émergents Cordiant III, s.e.c.	S	1 572 522	—	—	1 572 522	—	—
Rho Venture VI, L.P.	T	10 321 462	—	—	10 321 462	—	—
Fonds immobilier Angus, s.e.c.	S	46 961 897	—	—	46 961 897	—	—
Equisoft inc.	T	4 572 032	1 600 000	—	6 172 032	—	—
2009							
Fonds Cycle capital I, s.e.c.	T	9 386 475	—	—	9 386 475	—	—
Groupe Nexio inc.	S	—	1 500 000	—	1 500 000	—	—
Services préhospitaliers Paraxion inc.	S	4 303 112	—	—	4 303 112	—	—
Chrysalix Energy III US, L.P.	T	5 057 797	—	—	5 057 797	—	—
Thirau inc. (Napec inc.)	S	—	491 625	—	491 625	—	—
Fonds immobilier Redbourne II, s.e.c.	S	5 847 920	—	—	5 847 920	—	—
2010							
Fresche Solutions inc.	T	18 480 851	1 089 035	—	19 569 886	—	—
Georgian Partners, Growth Fund I, L.P.	T	2 074 603	—	—	2 074 603	—	—
Média-Max inc.	S	2 000 002	750 000	668 750	3 418 752	—	—
Dimension Composite inc.	M	—	1 981 221	—	1 981 221	—	—
Société en commandite GPM immobilier (11)	S	9 043 463	—	—	9 043 463	—	—
2011							
Filaction, s.e.c.	F et E	29 999 434	—	—	29 999 434	—	—
Fonds d'amorçage Cycle-C3E Capital, s.e.c.	T	415 500	—	—	415 500	—	—
4IQ Investissements	S	134 949	—	—	134 949	—	—
Triomed Innovations corporation	M	4 884 715	—	959 118	5 843 833	—	—
Enerkem inc.	M	8 375 072	—	—	8 375 072	—	—
Champlain J.L.D. IA Roynat, s.e.c.	S	2	—	—	2	—	—
Cogeco inc.	S	—	10 000 000	—	10 000 000	—	—
Théâtre le Diamant	S	—	—	2 955 407	2 955 407	—	—
Gestion fonds de transfert d'entreprise du Québec inc.	F et E	20	—	—	20	—	—
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	F et E	3 434 081	—	—	3 434 081	—	—

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis		Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
2012							
Gestion MB5 inc. (Nordduyn inc.) (Transtex inc.)	M	—	3 000 000	—	3 000 000	—	—
9256-9771 Québec inc. (Solisco)	M	5 030 000	—	—	5 030 000	—	—
Médiabiz Capital Canada, s.e.c.	S	5 000 000	—	—	5 000 000	—	—
Groupe Bluenove inc.	S	811 250	387 500	—	1 198 750	—	—
Technologies Synergx inc.	T	—	874 680	—	874 680	—	—
Rho Canada capital de risque II, s.e.c.	T	3 850 000	—	—	3 850 000	—	—
Coopérative de solidarité carbone	S	2 064 443	—	—	2 064 443	—	—
2013							
Fonds immobilier Redbourne III, s.e.c.	S	13 985 094	—	—	13 985 094	—	—
Lumira Capital II, L.P.	T	4 912 190	—	—	4 912 190	—	—
La Coop fédérée	S	60 000 000	—	—	60 000 000	—	—
8558965 Canada inc. (Les logiciels DataCandy inc.)	T	3 582 902	—	—	3 582 902	—	—
Fonds Cycle Capital III, s.e.c.	T	4 848 160	—	—	4 848 160	—	—
Les emballages Gab Itée	M	—	4 110 000	—	4 110 000	—	—
Restaurant Pacini inc.	S	3 380 000	952 154	—	4 332 154	—	—
2014							
Georgian Partners Growth Fund II, L.P.	T	4 497 018	—	—	4 497 018	—	—
Le Groupe Master inc.	S	—	15 000 000	—	15 000 000	—	—
Métal 7 inc.	M	3 775 000	—	—	3 775 000	—	—
Novacap TMT IV, s.e.c.	T	5 958 766	—	—	5 958 766	—	—
Société immobilière Saint-Urbain inc.	S	100	—	—	100	—	—
Société immobilière Saint-Urbain, s.e.c.	S	6 928 227	—	—	6 928 227	1 800 000	—
Groupe ameublement Focus inc.	S	—	434 000	—	434 000	—	—
PCP (Plaque coulée de précision) Canada	M	—	1 180 000	—	1 180 000	—	—
Gestion E.C.I. inc.	S	3 600 000	1 250 000	—	4 850 000	—	—
Fonds d'investissement Réal III, s.e.c.	T	1 792 808	—	—	1 792 808	—	—
Novacap Industries IV, s.e.c.	F et E	9 997 787	—	—	9 997 787	—	—
SPC Partners V, L.P.	S	5 438 625	—	—	5 438 625	—	—
2015							
Groupe Atis inc.	M	6 112 692	4 352 775	—	10 465 467	—	—
9260-5286 Québec inc. (Koncas Recyclage)	S	—	598 519	—	598 519	—	—
Agropur coopérative	M	70 000 000	—	—	70 000 000	—	—
Ateliers Castelnau inc.	S	—	4 452 000	77 030	4 529 030	—	—
Congébec Logistique inc.	S	1	—	—	1	—	—
Fédération québécoise des coopératives forestières	M	—	50 856	—	50 856	—	—
Quartz Nature inc.	M	—	1 729 615	—	1 729 615	—	—
Teralys Capital Fonds d'Innovation, s.e.c.	F et E	8 347 444	—	—	8 347 444	—	—

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (SUITE)

au 31 mai 2019

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis		Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
2015 (suite)							
Fonds Biomasse Énergie-1 inc.	T	100	—	—	100	—	—
Fonds Biomasse Énergie I, s.e.c.	T	4 112 793	—	—	4 112 793	—	—
9023-1952 Québec inc. (Les Dépendances)	S	349 985	748 206	—	1 098 191	—	—
Telecom inc.	S	—	33 947 782	—	33 947 782	—	—
Nubik inc.	S	—	276 742	—	276 742	—	—
Embrionix Design inc.	M	—	599 999	—	599 999	—	—
9333-4092 Québec inc. et Rad Technologies inc.	M	—	1 033 333	—	1 033 333	—	—
2016							
Marie Saint Pierre Design inc.	M	—	337 500	—	337 500	—	—
9333-9455 Québec inc. (Sushi taxi)	S	—	916 665	—	916 665	—	—
Les Industries Spectra Premium inc.	M	15 000 000	—	—	15 000 000	—	—
Avrio Ventures Limited Partnership III	F et E	3 951 364	—	—	3 951 364	—	—
Fonds XPND Croissance, s.e.c.	F et E	3 539 838	—	—	3 539 838	—	—
Groupe Daoust/Forget inc.	S	—	2 663 393	—	2 663 393	—	—
Groupe Velan média inc.	S	—	2 216 667	—	2 216 667	—	—
C2 Innovations inc.	S	—	312 500	—	312 500	—	—
Aliments Alasko inc.	S	10 000 000	5 037 397	—	15 037 397	—	—
Iohkwahs, s.e.c.	S	—	10 758 787	—	10 758 787	—	—
9826149 Canada inc.	M	—	745 216	—	745 216	—	—
Georgian Partners, Growth Fund III, L.P.	T	8 978 205	—	—	8 978 205	—	—
Achronix Semiconductor Corporation	T	293 490	—	—	293 490	—	—
Fonds PGEQ, s.e.c.	F et E	24 228 983	—	—	24 228 983	—	—
Meglab Électronique inc.	M	2 288 488	—	—	2 288 488	—	—
Ficodis inc.	S	5 800 004	1 000 000	—	6 800 004	—	—
Biomont Énergie, s.e.c.	S	1 000 000	1 725 000	—	2 725 000	—	—
Taxelco inc.	S	2 750 000	3 604 000	—	6 354 000	—	—
CoPower inc.	S	800 000	—	—	800 000	—	—
Fonds PGEQ II, s.e.c.	F et E	20 000 000	—	—	20 000 000	—	—
Genesys Ventures III, L.P.	T	2 805 166	—	—	2 805 166	—	—
Fonds Innovexport, s.e.c.	T	885 753	—	—	885 753	—	—
Gestion Femmes entrepreneures FQ inc.	F et E	42	—	—	42	—	—
Services automobiles Grantuned inc.	S	—	—	35 029	35 029	—	—
Gestion Meglab inc.	M	2 411 512	—	—	2 411 512	—	—
Fonds pour les femmes entrepreneures FQ, s.e.c.	F et E	3 789 476	—	—	3 789 476	—	—
Produits forestiers Petit-Paris inc.	M	1 100 000	210 000	—	1 310 000	—	—
Société en commandite Ipso Facto VI	F et E	10 230 089	—	—	10 230 089	—	—
Sais Interconnexion inc.	S	—	495 000	—	495 000	—	—

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis		Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
2017							
G.C.L. Équipements inc.	T	7 800 000	—	—	7 800 000	—	—
Inlandsis – Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c.	F et E	6 902 877	—	—	6 902 877	—	—
Freelinc Technologies inc.	T	1	—	—	1	—	—
Freelinc Technologies LLC	T	—	—	—	—	—	—
Fonds d'investissement Réal 17, s.e.c.	T	1 925 000	—	—	1 925 000	—	—
Au Coin du pédaleur inc.	M	—	393 333	—	393 333	—	—
Arkys Web Software inc.	S	—	343 795	—	343 795	—	—
Industries Fabkor inc.	M	—	1 708 333	—	1 708 333	—	—
Les Meubles St-Damase inc.	M	—	4 487 215	—	4 487 215	—	—
Bow groupe de plomberie inc.	M	—	900 000	—	900 000	—	—
Nutrinor coopérative	S	—	500 000	—	500 000	—	—
Société immobilière Solar s.e.c.	S	23 000 995	—	—	23 000 995	3 000 000	—
SPC Partners VI, L.P.	S	3 407 396	—	—	3 407 396	—	—
Électric Capital inc.	S	4 358 594	—	—	4 358 594	—	—
Élégance Colonial inc.	M	—	2 000 000	—	2 000 000	—	—
G2MC inc. (Maison Corbeil)	S	4 000 000	4 673 570	—	8 673 570	—	—
Groupe conseil Era inc.	S	—	779 167	—	779 167	—	—
ChAMPLAIN performance III, s.e.n.c.	S	1	—	—	1	—	—
Novacap TMT V, s.e.c.	T	4 440 298	—	—	4 440 298	—	—
Fonds Écofuel, s.e.c.	T	535 538	—	—	535 538	—	—
Les entreprises Marsolais inc.	S	—	900 000	—	900 000	—	—
Marine presse du Canada inc.	S	1 000 000	3 000 000	—	4 000 000	—	—
Le Devoir inc.	S	125 000	—	—	125 000	—	—
MaRs Catalyst Funds L.P.	T	270 516	—	—	270 516	—	—
9370-9301 Québec inc.	F et E	100	—	—	100	—	—
Lumira Capital I Fund Liquidating trust	T	270 334	—	—	270 334	—	—
Derco Horticulture inc.	S	—	500 000	—	500 000	—	—
Groupe Incursion inc.	S	—	700 000	—	700 000	—	—
CPU Service d'ordinateur inc.	S	—	1 500 000	—	1 500 000	—	—
2018							
Société immobilière Solar inc.	S	100	—	—	100	—	—
ESI Technologies de l'information inc.	S	9 000 000	—	—	9 000 000	—	—
Fonds Amorchem II, s.e.c.	T	192 430	—	—	192 430	—	—
Les aliments BCI inc.	M	4 000 000	4 000 000	—	8 000 000	—	—
Action 500 Dorval inc.	S	—	—	500 000	500 000	—	—
Big Bang ERP International inc.	T	120 000	—	—	120 000	—	—
Big Bang ERP inc.	T	1 380 000	1 466 667	—	2 846 667	—	—

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (SUITE)

au 31 mai 2019

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2018 (suite)						
9167200 Canada inc. (Kanuk)	M	—	1 500 000	—	1 500 000	—
Informatique Pro-Contact inc.	T	—	5 500 000	—	5 500 000	—
Électrobac inc.	S	250 000	500 000	—	750 000	—
Hortau inc.	T	1 000 000	—	—	1 000 000	—
10679313 Canada inc. (Arsenal Média)	S	1 758 282	4 500 000	—	6 258 282	—
Filaction II, s.e.c.	F et E	8 750 000	—	—	8 750 000	—
10679321 Canada inc. (Boutique Le Cargo)	S	231 718	—	—	231 718	—
9355-9680 Québec inc. (Gestion Fonds Carbone)	F et E	325 001	—	—	325 001	—
Brault & Bouthillier Ltée	S	3 750 000	3 594 617	—	7 344 617	—
Edilex inc.	T	—	500 000	—	500 000	—
9090-4962 Québec inc. (Maison Le Grand)	M	750 000	—	—	750 000	—
Les manufacturiers d'aluminium d'Ottawa inc.	M	—	850 000	—	850 000	—
Les viandes biologiques de Charlevoix inc. / 9185-8662 Québec inc.	M	—	249 220	—	249 220	—
Les Constructions Prospère inc.	S	—	700 000	—	700 000	—
Barrette Boisvert Management inc. (Imprimerie BBM inc.)	M	—	500 000	—	500 000	—
Les distributions alimentaires Roy inc. / Rouge Viande inc.	S	—	700 000	—	700 000	—
AtmanCo inc.	S	—	500 000	—	500 000	—
Urapi gestion durable du sol, s.e.c.	F et E	503 361	—	—	503 361	—
Urapi gestion durable du sol commandité I inc.	F et E	—	—	95 833	95 833	—
Urapi gestion durable du sol commandité I, s.e.c.	F et E	40	—	—	40	—
Lumira Capital IV, L.P.	T	2 221 361	—	—	2 221 361	—
Fonds d'investissement pour logement étudiant, s.e.c.	F et E	17 246	—	—	17 246	—
LB Laser	M	—	250 000	—	250 000	—

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2019						
Fonds de croissance Inovia, s.e.c.	T	993 856	—	—	993 856	—
Prana biovégétaliens inc.	M	799 996	—	—	799 996	—
Fonds cycle capital IV, s.e.c.	T	658 418	—	—	658 418	—
Land degradation neutrality fund, slp	F et E	483 059	—	—	483 059	—
Fonderie Poitras ltée	M	2 187 500	2 152 500	—	4 340 000	—
9388-7628 Québec inc. (JLD Laguë)	S	4 000 000	3 500 000	—	7 500 000	—
9394-2589 Québec inc.	F et E	50	—	—	50	—
Service d'intervention sur mesure inc. (Cognibox)	T	3 597 600	—	—	3 597 600	—
Fonds d'investissement LCC, s.e.c.	F et E	10 849 317	10 636 594	—	21 485 911	—
Groupe R.Y. Beaudoin (GRYB)	M	—	2 500 000	2 421 880	4 921 880	—
Kombucha rise inc.	M	—	2 031 317	—	2 031 317	—
Exposio technologies inc. / Polyrix inc.	S	—	500 000	—	500 000	—
Usinage BDCM inc.	M	—	484 375	—	484 375	—
Aménagement "Côté jardin" inc.	S	—	1 500 000	—	1 500 000	—
Pierre Du Moulin inc.	S	—	600 000	—	600 000	—
Cisolift distribution inc. / Equipement aérien liftup inc.	S	—	300 000	—	300 000	—
Technopôle Angus II, s.e.c.	F et E	—	53 188 398	—	53 188 398	—
CBCI télécom Canada inc.	S	—	2 163 334	—	2 163 334	—
Morille Québec inc. et Embouteillages JSG inc.	M	—	500 000	—	500 000	—
		786 661 646	260 019 219	9 667 214	1 056 348 079	4 800 000

Répartition par secteur d'activités	Manufacturier et primaire (M)	Services et commerce (S)	Technologies avancées (T)	Fonds diversifiés/ EQPC (F et E)	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Total du coût des investissements	177 961 201	392 671 220	157 883 027	327 832 631	1 056 348 079
Garanties et cautionnements	—	4 800 000	—	—	4 800 000
Fonds engagés, mais non déboursés	4 385 127	39 439 695	66 181 424	172 067 077	282 073 323
Total	182 346 328	436 910 915	224 064 451	499 899 708	1 343 221 402

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Ce relevé du coût des investissements en capital de développement fournit le détail par société des sommes investies par Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (Fondation). Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de Fondation du 31 mai 2019. De plus, ce relevé présente la liste des garanties et cautionnements octroyés par Fondation.

RELEVÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (SUITE)

au 31 mai 2019

ANNEXE : ENTREPRISES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES À PETITE CAPITALISATION (EQPC)

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2000						
Groupe Sportscene inc.	S	1 123 913	—	—	1 123 913	—
Tecsys inc.	T	1 953 680	—	—	1 953 680	—
2001						
TFI International inc.	S	2 911 408	—	—	2 911 408	—
Technologies interactives Médiagrif inc.	T	3 402 042	—	—	3 402 042	—
2002						
Diagnos inc.	T	372 791	—	—	372 791	—
2004						
Savaria Corporation	M	3 874 993	—	—	3 874 993	—
Groupe d'alimentation MTY inc.	S	135 310	—	—	135 310	—
2005						
Groupe ADF inc.	M	2 876 164	—	—	2 876 164	—
Imaflex inc.	M	812 762	—	—	812 762	—
Stella-Jones inc.	M	842 904	—	—	842 904	—
2006						
Iamgold Corporation	M	97 222	—	—	97 222	—
Prime Blockchain inc.	T	473 258	—	—	473 258	—
Pixman Média Nomade inc.	T	113 480	—	—	113 480	—
Monogen inc.	T	165 377	—	—	165 377	—
2007						
5N Plus inc.	T	5 163 642	—	—	5 163 642	—
2008						
Forage Orbit Garant inc.	S	1 478 404	—	—	1 478 404	—
Lab Recherche inc.	T	1 401 262	—	—	1 401 262	—
2009						
Groupe Colabor inc.	S	160 988	—	—	160 988	—
2010						
Alamos Gold inc.	M	1 263 546	—	—	1 263 546	—
Diagnocure inc.	T	915 083	—	—	915 083	—
2011						
New Millennium Iron Corp.	M	619 437	—	—	619 437	—
Groupe WSP Global inc.	S	6 416 138	—	—	6 416 138	—
Cogeco communications inc.	S	2 739 826	—	—	2 739 826	—
TSO3 inc.	T	155 010	—	—	155 010	—

Année de l'investissement initial	Secteurs*	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	\$
2012						
Industries Lassonde inc.	M	3 283 617	—	—	3 283 617	—
Corporation Mariculture Global	S	196 398	—	—	196 398	—
2013						
BRP inc.	M	5 910 271	—	—	5 910 271	—
H ₂ O Innovation inc.	M	1 868 484	—	—	1 868 484	—
Pages Jaunes Limitée	T	389 789	—	—	389 789	—
Groupe Vision New Look inc.	S	7 780 029	—	—	7 780 029	—
2014						
Opsens inc.	T	4 153 678	—	—	4 153 678	—
Endo International plc	T	60 200	—	—	60 200	—
Thérapeutique Knight inc.	T	2 491 626	—	—	2 491 626	—
2015						
Redevances aurifères Osisko ltée	M	1 115 251	—	—	1 115 251	—
GDI Services aux immeubles inc.	S	6 833 875	—	—	6 833 875	—
DavidsTea inc.	S	306 179	—	—	306 179	—
Groupe Stingray inc.	S	4 764 346	—	—	4 764 346	—
2018						
Rogers Sugar inc.	M	3 446 252	—	—	3 446 252	—
Boralex inc.	S	5 880 370	—	—	5 880 370	—
Groupe Alithya inc.	T	4 145 038	—	—	4 145 038	—
Plastiques IPL inc.	M	7 301 860	—	—	7 301 860	—
2019						
Lightspeed POS inc.	T	1 654 570	—	—	1 654 570	—
		101 050 473	—	—	101 050 473	—

* Secteurs

M Manufacturier et primaire

S Services et commerce

T Technologies avancées



RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ)

AU 31 MAI 2019

MARCHÉ MONÉTAIRE

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Gouvernement du Canada, bon du Trésor	2019-06-05	1,55 %	1 290 000	1 289 758	1 289 758
Gouvernement du Canada, bon du Trésor	2019-06-27	1,62 %	295 000	294 651	294 651
Province de l'Ontario, bon du Trésor	2019-07-17	1,76 %	295 000	294 350	294 350
Gouvernement du Canada, bon du Trésor	2019-07-25	1,66 %	50 000	49 877	49 877
Province de l'Ontario, bon du Trésor	2019-08-21	1,76 %	130 000	129 495	129 495
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2019-06-11	1,90 %	1 058 104	1 058 104	1 058 104
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2019-07-13	1,90 %	2 137 021	2 137 021	2 137 021
Caisse d'économie Desjardins Le Chaînon, dépôt à terme	2019-07-13	1,35 %	1 177 297	1 177 297	1 177 297
Total du marché monétaire			6 432 422	6 430 553	6 430 553

OBLIGATIONS

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de moins de 365 jours					
Ville d'Alma	2019-10-27	1,50 %	414 000	410 564	412 994
Hydro-Québec	2019-12-01	1,99 %	1 190 000	1 195 355	1 193 546
Province de Québec	2019-12-01	4,50 %	1 680 000	1 716 522	1 702 596
Ville de Gatineau	2019-12-02	4,25 %	227 000	239 160	229 288
Ville de Saint-Jérôme	2019-12-09	4,40 %	302 000	319 368	305 416
Ville de Rosemère	2019-12-10	2,25 %	367 000	372 098	366 934
Ville de Sherbrooke	2019-12-10	2,20 %	110 000	110 869	110 006
Canada Housing Trust	2019-12-15	2,00 %	760 000	762 198	761 163
Ville de Terrebonne	2019-12-16	4,35 %	500 000	528 825	505 725
Ville de Dégelis	2020-01-24	1,65 %	185 000	183 487	184 266
Ville de Montréal-Ouest	2020-01-27	2,10 %	500 000	505 735	499 855
Gouvernement du Canada	2020-02-01	1,25 %	890 000	886 119	887 517
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	2020-02-24	1,80 %	242 000	241 998	241 291
Ville de Stoneham-et-Tewkesbury	2020-02-28	1,65 %	252 000	250 032	250 712
Société de transport de l'Outaouais	2020-04-13	1,40 %	250 000	247 615	248 378
Ville de Trois-Rivières	2020-04-20	1,40 %	250 000	247 650	248 355
Ville de Saguenay	2020-04-20	1,50 %	125 000	124 141	124 301
Ville de Gatineau	2020-05-03	1,40 %	400 000	396 360	397 340
Ville de Châteauguay	2020-05-10	1,40 %	97 000	96 135	96 352
			8 741 000	8 834 231	8 766 035

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (SUITE)

au 31 mai 2019

OBLIGATIONS (SUITE)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours					
Province de l'Ontario	2020-06-02	4,20 %	1 625 000	1 669 931	1 664 618
Province de l'Ontario	2020-06-02	4,20 %	824 000	847 398	844 089
Canada Housing Trust No 1 ser 64	2020-06-15	1,20 %	6 060 000	6 025 064	6 030 730
Genworth MI Canada inc.	2020-06-15	5,68 %	125 000	124 938	128 830
Administration régionale Kativik	2020-06-16	2,00 %	400 000	402 956	399 468
Ville de Sept-Îles	2020-08-24	4,10 %	105 000	112 508	107 457
Société de transport de Lévis	2020-10-06	1,65 %	160 000	157 286	158 869
BRP Finance ULC	2020-10-13	5,14 %	491 000	516 545	509 663
Ville des Îles-de-la-Madeleine	2020-10-17	2,10 %	418 000	413 945	417 239
Ville de Saint-Apollinaire	2020-10-18	1,55 %	150 000	147 900	148 829
Ville de Carleton-sur-Mer	2020-10-18	1,60 %	204 000	201 532	202 015
Ville de Côte Saint-Luc	2020-10-26	1,65 %	400 000	395 080	397 244
Société de transport de Sherbrooke	2020-10-26	1,75 %	451 000	446 350	447 956
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2020-11-01	2,10 %	500 000	496 085	499 170
Mississagi Power Trust	2020-11-27	6,92 %	450 000	450 000	476 051
Ville de Rivière-du-Loup	2020-11-30	1,85 %	200 000	197 856	199 236
Ville de Contrecoeur	2020-12-15	2,20 %	140 000	140 658	140 251
Ville de Mont-Laurier	2020-12-21	2,20 %	113 000	113 520	113 045
GM Financial CAD	2021-02-26	3,00 %	235 000	234 939	237 841
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	2021-02-28	1,80 %	225 000	222 008	223 702
Ville de Stoneham-et-Tewkesbury	2021-02-28	1,85 %	258 000	255 257	255 642
Nissan Canada Financial Services inc.	2021-03-05	2,61 %	260 000	260 000	261 193
Société de transport de l'Outaouais	2021-04-13	1,65 %	250 000	247 163	247 823
Ville de Sorel-Tracy	2021-04-19	1,90 %	500 000	499 465	497 555
Ville de Saguenay	2021-04-20	1,70 %	125 000	123 812	124 054
Ville de Trois-Rivières	2021-04-20	1,60 %	250 000	246 650	247 560
Banque canadienne impériale de commerce	2021-04-26	1,90 %	535 000	525 221	534 877
Ville de Gatineau	2021-05-03	1,60 %	400 000	394 920	396 504
Ville de Châteauguay	2021-05-10	1,65 %	112 000	110 852	111 105
Merrill Lynch Canada inc. (NHA MBS)	2021-05-15	1,40 %	1 611 057	1 613 377	1 599 893
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	2021-06-01	1,70 %	140 000	136 150	138 998
Smartcenters Reit	2021-06-23	2,76 %	90 000	90 000	90 680
Canada Housing Trust	2021-09-15	1,63 %	1 340 000	1 353 218	1 349 702
Ville de Sainte-Adèle	2021-10-04	1,85 %	200 000	198 140	198 100
Ville de Brownsburg-Chatham	2021-10-18	1,75 %	400 000	391 560	395 712
Ville de Cacouna	2021-10-18	1,75 %	265 000	258 110	261 213
Ville de Saint-Apollinaire	2021-10-18	1,75 %	400 000	393 840	396 316
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	2021-10-18	1,75 %	400 000	394 440	395 888
Brookfield Property Finance ULC	2021-10-19	4,12 %	275 000	275 000	282 557
Ville de Lachute	2021-10-23	2,25 %	306 000	302 083	306 584

Description				Valeur nominale	Coût	Juste valeur
				\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)						
Ville d'Alma	2021-10-27	1,85 %	400 000	394 520	397 744	
Banque de Montréal	2021-10-28	1,61 %	1 060 000	1 029 497	1 052 145	
Ville de Brossard	2021-11-01	2,25 %	430 000	424 573	431 079	
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	2021-11-01	1,85 %	200 000	197 060	198 506	
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2021-11-01	2,25 %	880 000	870 003	880 686	
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	2021-11-02	1,85 %	250 000	244 000	247 863	
Ville de Dollard-des-Ormeaux	2021-11-15	2,10 %	796 000	783 662	795 108	
Ville de Mont-St-Hilaire	2021-11-29	2,20 %	381 000	375 171	381 267	
Ville de Mirabel	2021-11-30	2,00 %	485 000	475 669	483 361	
Ville de Saint-Hyacinthe	2021-12-06	2,05 %	400 000	394 240	399 620	
Ontario Pension Board Finance Trust	2022-02-24	1,88 %	895 000	884 048	895 510	
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	2022-02-28	2,05 %	500 000	492 750	497 865	
Ville de Stoneham-et-Tewkesbury	2022-02-28	2,05 %	250 000	246 342	247 501	
Banque Laurentienne (NHA MBS)	2022-03-01	1,35 %	2 061 179	2 050 028	2 039 091	
Ville de Lévis	2022-03-08	2,00 %	700 000	692 006	697 375	
Ville de La Sarre	2022-03-21	1,95 %	200 000	196 920	198 380	
Ville de Mont-Laurier	2022-04-11	1,85 %	500 000	493 200	494 815	
Ville de Mont-Royal	2022-04-11	1,85 %	500 000	493 300	495 075	
Société de transport de l'Outaouais	2022-04-13	1,85 %	290 000	287 832	287 001	
Ville de Cowansville	2022-04-18	1,85 %	700 000	690 410	690 676	
Ville de Montmagny	2022-04-18	1,90 %	700 000	692 272	693 798	
Ville de Saguenay	2022-04-20	1,85 %	125 000	123 260	123 993	
Ville de Trois-Rivières	2022-04-20	1,85 %	250 000	246 525	247 855	
Ville de Cap-Santé	2022-04-25	1,85 %	500 000	492 165	493 255	
Ville de Sainte-Adèle	2022-05-02	1,80 %	500 000	493 150	492 830	
Société de transport de Laval	2022-05-09	1,85 %	700 000	691 572	693 105	
Ville de Beloeil	2022-05-09	1,85 %	700 000	691 131	693 280	
Ville de Châteauguay	2022-05-10	1,85 %	500 000	493 865	495 715	
Gouvernement du Canada	2022-06-01	2,75 %	2 955 000	3 053 346	3 071 457	
Province de l'Ontario	2022-06-02	3,15 %	4 240 000	4 365 531	4 420 030	
Real Estate Asset Liquidity Trust	2022-06-12	2,87 %	96 476	96 584	97 448	
Banque de Montréal	2022-07-11	2,27 %	815 000	799 663	820 599	
Daimler Canada Finance inc.	2022-08-16	3,30 %	115 000	114 965	118 206	
Exportation et développement Canada	2022-09-01	1,80 %	650 000	649 103	652 464	
Ville de Candiac	2022-09-19	3,25 %	272 000	287 273	280 252	
Banque Laurentienne (NHA MBS)	2022-10-01	1,84 %	824 736	815 788	823 373	
Bell Canada	2022-10-03	3,00 %	100 000	100 934	102 301	
Ville de Rouyn-Noranda	2022-10-12	2,50 %	157 000	155 402	158 579	
Ville de Lachute	2022-10-23	2,45 %	1 000 000	988 370	1 006 470	
Ville de Trois-Rivières	2022-10-26	2,45 %	1 186 000	1 173 946	1 195 630	

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (SUITE)

au 31 mai 2019

OBLIGATIONS (SUITE)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Ville de Brossard	2022-11-01	2,40 %	301 000	296 560	302 646
Ville de Magog	2022-11-01	2,45 %	993 000	984 302	999 564
Ville de Montréal-Est	2022-11-01	2,40 %	183 000	180 288	184 032
Ville de Dollard-des-Ormeaux	2022-11-15	2,30 %	600 000	590 520	600 888
Daimler Canada Finance inc.	2022-11-22	2,57 %	115 000	114 990	115 623
Ville de Terrebonne	2022-11-28	3,15 %	147 000	151 851	151 466
Ville de Mont-St-Hilaire	2022-11-29	2,30 %	670 000	659 849	670 958
Ville de Lévis	2022-11-30	2,35 %	587 000	578 964	589 958
Merrill Lynch Canada inc. (NHA MBS)	2022-12-01	1,84 %	1 779 089	1 763 066	1 775 220
Ville de Baie Comeau	2022-12-05	3,20 %	313 000	316 286	322 640
Ville de Drummondville	2022-12-05	2,30 %	341 000	335 824	341 457
Ville de Joliette	2022-12-05	2,35 %	704 000	692 748	704 753
Ville de Marieville	2022-12-05	2,30 %	215 000	211 895	215 894
Banque royale du Canada	2022-12-05	2,36 %	845 000	839 402	852 521
Enbridge inc.	2022-12-05	3,19 %	390 000	397 683	400 889
Métro inc.	2022-12-05	2,68 %	345 000	343 684	348 864
Ville de Saint-Georges	2022-12-06	2,30 %	356 000	350 596	356 096
Ville de Sainte-Agathe	2022-12-06	2,35 %	706 000	695 441	707 800
Ville de Mirabel	2022-12-12	2,25 %	809 000	798 426	809 566
Ville de Saint-Anselme	2022-12-13	2,30 %	418 000	408 888	417 269
Ville de Pointe-Claire	2022-12-19	3,20 %	122 000	127 795	126 133
Banque Manuvie du Canada	2023-01-12	2,84 %	325 000	325 000	332 052
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	2023-01-17	2,25 %	1 515 000	1 506 410	1 543 952
Province de l'Ontario	2023-01-27	1,95 %	1 035 000	1 031 239	1 042 897
Province de Québec	2023-03-01	2,45 %	990 000	988 564	1 015 997
Choice Properties Real Estate Investment Trust	2023-03-07	3,20 %	425 000	431 509	433 836
Bell Canada	2023-03-22	3,35 %	150 000	151 537	155 469
Banque de Nouvelle-Écosse	2023-04-17	2,98 %	775 000	786 113	799 041
Banque royale du Canada	2023-05-01	2,95 %	720 000	722 394	743 112
Canada Housing Trust	2023-06-15	2,35 %	4 340 000	4 339 748	4 456 616
Great Lakes Power Senior Secured Bond, série 1	2023-06-16	6,60 %	279 543	279 068	279 068
Banque de Montréal	2023-06-20	2,89 %	420 000	423 517	432 520
Alliance Pipeline Limited	2023-06-30	7,18 %	76 489	76 489	84 150
Brookfield Property Finance ULC	2023-07-03	4,35 %	475 000	476 049	491 478
Canadian Tire	2023-07-06	3,17 %	110 000	110 000	113 105
Ville d'Ancienne-Lorette	2023-07-10	2,60 %	500 000	489 800	503 075
Banque canadienne impériale de commerce	2023-07-11	2,97 %	550 000	551 559	567 897
Ville de Saint-Jérôme	2023-07-24	3,60 %	154 000	165 196	162 381
Fédération des caisses	2023-09-11	3,06 %	520 000	522 182	539 240
Bell Canada	2023-09-11	4,70 %	375 000	396 895	407 978

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Canada Housing Trust	2023-09-15	2,35 %	2 465 000	2 516 025	2 535 598
Banque royale du Canada	2023-09-26	3,30 %	455 000	455 301	473 032
Dollarama inc.	2023-11-06	3,55 %	160 000	159 259	165 955
Saputo inc.	2023-11-21	2,83 %	470 000	467 715	474 230
Merrill Lynch Canada inc. (NHA MBS)	2024-01-01	2,05 %	1 055 771	1 051 960	1 059 403
Banque canadienne impériale de commerce	2024-01-15	3,29 %	580 000	581 965	602 666
Ville de St-Jérôme	2024-02-05	3,65 %	186 000	191 301	197 396
Ville de Château-Richer	2024-02-12	2,85 %	445 000	436 585	453 686
Ville de Chutes Chaudière Rigd	2024-02-12	2,90 %	220 000	215 926	224 376
Ville de St-Cyrille-de-Wendover	2024-02-12	2,85 %	500 000	490 270	509 760
Ville de St-Jacques	2024-02-12	2,85 %	360 000	352 994	367 380
West Edmonton Mall Property inc.	2024-02-13	4,06 %	701 419	719 339	729 561
Ville de Bonaventure	2024-02-20	2,85 %	615 000	608 561	624 502
Ville de Cap Saint-Ignace	2024-02-20	2,85 %	160 000	157 533	162 557
Ville de Saint-Jean Port Joli	2024-02-20	2,85 %	240 000	236 760	243 835
Province de Québec	2024-02-22	2,25 %	940 000	939 868	959 073
Ville de Baie Saint-Paul	2024-02-26	2,75 %	825 000	814 506	834 900
Ville de Saint-Georges	2024-02-26	2,70 %	150 000	150 478	151 998
Ville de Ste-Anne-des-Plaines	2024-02-26	2,70 %	950 000	936 864	957 182
Brookfield Property Finance ULC	2024-03-01	4,30 %	40 000	40 893	41 230
Banque de Montréal	2024-03-06	2,85 %	640 000	641 313	653 491
Banque Toronto Dominion	2024-03-08	2,85 %	265 000	265 000	271 659
Genworth MI Canada inc.	2024-04-01	4,24 %	285 000	288 377	298 207
PSP Capital inc.	2024-04-04	3,29 %	2 200 000	2 279 992	2 347 158
Hydro One inc.	2024-04-05	2,54 %	90 000	89 975	91 325
Province de l'Ontario	2024-06-02	3,50 %	11 295 000	12 091 646	12 177 365
Ville de Rivière-du-Loup	2024-06-04	2,35 %	660 000	652 007	652 007
Administration financière des Premières nations	2024-06-26	3,40 %	1 000 000	1 079 700	1 063 730
Banque de Nouvelle-Écosse	2024-06-28	2,29 %	330 000	328 936	332 567
Omers Finance Trust	2024-06-28	2,60 %	985 000	983 966	1 005 133
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	2024-09-09	3,15 %	300 000	310 941	312 414
Ville de Châteauguay	2024-10-07	3,35 %	685 000	716 010	718 935
Banque Toronto Dominion	2024-12-02	2,50 %	340 000	340 000	341 567
Ville de Beauport	2024-12-12	3,00 %	790 000	781 942	810 927
Choice Properties Real Estate Investment Trust	2025-01-10	3,55 %	150 000	150 517	155 225
Choice Properties Real Estate Investment Trust	2025-01-10	3,53 %	55 000	55 000	55 416
Bell Canada	2025-01-29	2,75 %	105 000	104 785	106 097
Province de l'Ontario	2025-02-05	2,65 %	2 935 000	2 942 030	3 051 138
Ville de Bécancour	2025-03-10	2,60 %	321 000	311 588	325 298
Reliance Limited Partnership	2025-03-15	3,84 %	600 000	599 988	619 584

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (SUITE)

au 31 mai 2019

OBLIGATIONS (SUITE)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Ville de Gatineau	2025-04-01	2,60 %	423 000	410 344	426 646
Banque canadienne impériale de commerce	2025-05-26	3,30 %	240 000	252 079	254 614
Gouvernement du Canada	2025-06-01	2,25 %	2 000 000	2 086 100	2 097 740
Alimentation Couche-tard	2025-06-02	3,60 %	310 000	312 050	322 955
York Region District School Board	2025-06-03	5,30 %	1 124 239	1 267 422	1 231 481
Banque Royale du Canada	2025-06-04	2,48 %	175 000	172 844	175 436
	rachetables et taux variable à compter du 2020-06-04				
Banque Toronto Dominion	2025-06-24	2,69 %	465 000	462 626	467 562
	rachetables et taux variable à compter du 2020-06-24				
Province de Québec	2025-07-06	2,60 %	890 000	888 078	924 612
Coast Capital Saving Credit Union	2025-10-29	5,25 %	240 000	240 000	265 574
AT&T inc.	2025-11-25	4,00 %	245 000	245 777	258 965
Alliance Pipeline Limited	2025-12-31	6,77 %	95 296	95 296	108 386
Banque Royale du Canada	2026-01-20	3,31 %	250 000	250 934	254 395
	rachetables et taux variable à compter du 2021-01-20				
Reliance Limited Partnership	2026-03-15	3,75 %	95 000	94 692	97 081
Altagas Canada Inc.	2026-04-06	3,15 %	240 000	239 986	244 186
North West Redwater Partnership	2026-04-24	3,20 %	160 000	159 720	165 219
Ville de Trois-Rivières	2026-04-27	2,70 %	53 000	51 251	53 566
First Capital Realty	2026-05-06	3,60 %	375 000	374 980	380 138
Wells Fargo Company	2026-05-19	2,98 %	420 000	404 564	423 263
CT Real Estate Investment Trust	2026-06-01	3,29 %	200 000	197 824	202 586
Banque de Montréal	2026-06-01	3,32 %	530 000	533 966	540 764
	rachetables et taux variable à compter du 2021-06-01				
Ville de Toronto	2026-06-24	2,40 %	600 000	599 472	605 760
MRC de Charlevoix	2026-07-06	2,65 %	1 500 000	1 454 340	1 505 490
Ville de Longueuil	2026-07-13	2,60 %	500 000	482 925	503 915
Ville de Saint-Jérôme	2026-09-14	2,50 %	197 000	193 336	196 996
Ville de Val des Monts	2026-11-30	2,35 %	660 000	652 007	661 802
Ville de Vaudeuil-Dorion	2026-11-30	2,85 %	1 000 000	976 980	1 020 680
Capital Desjardins	2026-12-15	4,95 %	175 000	185 097	186 207
	rachetables et taux variable à compter du 2021-12-15				
Ville de Terrebonne	2026-12-21	2,95 %	191 000	189 944	196 040
Brookfield Renewable Energy	2027-01-15	3,63 %	160 000	160 491	164 853
Algonquin Power & Utilities Corp.	2027-02-17	4,09 %	175 000	174 876	184 207
Industrielle Alliance, assurance et services financiers inc.	2027-02-23	2,64 %	130 000	129 967	130 719
	rachetables et taux variable à compter du 2022-02-23				
Brookfield Asset Management inc.	2027-03-16	3,80 %	265 000	262 140	275 274
Province de l'Ontario	2027-06-02	2,60 %	2 795 000	2 733 762	2 887 542
Province de l'Ontario	2027-06-02	7,60 %	6 410 000	8 816 173	8 970 859
Real Estate Asset Liquidity Trust	2027-06-12	3,64 %	240 000	241 051	250 236

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	2027-06-13	2,50 %	985 000	931 150	980 735
Pembina Pipeline Corp.	2027-06-15	4,24 %	95 000	97 416	102 738
Hydro-Québec	2027-08-15	3,09 %	500 000	374 480	413 910
Ville de Longueuil	2027-11-14	2,85 %	70 000	67 711	71 489
Ville de Dollard-des-Ormeaux	2027-11-15	2,85 %	70 000	67 704	71 026
Métro inc.	2027-12-06	3,39 %	415 000	410 922	426 346
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	2027-12-14	2,70 %	1 000 000	961 240	1 008 440
TransCanada Pipelines Ltd.	2028-03-15	3,39 %	200 000	200 794	208 870
Pembina Pipeline Corp.	2028-03-27	4,02 %	225 000	224 401	240 383
Banque canadienne impériale de commerce	2028-04-04	3,45 %	325 000	324 896	332 820
	rachetables et taux variable à compter du 2023-04-04				
Coast Capital Savings	2028-05-03	5,00 %	260 000	260 000	271 827
	rachetables et taux variable à compter du 2023-05-03				
Société Financière Manuvie	2028-05-09	3,32 %	700 000	702 323	720 769
	rachetables et taux variable à compter du 2023-05-09				
Gouvernement du Canada	2028-06-01	2,00 %	1 825 000	1 844 745	1 906 559
Administration financière des Premières nations	2028-06-01	3,05 %	1 000 000	998 130	1 059 940
Province de l'Ontario	2028-06-02	2,90 %	5 700 000	5 801 688	6 020 169
Hydro-Québec	2028-08-15	3,14 %	1 600 000	1 181 023	1 287 376
Bell Canada	2028-08-21	3,80 %	50 000	51 148	53 156
Banque Toronto Dominion	2028-09-14	3,59 %	650 000	654 466	673 875
	rachetables et taux variable à compter du 2023-09-14				
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	2028-09-15	3,30 %	375 000	378 077	386 573
	rachetables et taux variable à compter du 2023-09-15				
Financière Sun Life	2028-09-19	3,05 %	450 000	450 473	462 519
	rachetables et taux variable à compter du 2023-09-19				
Municipal Finance Authority of British Columbia	2028-10-23	3,05 %	1 000 000	997 050	1 062 190
Shaw Communications	2028-11-02	4,40 %	330 000	333 728	360 829
South Coast British Columbia Transportation Authority	2028-11-23	3,25 %	1 335 000	1 333 078	1 433 763
Province de l'Alberta	2028-12-01	2,90 %	2 160 000	2 159 052	2 278 433
Province de la Saskatchewan	2028-12-02	3,05 %	1 150 000	1 157 700	1 227 752
Canada Housing Trust	2028-12-15	2,65 %	1 125 000	1 179 292	1 196 516
Melancthon Wolfe Wind LP	2028-12-31	3,83 %	759 764	762 700	781 638
Brookfield Renewable Energy	2029-01-15	4,25 %	125 000	124 924	132 479
Algonquin Power & Utilities Corp	2029-01-29	4,60 %	175 000	174 916	190 003
Enbridge Pipelines inc.	2029-02-22	3,52 %	125 000	124 947	132 094
Ville de Sherbrooke	2029-03-06	3,05 %	346 000	352 055	356 615
Province de l'Ontario	2029-03-08	6,50 %	4 060 000	5 495 183	5 547 746
Telus Corporation	2029-04-02	3,30 %	135 000	134 444	137 090
Ville de Saguenay	2029-04-23	2,60 %	500 000	489 250	496 885
Ville de Terrebonne	2029-05-07	2,75 %	600 000	594 720	600 720

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (SUITE)

au 31 mai 2019

OBLIGATIONS (SUITE)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Gouvernement du Canada	2029-06-01	2,25 %	165 000	174 281	176 626
Gouvernement du Canada	2029-06-01	5,75 %	1 172 000	1 556 768	1 629 771
Province de la Colombie Britannique	2029-06-18	5,70 %	1 375 000	1 734 847	1 803 175
Banque Toronto Dominion	2029-07-25	3,22 %	400 000	402 584	408 404
rachetables et taux variable à compter du 2024-07-25					
Hydro-Québec	2029-08-15	3,20 %	1 100 000	778 299	857 384
Société Financière Manuvie	2029-08-20	3,05 %	185 000	185 957	189 201
rachetables et taux variable à compter du 2024-08-20					
Hydro One inc.	2030-06-03	7,35 %	230 000	325 160	325 972
Hydro-Québec	2030-08-15	3,22 %	2 000 000	1 366 160	1 512 980
Heathrow Funding Limited	2030-09-04	3,78 %	25 000	25 000	26 319
Province de l'Ontario	2031-06-02	6,20 %	124 000	168 339	173 726
Hydro-Québec	2032-02-15	3,26 %	500 000	322 520	360 975
Aéroports de Montréal	2032-04-16	6,95 %	208 634	208 634	270 089
Province de Québec	2032-06-01	6,25 %	1 905 000	2 611 976	2 728 131
Hydro-Québec	2033-02-15	3,29 %	500 000	310 330	350 065
Province de l'Ontario	2033-03-08	5,85 %	1 120 000	1 502 307	1 561 862
Bruce Power Limited Partnership	2033-06-21	4,13 %	250 000	250 927	261 465
Province de la Saskatchewan	2033-09-05	5,80 %	1 100 000	1 631 982	1 531 970
Province de l'Alberta	2033-12-01	3,90 %	610 000	657 122	712 315
Financement Québec	2034-06-01	5,25 %	1 900 000	2 344 638	2 523 200
Cordelio Power inc.	2034-06-30	4,09 %	150 000	150 000	158 597
CU inc.	2034-11-20	5,90 %	355 000	453 561	476 864
Hydro-Québec	2035-02-15	6,50 %	600 000	884 488	907 680
Province de l'Ontario	2035-06-02	5,60 %	749 000	1 001 109	1 049 806
Brookfield Asset Management inc.	2035-06-14	5,95 %	237 000	232 621	286 201
Hydro One inc.	2036-05-20	5,36 %	295 000	356 076	374 954
BRP Finance ULC	2036-11-05	5,84 %	85 000	86 445	102 711
Enbridge Pipeline inc.	2036-12-19	5,08 %	100 000	114 326	116 268
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2037-06-01	3,26 %	170 000	169 286	180 176
Province de l'Ontario	2037-06-02	4,70 %	2 188 000	2 811 289	2 851 270
North West Redwater Partnership	2039-01-10	4,35 %	30 000	29 894	33 476
Province de l'Ontario	2039-06-02	4,60 %	2 750 000	3 535 647	3 602 335
Rogers Communications inc.	2039-11-04	6,68 %	105 000	134 296	144 403
Shaw Communications	2039-11-09	6,75 %	160 000	204 204	210 120
Enbridge Pipeline inc.	2040-04-06	5,33 %	125 000	137 833	151 258
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2041-02-25	5,30 %	60 000	66 988	82 307
Gouvernement du Canada	2041-06-01	4,00 %	3 987 000	5 233 171	5 600 977
Province de l'Ontario	2041-06-02	4,65 %	669 000	848 998	893 603

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
407 International inc.	2041-11-15	4,45 %	485 000	542 130	579 725
TransCanada Pipelines Ltd.	2041-11-15	4,55 %	285 000	294 481	305 395
Province de Québec	2041-12-01	5,00 %	1 200 000	1 553 278	1 690 404
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2041-12-02	4,53 %	305 000	354 516	382 604
Manulife Finance Delaware L.P.	2041-12-15	5,06 %	240 000	270 918	284 155
			rachetables et taux variable à compter du 2036-12-15		
First Nation ETF Limited Partnership	2041-12-31	4,14 %	211 430	211 430	224 727
Altalink, LP	2042-06-30	3,99 %	555 000	588 633	625 946
Ontario Pension Board Finance Trust	2042-07-04	3,89 %	1 400 000	1 396 928	1 634 094
Université Concordia	2042-09-02	6,55 %	335 000	334 950	523 709
Pembina Pipeline Corp.	2043-04-30	4,75 %	185 000	183 904	196 094
Telus Corporation	2043-11-26	5,15 %	360 000	378 439	415 307
Enbridge inc.	2044-03-11	4,57 %	145 000	145 272	152 834
Telus Corporation	2044-04-05	4,85 %	275 000	283 785	304 829
407 International inc.	2044-09-08	3,65 %	175 000	178 506	187 714
Bell Canada	2044-09-29	4,75 %	165 000	168 507	183 820
Ville de Winnipeg	2045-06-01	4,10 %	400 000	458 684	477 412
Province de l'Ontario	2045-06-02	3,45 %	11 677 000	12 312 450	13 452 605
Aéroports de Montréal	2045-06-12	3,92 %	275 000	279 925	319 938
CU inc.	2045-07-27	3,96 %	225 000	237 979	251 111
Gouvernement du Canada	2045-12-01	3,50 %	2 169 000	2 758 200	2 954 612
Hydro Terre-Neuve-et-Labrador	2045-12-01	3,60 %	125 000	117 993	138 665
Lower Mattagami Energy	2046-02-23	4,18 %	250 000	277 130	292 205
Enbridge Pipeline inc.	2046-08-09	4,13 %	255 000	251 624	266 251
Province de Terre Neuve-et-Labrador	2046-10-17	3,30 %	201 000	203 435	213 908
Province de la Saskatchewan	2046-12-02	2,75 %	167 000	159 843	169 427
Pembina Pipeline Corp.	2047-01-21	4,74 %	75 000	76 115	79 736
Bell Canada	2047-02-27	4,45 %	100 000	99 540	107 074
TransCanada Pipelines Ltd.	2047-09-16	4,33 %	60 000	60 449	62 583
Ville d'Ottawa	2047-11-10	3,25 %	450 000	449 231	479 448
Enbridge Gas Distribution inc.	2047-11-29	3,51 %	125 000	121 779	129 541
Nav Canada	2048-03-30	3,29 %	100 000	100 000	107 029
TransCanada Pipelines Ltd.	2048-07-03	4,18 %	55 000	54 981	56 024
Ville de Toronto	2048-08-01	3,20 %	500 000	498 755	528 965
Province du Nouveau-Brunswick	2048-08-14	3,10 %	140 000	139 339	147 216
Province du Manitoba	2048-09-05	3,40 %	510 000	547 206	576 422
Fortis Alberta inc.	2048-09-18	3,73 %	210 000	210 000	225 584
Province de Terre-Neuve et du Labrador	2048-10-17	3,70 %	300 000	322 175	344 118
Gouvernement du Canada	2048-12-01	2,75 %	4 474 000	5 282 566	5 479 934
407 International	2049-03-08	3,67 %	120 000	119 848	130 116

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (SUITE)

au 31 mai 2019

OBLIGATIONS (SUITE)

Description			Valeur nominale	Coût	Juste valeur
			\$	\$	\$
Durée résiduelle de plus de 365 jours (suite)					
Enbridge Pipelines inc.	2049-02-22	4,33 %	140 000	139 955	151 386
Hydro One inc.	2049-06-25	3,63 %	150 000	147 732	155 972
TransCanada Pipelines Ltd	2049-10-15	4,34 %	160 000	159 946	167 598
Hydro-Québec	2050-02-15	5,00 %	305 000	409 670	458 708
Province du Manitoba	2050-03-05	3,20 %	705 000	698 663	772 870
IGM Financial	2050-03-21	4,21 %	140 000	140 000	146 989
Hydro One inc.	2050-04-05	3,64 %	105 000	104 922	109 479
Province de l'Alberta	2050-06-01	3,10 %	900 000	861 633	984 240
Province de la Saskatchewan	2050-06-02	3,10 %	755 000	804 966	825 834
Province de la Colombie-Britannique	2050-06-18	2,95 %	865 000	859 845	943 966
Province de l'Ontario	2050-12-02	2,65 %	495 000	489 976	499 222
Gouvernement du Canada	2051-12-01	2,00 %	2 270 000	2 099 321	2 403 544
Province de Québec	2051-12-01	3,10 %	1 090 000	1 101 012	1 213 911
Sun Life Capital Trust	2052-06-30	7,09 %	130 000	142 194	178 344
Fiducie de Capital de la Banque Scotia	2056-12-31	5,65 %	85 000	104 381	107 646
Université de Western Ontario	2057-12-04	3,39 %	600 000	600 000	639 252
Hospital Sick Children	2057-12-07	3,42 %	1 000 000	1 000 000	1 069 350
Enbridge inc.	2078-04-12	6,63 %	130 000	132 973	139 793
ATCO Ltd.	2078-11-01	5,50 %	130 000	130 000	138 290
			230 954 122	243 325 072	251 869 564
Total des obligations			239 695 122	252 159 303	260 635 599

TITRES À ÉCHÉANCE NON DÉTERMINÉE

Description	Dénomination	Nombre de parts	Coût \$	Valeur \$
Fonds institutionnel dette des pays émergents Franklin Templeton	Unités de fonds - Dette des marchés émergents	5 852 131	59 013 188	61 137 221
Fonds SSQ Matières premières ex-énergie CoreCommodity Management	Unités de fonds - Matières premières	4 452 159	43 372 289	40 768 862
Fonds Hexavest mondial tous les pays sans énergie fossile	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	114 411	117 570 919	115 616 990
Fonds Triasima actions mondiales tous les pays sans énergie fossile	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	5 313 580	84 835 476	81 457 174
Fonds Baillie Gifford Positive Change Equity Fund	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	7 017 724	75 770 466	73 957 685
Fonds d'actions mondiales sans combustibles fossiles Montrusco Bolton	Unités de fonds - Fonds d'actions mondiales tous les pays	9 080 073	94 044 019	97 717 019
Schroders Diversified Growth Fund	Unités de fonds - Fonds à croissance diversifiée	5 264 718	57 419 951	57 422 810
Fonds CC&L Stratégies multiples	Unités de fonds - Fonds à rendement absolu	100 000	10 000 000	9 718 582
Formula Growth Alpha Fund	Unités de fonds - Fonds à rendement absolu	41 325	42 297 747	40 256 755
Fonds Desjardins SociéTerre obligations environnementales (Mirova)	Unités de fonds - Fonds d'obligations environnementales	4 476 148	44 822 826	48 049 215
Fonds AlphaFixe Obligations vertes	Unités de fonds - Fonds d'obligations vertes	6 663 958	66 057 429	69 178 456
Fonds de soutien à l'action collective solidaire	Reconnaissance de dette	100 000	100 000	100 000
Fiera Capital - Fonds Fiera court terme plus	Unités de fonds - Marché monétaire	4 955	4 954 938	4 954 938
Vanguard REIT ETF	Fonds négocié en Bourse	241 973	23 365 847	28 409 025
Vanguard Global ex-U.S. Real Estate ETF	Fonds négocié en Bourse	346 277	23 621 303	26 884 930
Total des titres à échéance non déterminée			747 246 398	755 629 662

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ) (SUITE)

au 31 mai 2019

CONTRATS À TERME - POSITION VENDEUR

Description	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
			\$		\$
Dollar américain	2019-06-21	1,3400	129 500 000	\$ US	(1 453 638)
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2019-06-04	133,83	3 000 000	\$ CA	(83 061)
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2019-06-04	136,03	2 800 000	\$ CA	(119 561)
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2019-06-04	136,04	2 000 000	\$ CA	(85 121)
Province de l'Ontario, 2,80 %, 2048-06-02	2019-06-04	98,85	2 250 000	\$ CA	(104 735)
Province de l'Ontario, 6,20 %, 2031-06-02	2019-06-04	137,64	5 000 000	\$ CA	171 382
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2019-06-05	94,76	4 250 000	\$ CA	(79 314)
Province de Québec, 2,30 %, 2029-09-01	2019-06-05	99,16	4 000 000	\$ CA	(65 937)
Province de l'Ontario, 2,85 %, 2023-06-02	2019-06-06	103,39	6 500 000	\$ CA	(43 326)
Gouvernement du Canada, 2,25 %, 2024-03-01	2019-06-06	103,17	15 000 000	\$ CA	(132 131)
Province de la Colombie-Britannique, 2,95 %, 2028-12-18	2019-06-11	105,27	7 080 000	\$ CA	(107 870)
Gouvernement du Canada, 1,00 %, 2027-06-01	2019-06-12	94,84	2 000 000	\$ CA	(35 971)
U.S. Treasury Note, 4,25 %, 2039-05-15	2019-06-12	122,81	2 700 000	\$ US	(242 314)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2025-06-02	2019-06-13	102,28	11 000 000	\$ CA	(143 811)
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2048-12-01	2019-06-14	120,93	7 710 000	\$ CA	(119 841)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2025-06-02	2019-06-18	102,47	4 700 000	\$ CA	(51 889)
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2026-06-01	2019-06-18	99,28	18 000 000	\$ CA	(215 883)
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2029-06-01	2019-06-18	136,84	2 800 000	\$ CA	(57 915)
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2051-12-01	2019-06-19	100,88	4 900 000	\$ CA	(244 727)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2025-06-02	2019-06-27	102,57	12 670 000	\$ CA	(126 258)
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2029-06-01	2019-06-27	136,92	7 820 000	\$ CA	(150 212)
Province de Québec, 5,75 %, 2036-12-01	2019-06-27	142,62	2 550 000	\$ CA	(69 483)
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2028-06-01	2019-07-03	102,57	14 000 000	\$ CA	(265 874)
Gouvernement du Canada, 2,00 %, 2028-06-01	2019-07-03	103,04	7 000 000	\$ CA	(99 676)
Gouvernement du Canada, 2,50 %, 2024-06-01	2019-07-04	104,81	12 000 000	\$ CA	(69 645)
Province de Québec, 6,25 %, 2032-12-01	2019-07-04	141,76	3 750 000	\$ CA	(45 003)
Province de l'Ontario, 2,60 %, 2027-06-02	2019-07-09	102,60	4 200 000	\$ CA	(28 868)
Province de l'Ontario, 6,20 %, 2031-06-02	2019-07-09	138,58	2 450 000	\$ CA	(28 374)
Bons du Trésor du Canada 5 ans	2019-08-29	121,67	3 900 000	\$ CA	(22 740)
Bons du Trésor du Canada 10 ans	2019-08-29	142,85	18 400 000	\$ CA	(377 220)
U.S. Treasury Note - 10 ans	2019-08-30	126,75	5 500 000	\$ US	(78 965)
Total contrats à terme - position vendeur					(4 577 981)

CONTRATS À TERME - POSITION ACHETEUR

Description	Date de règlement	Taux du contrat à terme	Valeur notionnelle	Devise	Juste valeur
			\$		\$
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2019-06-04	134,65	3 000 000	\$ CA	58 441
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2019-06-04	136,53	2 000 000	\$ CA	75 248
Province de l'Ontario, 4,60 %, 2039-06-02	2019-06-04	126,18	5 000 000	\$ CA	242 293
Province de l'Ontario, 6,20 %, 2031-06-02	2019-06-04	136,64	5 000 000	\$ CA	(121 244)
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2019-06-05	136,64	2 300 000	\$ CA	83 825
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2023-06-01	2019-06-06	99,79	9 000 000	\$ CA	59 700
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2023-06-01	2019-06-06	99,76	6 580 000	\$ CA	45 821
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2026-06-01	2019-06-06	99,21	5 400 000	\$ CA	67 674
Province de l'Ontario, 7,60 %, 2027-06-02	2019-06-06	138,09	3 400 000	\$ CA	61 186
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2019-06-11	134,45	6 000 000	\$ CA	124 094
U.S. Treasury Note, 5,00 %, 2037-05-15	2019-06-12	132,86	1 400 000	\$ US	124 320
U.S. Treasury Note, 3,00 %, 2049-02-15	2019-06-12	102,06	1 200 000	\$ US	110 453
Province de l'Ontario, 3,15 %, 2022-06-02	2019-06-13	103,68	9 600 000	\$ CA	48 903
Province de l'Ontario, 7,60 %, 2027-06-02	2019-06-13	137,85	3 600 000	\$ CA	69 807
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2022-06-01	2019-06-18	103,41	18 100 000	\$ CA	92 874
Gouvernement du Canada, 2,25 %, 2025-06-01	2019-06-18	103,69	4 560 000	\$ CA	55 188
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2019-06-18	134,57	3 000 000	\$ CA	56 291
Gouvernement du Canada, 5,75 %, 2029-06-01	2019-06-18	137,11	5 450 000	\$ CA	98 226
U.S. Treasury Note, 3,00 %, 2049-02-15	2019-06-19	103,10	4 480 000	\$ US	349 187
Gouvernement du Canada, 2,25 %, 2025-06-01	2019-06-27	103,75	12 375 000	\$ CA	141 147
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2019-06-27	134,74	8 300 000	\$ CA	134 552
Province de l'Ontario, 4,60 %, 2039-06-02	2019-06-27	128,20	2 500 000	\$ CA	67 628
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2022-06-01	2019-07-03	103,16	18 500 000	\$ CA	135 925
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2022-06-01	2019-07-03	103,30	10 000 000	\$ CA	59 761
Gouvernement du Canada, 5,00 %, 2037-06-01	2019-07-03	146,38	3 100 000	\$ CA	128 925
Gouvernement du Canada, 5,00 %, 2037-06-01	2019-07-03	147,34	1 540 000	\$ CA	49 166
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2023-06-01	2019-07-04	100,04	7 600 000	\$ CA	34 566
Gouvernement du Canada, 2,25 %, 2025-06-01	2019-07-04	104,20	5 100 000	\$ CA	35 370
Province de l'Ontario, 5,60 %, 2035-06-02	2019-07-04	138,84	3 300 000	\$ CA	40 295
Province de l'Ontario, 6,50 %, 2029-03-08	2019-07-09	135,33	6 000 000	\$ CA	54 288
Option - U.S. Treasury Note - 10 ans	2019-07-26	2,8906	6 800 000	\$ US	265 752
U.S. Treasury Note - 10 ans	2019-08-30	153,72	1 000 000	\$ US	(38 870)
Total contrats à terme - position acheteur					2 810 792
				Grand total	1 020 928 625
				Total autres investissements (note 6 des états financiers)	1 025 838 102
				Total présenté dans les créditeurs (note 15 des états financiers)	(4 909 477)
				Grand total	1 020 928 625



RÉPERTOIRE DE
LA QUOTE-PART DE
FONDACTION DU COÛT
DES INVESTISSEMENTS
EFFECTUÉS PAR LES
FONDS PARTENAIRES
OU SPÉCIALISÉS
(NON AUDITÉ)

AU 31 MAI 2019

A) Fonds partenaires dans lesquels la participation de Fondation est de 50 % ou plus et qui répondent aux autres critères prévus par le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement

Coût de chacun des investissements en capital de développement consentis à la date des plus récents états financiers audités des fonds

Date des états financiers audités	Nom du fonds	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2018-12-31	Filaction, s.e.c.	4 436	311	14 518	19 265	320
Détient des investissements dans quatre-vingt-onze (91) entreprises, soit :						
	10167266 Canada inc. (Atelier Pimiento)			134	134	
	8215847 Canada inc. (BIO-AX inc)			163	163	
	9099-7271 Québec inc. (Air-pur ventilation)			83	83	
	9113-5178 Québec inc. (Gaspor inc.)			112	112	
	9142-9522 Québec inc. (Chalets et Spa Lac St-Jean)			377	377	
	9198-6000 Québec inc. (Boutique Agatha)			71	71	
	9215-8534 Québec inc. (Parallaxes)			18	18	
	9219-4430 Québec inc. (Le Ameau)	1 391			1 391	
	9245-4859 Québec inc. (Opus Eventi)			46	46	
	9264-9490 Québec inc. (Remorques Lewis)		134	170	304	
	9269-1088 Québec inc (Services techniques SD)			76	76	
	9274-7765 Québec inc (Québec Issime)			23	23	
	9283-9034 Québec inc. (Pexal-Tecalum Canada)	341		625	966	
	9285-9859 Québec inc. (Technikad analytique)			112	112	
	9299-5893 Québec inc (société de gestion Pantoute)			66	66	
	9310-3760 Québec inc. (Interface corporelle)			150	150	
	9339-3064 Québec inc. (Décorateurs plastiques)			184	184	
	9677494 Canada inc. (Ibrace)			179	179	
	Association pour la recherche Électro-acoustique du Québec			72	72	
	Bec Soda inc.			52	52	
	Centre de vacances Lac-Simon			23	23	
	Chantale Pagé consultation inc			153	153	
	Cinéma Le Clap			169	169	40
	Cirque Éloïze			349	349	
	Collection Innova			28	28	
	Communauté sépharade unifiée du Québec			49	49	
	Coop des employés de Northex environnement (CENE)			469	469	

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ) (SUITE)

au 31 mai 2019

Date des états financiers audités	Non garantis		Garantis		Garanties et cautionnements
	Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances	Total	
Nom du fonds	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2018-12-31	Filaction, s.e.c. (suite)				
Coopérative de solidarité alimentaire - Montréal			64	64	
Coopérative de Solidarité Laurel Station		30		30	
Coopérative de solidarité Wabak			72	72	
Coopérative de tourisme aventure connectée à la Terre (CONTACT)		72		72	
Coopérative de travail du collège des haut Sommets			206	206	
Coopérative de travailleurs actionnaire de la Librairie Pantoute		63		63	
Coopérative de travailleurs actionnaires du Centre de Technologie Appliquées du Québec		12		12	
Coopérative de travailleurs actionnaires en transformation forestière de la Matawinie			175	175	
Corporation de développement du quai de Ste-Anne-de-Beaupré			67	67	
Corporation du théâtre Saint-Eustache inc.			178	178	
Corporation Investa	100			100	
Croisières M/S Jacques Cartier	300		750	1 050	
CS Fait, coopérative de solidarité			97	97	
Dionavi inc.			307	307	
Excavation Michel Paradis inc.			270	270	
Festival de théâtre de rue de Lachine				–	30
Graphiscan			371	371	
Griendel			97	97	
Groupe d'affaires MKB inc.			64	64	
Groupe Paradoxe			199	199	
Groupe Pimiento inc.			704	704	
Groupe Sidney Santé inc.			475	475	
Héloïse Laboratoire inc.			33	33	
Immeuble 6330, St-Hubert				–	
Ingeniarts Technologies			297	297	
La chèvrerie Charlevoix			151	151	
La Pourvoirie du Cap au Leste inc.			75	75	
La société de cinéma répertoire de Montréal - Cinéma du Parc			16	16	
Laberge Services Alimentaires inc.			287	287	
Le club de golf Saguenay Arvida inc			78	78	

Date des états financiers audités		Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
Nom du fonds		(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2018-12-31	Filaction, s.e.c. (suite)					
	Le Dôme West Island			184	184	
	Les camps Kiskimaastakin inc.			68	68	
	Les Délices Sirar inc.			30	30	
	Les Éditions le Clap inc.			30	30	
	Les Entreprises St-Ubald inc.			150	150	
	Les Recettes Cook-It			84	84	
	Les solutions Huwizz			106	106	
	Librairie L'intrigue inc.			53	53	
	L'illusion, Théâtre de marionnettes			18	18	
	Mareiwa, café Colombien			39	39	
	MK2 Mile End			296	296	
	Mood indigo films inc.			35	35	
	Northex Environnement inc.			450	450	
	Nouvelle conscience des Forges inc.	0		1 375	1 375	
	Outaouais Rock			576	576	
	Pie Braque - Microbrasserie coopérative Écoresponsable			136	136	
	Pivot Santé			180	180	
	Produit Innovation Bbraver	200		251	451	
	QI Productions			75	75	
	Radio Communautaire Francophone de Montréal inc.			49	49	
	Risehop inc.			188	188	
	S.e.c. Tourisme PME	1 360			1 360	
	Sagafilm productions inc.	194			194	
	Société de gestion de projets Ecotierra inc.	200		587	787	
	SODER (société de développement environnemental de Rosemont)			42	42	
	Spa des Neiges inc.	150			150	
	Symbiose			45	45	250
	Technologies Ecofixe			63	63	
	Théâtre T inc.			135	135	
	TORQ Le Groupe inc.			79	79	
	Ventil-Air 2011 inc.			104	104	
	Viacion Assurance inc.	200			200	
	Vues & Voix			66	66	
	Y Olive inc.			38	38	

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ) (SUITE)

au 31 mai 2019

Date des états financiers audités	Nom du fonds	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2018-12-31	Filaction II, s.e.c.	50	150	4 266	4 466	—
Détient des investissements dans vingt-une (21) entreprises, soit :						
	9132-4848 Québec inc. (Résidence Métabetchouan)			225	225	
	9161-8843 Québec inc. (Entreprise C.J.M)			500	500	
	9337-4247 Québec inc. (Complexe équestre Bécancour)			432	432	
	9357-6387 Québec inc. (Les publicités generation pub)			260	260	
	Biotepp inc.			242	242	
	Biscuits et Cassonade inc.			20	20	
	Cinéma Le Clap LTV inc.			150	150	
	FjordAl Aluminium inc.			300	300	
	Fonds 2			125	125	
	Grand Montréal Comédie Festival			150	150	
	Groupe Atco inc.			300	300	
	Intuitic inc. (Studyo)	50			50	
	La Maison d'Éloïse inc.			150	150	
	Entreprises Rodrigue Piquette inc.			300	300	
	Les Productions Neuart			197	197	
	Mareiwa café colombien inc.			425	425	
	Mediavore Interactif inc.			150	150	
	Mercier Films			135	135	
	Option métal recyclé du Québec, coopérative de solidarité			75	75	
	Reseau Marche Verte inc.			130	130	
	Ressourcerie de Lévis		150		150	
2018-12-31	Filaction, le Fonds pour l'investissement local et l'approvisionnement de fonds communautaires	456	44	371	871	—
Détient des investissements dans sept (7) fonds ou sociétés en commandite, soit :						
	Fonds Afro-entrepreneurs			154	154	
	Fonds Mosaïque			217	217	
	La Société Européenne de Finance Éthique et Alternative (SEFEA)		41		41	
	Le Grand costumier		3		3	
	Consortium, services Coop		0		0	
	Fides-Ecosol	456			456	
	Filaction s.e.c.		0		0	

Date des états financiers audités	Nom du fonds	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2018-12-31	Fonds immobilier Angus, s.e.c.	87 637	—	—	87 637	8 949
	Détention de l'immeuble Carré Saint-Laurent	87 637			87 637	8 949
2019-05-31	Fonds d'investissement LCC s.e.c.	21 567	—	—	21 567	—
	Détient des investissements dans quatre (4) fonds ou sociétés en commandite, soit :					
	Éolelectric Capital inc.	3 124			3 124	
	Gestion E.C.I. inc.	4 708			4 708	
	G.C.L. Équipements inc.	9 133			9 133	
	Inlandsis – Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c.	4 602			4 602	
2018-12-31	Inlandsis - Fonds de financement de projets de réduction de GES par contrat carbone, s.e.c.	1 528	3 481	—	5 009	—
	Détient des investissements dans cinq (5) entreprises, soit :					
	Blue source		1 286		1 286	
	ECCW		1 759		1 759	
	Encouragement Carbon		171		171	
	Vessels Cambria		265		265	
	Camco Offsets I, LLC	1 528			1 528	

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DE FONDATION DU COÛT DES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LES FONDS PARTENAIRES OU SPÉCIALISÉS (NON AUDITÉ) (SUITE)

au 31 mai 2019

B) Fonds partenaires ou spécialisés qui ne répondent pas aux critères prévus pour la section précédente, mais dans lesquels Fondation détient un investissement d'au moins 10 millions de dollars

Quote-part de Fondation du coût total des investissements en capital de développement consentis à la date des plus récents états financiers audités des fonds

Date des états financiers audités	Nom du fonds	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2018-12-31	Fonds immobilier Redbourne III, s.e.c.	13 082	—	—	13 082	—
Détient des investissements dans deux (2) entreprises, soit :						
	Erindale Corporate Centre					
	Redbourne South Shore					
2018-12-31	Novacap Industries IV, s.e.c.	8 715	—	—	8 715	—
Détient des investissements dans huit (8) entreprises, soit :						
	Hallcon Corporation					
	Greenwood Mushrooms Holdings Corp.					
	Mucci Farms Ltd.					
	Owen & Company Holdings inc.					
	Bestar Holding inc.					
	JR Fashion Holdings inc.					
	Placement Groupe MI inc.					
	Noble Foods Development Corporation					

Date des états financiers audités	Nom du fonds	Non garantis		Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions ou parts	Prêts et avances	Prêts et avances		
		(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
2018-12-31	Rho Ventures VI, L.P. (000 \$ US)	5 715	—	—	5 715	—
Détient des investissements dans dix-neuf (19) entreprises, dont :						
	AqueSys					
	Aristotle Circle					
	August					
	Cara Therapeutics					
	ChargePoint (anc. Coulomb Technologies)					
	CloudPay					
	Convercent					
	Dashlane					
	Enerkem					
	Fintech Lab					
	Mandalay Sports Media					
	Philo (anc. Tivli)					
	SARcode Bioscience, inc.					
	Slacker					
	Tapjoy					
	TechStyle (anc. JustFab)					
2018-12-31	Société immobilière Solar s.e.c.	18 589	—	—	18 589	3 000
Détient des investissements dans onze (11) entreprises.						
2018-12-31	Société en commandite Ipso Facto VI	8 679	—	—	8 679	—
Détient des investissements dans vingt-six (26) entreprises, dont :						
	Société en commandite Union sur le parc					
	Société en commandite Les Tours St-Martin					

Conception graphique :
Zone C Communication Marketing

Crédit photos :
Olivier Samson Arcand (p. 4 et 5)
Ecotierra (p.11, homme)
iStock (p.11, femme)
Domtar (p. 14)
sylvainlegare.com (p. 22, photo 1)
Enerkem, Curtis Trent (p.22, photo 2)

Merci aux entreprises partenaires pour leur collaboration.



MONTRÉAL (siège social)

2175, boul. De Maisonneuve Est, bureau 103
Montréal (Québec) H2K 4S3
Téléphone : 514 525-5505 • 1 800 253-6665

QUÉBEC

125, boul. Charest Est, bureau 501
Québec (Québec) G1K 3G5
Téléphone : 418 522-8650 • 1 800 253-6665

www.fondaction.com